

LE SUPPLÉMENT

GRAND EST

LA FUSION FAIT LA FORCE

Dans l'hémicycle de la Maison de la Région à Strasbourg, les élus alsaciens, lorrains et champardennais sont désormais mêlés.



L'ENTRETIEN

Jean Rottner, nouveau président du conseil régional



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Jouer la Ligue des Champions



TOURISME

Faire décoller les cinq marques

© Grand Est - Jean-Luc Stadler



L'ACHAT PUBLIC RESPONSABLE



Illustration : François Poullain. Conception : havas paris

Au cœur des territoires et proche de vos enjeux, l'UGAP met son expertise à votre service.

L'UGAP, c'est 550 interlocuteurs pour vous accompagner, construire à vos côtés, vous garantir l'offre la plus adaptée à vos besoins, et éclairer vos choix. Un achat public responsable, c'est un achat qui s'appuie largement sur les PME, favorise le développement durable et soutient l'innovation. C'est aussi un achat qui, par sa performance économique, participe à la maîtrise de la dépense publique. Avec l'UGAP, l'achat responsable est plus que jamais au service du local et de l'intérêt général, aujourd'hui, et pour demain.

ugap.fr

SOMMAIRE

- 4**
Le Grand Est **en chiffres**
- 6**
Les **images** du Grand Est
- 14**
Grand entretien avec **Jean Rottner**
Nouveau président du conseil régional
- 24**
La **fusion**, sous toutes ses formes
- 40**
Développement économique :
les clefs pour comprendre
- 52**
Formation à la carte
- 61**
Jeunesse et **citoyenneté**
- 66**
Une stratégie pour le **numérique**
- 70**
On n'oublie pas l'**agriculture**
- 72**
Une région en transition...
énergétique
- 84**
Ferroviaire, aérien :
de quoi être **transporté**
- 96**
Tourisme : la fusion
en marchant

A trois on est plus fort

Faute avouée est à moitié pardonnée : on n'y croyait pas trop, à cette région Grand Est. Parce que redécoupée à la hâte, comme tombée d'un chapeau élyséen en dernière minute. Parce que mêlant sans vergogne tropisme ardennais, aisance champenoise, courage lorrain, identité alsacienne. Parce que deux fois plus grande que la Belgique. Parce que Givet-Strasbourg, 500 kilomètres. Et puis, à dire vrai, parce que personne n'en voulait, ou en tout cas pas grand-monde ne disait en vouloir.

A tel point qu'on avait pu craindre un moment qu'elle ne tombe dans les filets d'un parti extrême, trop heureux de s'appuyer sur le mécontentement général pour y faire son marché. Mais on s'était trompé sur toute la ligne.

En moins de deux ans, sous l'impulsion de **Philippe Richert** et désormais de **Jean Rottner**, qui n'étaient pourtant ni l'un ni l'autre les plus chauds partisans de cette union forcée, la région Grand Est a trouvé son rythme de croisière. Mieux : elle existe déjà, alors que la Champagne-Ardenne a eu tant de mal à s'imposer pendant trente ans. De cette dimension qui la rendait improbable de prime abord, l'exécutif régional a su faire un atout, une force. Réussissant, en très peu de temps, à mêler la puissance d'un territoire plus grand, de compétences renforcées, de moyens plus importants, avec une volonté permanente de proximité. Dont les douze Agences territoriales, ou encore l'équipement des zones les plus rurales en Très Haut Débit, ne sont que deux illustrations, certes très significatives.

Transports améliorés, stratégie de développement économique avérée, qualité de toutes les formes de formation, souci permanent de démocratie participative, volonté de n'oublier personne en chemin : la feuille de route telle que nous la détaillons dans les pages qui suivent est clairement tracée. Reste le défi majeur, qui requiert celui-là la dimension du temps long : construire une identité tout en respectant les particularismes locaux. Faire accepter à une population de 5,5 millions d'habitants que l'on puisse demeurer alsacien, vosgien, lorrain, champenois ou ardennais, tout en habitant le Grand Est. Et s'en trouver bien. Parce qu'ensemble, on est plus fort.

Philippe Martin

Directeur de la publication : Pierre Weill
Directeur général délégué : Philippe Martin
Directeur de la rédaction : Philippe Martin / pmartin@regionsmagazine.com / Tél. : 06 63 80 00 83
Directeurs associés : Jie Wang / Robert Zarader / Maud Vuillardot

Rédaction : Nathalie Diot – Véronique Parasote – Pierre Roeder.
Administration : Elisabeth Mansart / emansart@regionsmagazine.com / Tél. : 06 81 70 80 77
Contact Publicité : Maud Vuillardot / maud.v@regionsmagazine.com / Tél. : 06 27 41 08 54

Gérard Stama / gslama@regionsmagazine.com / Tél. : 06 09 62 46 24
Daniel Bitan / dbitan@regionsmagazine.com / Tél. : 06 12 71 71 56
Édition : JPW Médias / 2, rue Guynemer 75006 Paris
Numéro de commission paritaire : 1122 D 91819.

5,554
millions
d'habitants

97
habitants au km²
(116 en France
métropolitaine).

10

Le nombre de départements
(Ardennes, Aube, Marne, Haute-
Marne, Meurthe-et-Moselle,
Meuse, Moselle, Bas-Rhin,
Haut-Rhin, Vosges).

349.000

Le nombre d'entreprises,
dont 68 % dans le tertiaire
(France 72%).

2^{ème}

région exportatrice
et la première
en volume
par habitant.

2.129.000

Le nombre d'emplois,
dont 160.000 travailleurs
frontaliers).

121

musées de France.

5

agglomérations de plus
de 200.000 habitants,
Strasbourg, Reims,
Mulhouse, Nancy
et Metz.

57.280 km²
La superficie de la région
(10 % de la surface
de la France).

9,5 %
Le taux de chômage
au deuxième
trimestre 2017.

5.152
communes,
200 cantons.

150

milliards d'euros, le PIB
de la région Grand Est,
soit 27.000 euros/habitant.

1.424

mètres, l'altitude du point
culminant de la région,
le Grand Ballon
d'Alsace.

6

pôles de compétitivité,
5 universités.

6

parcs naturels régionaux :
Ballons des Vosges, Lorraine,
Vosges du Nord, Ardennes,
Forêt d'Orient, Montagne
de Reims.

196.000
étudiants,
39.500 apprentis.

212

lycées publics et privés sous
contrat, 595 collèges publics,
212 lycées technologiques,
118 lycées professionnels,
5.061 écoles.

2,8

milliards d'euros, le budget
primitif 2017 de la région
Grand Est.

1.370

le nombre d'hôtels
(360 campings).

19,7

millions, le nombre
de nuitées touristiques
en 2016.

Grand Est en images



Le château du Haut-Koenigsbourg (Alsace).



Les maisons à pans de bois de Troyes (Champagne).



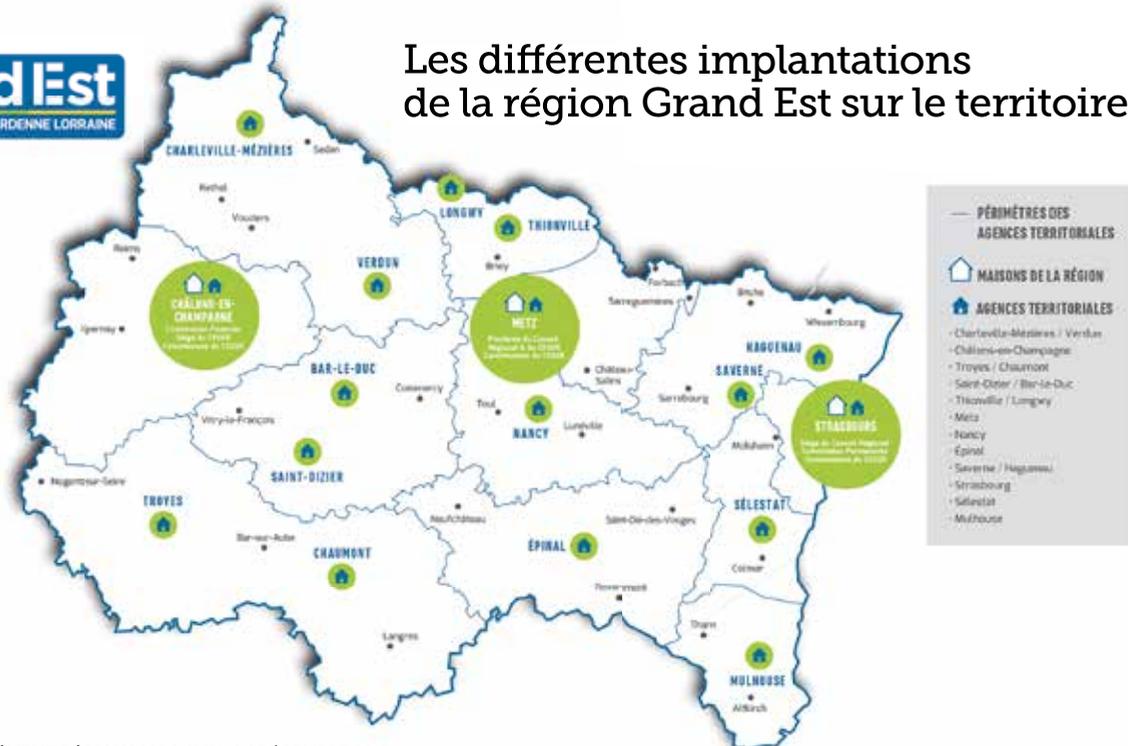
La place Stanislas à Nancy (Lorraine).



Le château-fort de Sedan (Ardennes).



Les différentes implantations
de la région Grand Est sur le territoire



ELLES
SONT NÉES
DANS LE
GRAND EST



Jeanne d'Arc
chef de guerre (1412-1431),
née à Domrémy (Lorraine).



Marie Tussaud
créatrice du musée
Tussaud, (1761-1850),
née à Strasbourg (Alsace).



**Nicole Clicquot, dite
la Veuve Clicquot**
première femme à
diriger une maison de
champagne (1777-1866),
née à Reims (Marne).



Jeanne Pommery
directrice des campagnes
Pommery, (1819-1890),
née à Annelles (Ardennes).



Louise Michel
institutrice et figure de
la Commune (1830-1905),
née à Vroncourt-la-Côte
(Haute-Marne).



Patricia Kaas
chanteuse, née en 1966
à Forbach (Moselle).



Virginie Despentes
écrivaine et réalisatrice,
née en 1969 à Nancy
(Lorraine).



Valérie Donzelli
actrice et réalisatrice,
née en 1973 à Epinal
(Vosges).

Le Grand Est des jeunes

Collectivité de création récente, puisque la fusion entre Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne remonte à 2015, le Grand Est se flatte aussi d'être une des régions les plus jeunes de France. A l'image de ce Conseil Régional des Jeunes récemment intronisé, qui déborde d'enthousiasme et d'intérêt pour la vie publique.

Retrouvez la politique jeunesse et citoyenneté du Grand Est en p. 61.

© Ighon Grand Est Pascal Bodet

#ConseilRégionalDesJeunes

Le Grand Est de la recherche

Fort de ses universités et de ses prix Nobel, de ses nombreuses grandes écoles, de ses centres de recherche de niveau mondial, le Grand Est a décidé de se construire une nouvelle identité économique fondée sur un mélange de tradition de qualité et d'avant-gardisme. A l'image du Centre européen de recherche et de formation aux Arts verriers, sis à Vannes-le-Châtel au sud de la Lorraine.

Découvrez les clés de la nouvelle stratégie de développement économique du Grand Est en p. 40.

© région Grand Est Studter.

Le soleil se lève au Grand Est

Regorgeant de monuments et de sites historiques, de villes magnifiques et de paysages de pleine nature, le Grand Est présente tous les atouts, s'agissant du tourisme, pour devenir une des grandes régions françaises et européennes. Sans oublier qu'il est aussi un territoire montagneux grâce aux Vosges, où le soleil se lève chaque jour comme ici au sommet de la Bresse. **Faites le plein de beaux paysages dans la séquence tourisme en p. 96.**

© CRR Lorraine Justine Vanson

Le Grand Est aura "sa" maison à Bruxelles

À l'occasion d'un déplacement à Bruxelles fin novembre, le président du conseil régional **Jean Rottner** a réaffirmé la volonté de la Région de "se positionner comme LA région européenne de France, et de se mobiliser pleinement sur les grands débats européens à venir, notamment la redéfinition des politiques européennes post-2020". Il en a profité pour visiter et faire visiter les bureaux du Futur "Bureau Europe Grand Est". En effet, les structures régionales de représentation à Bruxelles rassemblent actuellement plus d'une douzaine de partenaires : départements, agglomérations, universités et chambres consulaires. La fusion de ces instances aboutira au 1^{er} janvier 2018 à la création d'une structure unique regroupée sur un seul site. Jean Rottner a également rencontré le président du Comité des Régions, **Karl-Heinz Lambertz**, ainsi que **Magnus Berntsson**, président de l'Assemblée des Régions d'Europe afin d'évoquer la question des fonds européens, ainsi que



© Jean-Luc Stadler Région Grand Est.

la mobilisation et l'organisation dans le cadre de la définition des futures politiques européennes post-2020. Nos photos : la délégation du Grand Est, et les locaux du futur bureau Europe Grand Est à Bruxelles. //



Le premier mémorial franco-allemand

C'est un haut-lieu du souvenir de la guerre 1914-1918, symbole d'une lutte acharnée pour la conquête et la conservation des crêtes vosgiennes, champ de bataille tragique sur lequel sont morts plus de 20.000 soldats français et allemands. Le Hartmannswillerkopf (Haut-Rhin) s'est engagé dans un vaste programme de valorisation du site, dans le cadre du centenaire de la Grande Guerre, afin d'en faire un lieu de tourisme de mémoire d'envergure européenne. Ce programme de rénovation a été inauguré le 10 novembre en présence des présidents de la République français et allemand, **Emmanuel Macron** et **Frank-Walter**

Steinmeier. Le musée est ouvert depuis le mois d'août. Il s'agit du premier mémorial franco-allemand lié à la Première guerre mondiale. La région Grand Est participe à hauteur de 700.000 € à ce projet d'intérêt général. La construction de l'Historial a également été soutenue financièrement par le programme INTERREG Rhin Supérieur, (autorité de gestion région Grand Est), à hauteur de plus de 800.000 €. Nos photos : le site actuel. Le site reconfiguré. Les deux présidents lors de l'inauguration. //

Bienvenue à nos futurs confrères de l'est !



Dans le cadre de la remise des prix de l'opération "Journaliste d'un Jour" 2017, **Elsa Schalck**, vice-présidente de la région Grand Est en charge de la Jeunesse, a remis le Trophée de la Région au lycée Charles Stoessel de Mulhouse (notre photo) pour son article : "Banque Alimentaire : le trésor solidaire", en présence de 400 jeunes, et des directions des journaux L'Alsace et les DNA qui participent à l'opération. L'article des jeunes journalistes présente les activités de la Banque Alimentaire du Haut-Rhin, qui propose chaque année, aux lycéens et apprentis, une action concrète de solidarité au service des autres. L'opération "J1J" permet chaque année depuis 23 ans à plus de 1.600 lycéens et apprentis, de réunir le monde pédagogique et l'univers professionnel de la presse sur le terrain. Pendant cinq jours, les jeunes participants à l'opération doivent réaliser un journal quotidien et le distribuer dans plusieurs villes de la région. //



67 libellules de plus en Lorraine

Commencée depuis 2011 par la Région et les agences de l'eau, l'opération Commune Nature met à l'honneur les collectivités et autres gestionnaires d'espaces, engagés dans une démarche de réduction et de suppression des pesticides pour l'entretien des espaces verts et des voiries. Les règles à respecter sont notamment les suivantes : respect de la loi Labbé relative à l'interdiction d'achat, d'usage et de détention de pesticides, signature de la charte régionale, sensibilisation des élus et formation des agents du service des espaces verts aux méthodes alternatives à l'utilisation des pesticides, sensibilisation du grand public à la démarche. Lors d'une cérémonie à Pont-à-Mousson, 65 communes et deux lycées du territoire lorrain se sont vu remettre leur "libellule", distinction qui met en valeur leur démarche environnementale (notre photo). Au cours de l'édition 2017, 130 libellules ont été décernées sur le territoire du Grand Est. //

Pour la défense des fruits, des légumes et des fleurs

Dans le Grand Est, la filière fruits et légumes représente plus de 3.000 exploitations, 5.000 emplois permanents et plusieurs milliers de saisonniers, et place la région en tête de la production pour le chou à choucroute, le céleri, la quetsche, la mirabelle (notre photo) ou la griotte. La Région, qui consacre 2,3 M€ à la défense de cette filière de qualité, vient d'adopter un plan d'action qui passe notamment par la structuration de ladite filière, la conquête de nouveaux marchés, la promotion des produits de proximité et la préservation de la qualité, mais aussi par l'investissement dans la recherche et l'innovation et la création d'emplois. Elle renforce également ses aides spécifiques comme le soutien à l'acquisition de matériels contre le gel, la grêle et les attaques d'oiseaux en zone de montagne, ou encore le soutien à la rénovation des vergers. Dans le même temps, le conseil régional a adopté un plan d'action similaire pour soutenir l'horticulture, qui représente quant à elle 1.200 emplois directs dans la région. //



De sacrées reprises

Ce n'est pas un hasard si l'une des premières visites d'entreprises effectuées par le nouveau président du conseil régional a été pour la société Punch Powerglide, spécialisée dans la conception et la fabrication de boîtes de vitesses automatiques, qui a réalisé cette année 500 M€ de chiffres d'affaires en exportant la totalité de sa production. Le Groupe Punch avait repris deux entreprises en cours de fermeture en Alsace. La région Grand Est (alors Alsace) avait alors soutenu Punch à hauteur de 200.000 €. Les reprises ont permis le maintien de plus de 1.000 postes, et la création de 100 emplois supplémentaires (lire le récit de cette reprise dans le supplément "Eurométropole de Strasbourg" de Régions Magazine, mars 2016). **Jean Rottner** (notre photo) a mis en exergue cet exemple de reprise réussie, la société étant devenue le premier employeur industriel sur le bassin de Strasbourg, avec près de 200 embauches en CDI ces dernières années. //



"Nous avons un récit à écrire"

Le nouveau président de la région Grand Est Jean Rottner envisage sa mission comme une belle aventure collective. Il explique pourquoi, et comment il compte y parvenir, à *Régions Magazine*.

Sa carrière politique vient de subir un sacré coup d'accélérateur. Il y a moins de dix ans, **Jean Rottner** n'était encore que conseiller municipal à la mairie de Mulhouse, sur une liste d'entente conduite par **Jean-Marie Bockel**. Ses responsabilités, il les exerçait au plus haut niveau, mais dans un tout autre registre : médecin urgentiste au Centre Hospitalier de Mulhouse, puis patron du pôle de médecine d'urgence.

S'il a gardé du praticien la précision du propos et du geste, sa vie a changé du tout au tout, au fil des dernières élections. Elu maire de Mulhouse en 2010, conseiller régional puis vice-président du conseil régional en 2015, le voilà aujourd'hui à la tête de la région Grand Est, la quatrième de France par la taille. Et pourtant, à l'écouter, les choses se sont faites tout naturellement, malgré la brutalité de la démission de **Philippe Richert**, malgré les ambitions qui ont pu se faire jour pour sa succession y

compris dans son propre camp.

De ses parents instituteurs, il a gardé le sens de la pédagogie, le souci d'expliquer son action et celle de son équipe. Des élus qui l'ont précédé ou qu'il a côtoyés, il a retenu l'humanisme, l'ouverture aux autres d'un **Adrien Zeller** ou d'un Philippe Richert, et le sens de la morale en politique qui l'a conduit à réclamer très tôt que le candidat de son parti **François Fillon** se retire de la course aux présidentielles. Et de son Alsace qu'il chérit, il a conservé la rigueur, l'exactitude (avec lui, comme avec son prédécesseur, les rendez-vous commencent à l'heure, et se terminent à la minute prévue !). Pourtant, passer du mandat hyper-local qu'est celui de maire à une présidence plus stratégique et d'une autre échelle, aurait pu générer un grand écart délicat à effectuer. Quand il a répondu aux questions de *Régions Magazine*, il n'était en fonctions que depuis trois petites semaines. Et pourtant, c'est peu de dire qu'il occupe déjà le poste.

Régions Magazine : Passer du rôle de maire d'une ville comme Mulhouse à la présidence d'une des plus grandes Régions de France : quelles sont les premières impressions ? Les premiers étonnements ? Les premiers "manques", par rapport à un mandat de proximité comme celui de maire ?

Jean Rottner : C'est une responsabilité que j'ai acceptée en mon âme et conscience, d'abord parce que j'ai la confiance d'une équipe d'élus qui m'entoure ; sinon je n'y serais pas allé. Par ailleurs, depuis deux ans, je me suis beaucoup investi dans mon rôle de vice-président, j'ai beaucoup parcouru cette région que je découvre, et que je connais à présent pleinement.

J'ai toujours dit que le mandat de maire est un beau mandat. J'ai fait le choix d'être et de rester un élu local, de ne pas essayer de devenir député, ni sénateur. Je travaille en parfaite complémentarité avec les parlementaires de mon équipe, il y a de la place pour tout le monde. C'est une façon de travailler de manière collective après la fin des cumuls des mandats.

Après, je ne cache pas qu'il y a un changement de vie, et, disons-le, une forme de déchirure. Mais j'ai choisi d'accompagner les changements de cette région, de participer à la transformation de son image, de participer à un récit collectif, de donner du sens à notre démarche. Là, je suis bien évidemment dans une phase de découverte, je suis entré dans un autre costume. Je bénéficie désormais d'un cabinet d'une taille différente... Et je vis pleinement la nécessité à ce poste, d'être à la fois dans le détail et la vision prospective, d'appliquer une stratégie de long terme mais aussi une politique publique de proximité.

Le nouveau président du conseil régional a confié ses ambitions à *Régions Magazine*.



Jean Rottner a répondu aux questions dans son bureau à la Maison de la Région, à Strasbourg.

RM : Comment inscrivez-vous votre action par rapport à celle de votre prédécesseur ? Vous attendiez-vous à son départ ?

JR : Avec Philippe Richert, on en discutait depuis un moment. Disons que son départ ne nous a pas surpris. Il nous fallait passer d'abord le cap des législatives, puis des sénatoriales, de manière à ce que tous les changements, qu'ils soient liés à des départs ou à des cumuls de mandat, arrivent en même temps.

RM : Vous avez été le seul à postuler à sa succession. Mais y a-t-il eu d'autres candidats ?

JR : Bien entendu, nous étions plusieurs au sein de la majorité à pouvoir prétendre à cette succession, avec différentes personnalités, toutes bien impliquées sur leur territoire respectif. Nous avons eu une vraie discussion d'une grande qualité. Et puis un consensus s'est fait autour de ma personne. Peut-être parce que j'ai toujours voulu travailler »

Aider les "projets structurants"

RM : Dans votre discours d'investiture, vous avez évoqué les "grands projets structurants" à l'échelle de toute la région.

Pouvez-vous fournir quelques exemples ? Et comment la région Grand Est peut-elle s'y investir davantage ?

JR : Ces projets sont très importants, à la fois parce qu'ils renforcent l'attractivité d'un territoire, et la fierté d'appartenance de ses habitants. Nous avons la chance de bénéficier d'un nombre important de projets ambitieux. Spontanément, je pense au très beau projet de Cité de l'Agriculture porté par **Benoist Apparu** à Châlons-en-Champagne, dans lequel la Région a décidé de s'investir. Je pense à la politique de relance du thermalisme imaginée à Nancy par **André Rossinot**, avec une thématique audacieuse : les premières stations thermales à deux heures de Paris sont chez nous ! On y trouve en filigrane une réflexion sur la relance de l'économie liée au tourisme de santé, de bien-être, c'est très intéressant et innovant. Et puis après tout, pourquoi ne pas citer Mulhouse ? La création d'une cité du numérique, KM0 ou Kilomètre zéro, est en cours dans le cadre de la restructuration de friches industrielles, ce qui permettra d'accueillir les acteurs du numérique de façon permanente ou temporaire. Et de relier de façon intelligente nos fleurons industriels d'hier à nos activités de l'avenir. ▮

» dans le dialogue et non dans l'affrontement. C'est d'ailleurs intéressant de le souligner, cette période nous a apporté davantage de solidarité, nous a appris à mieux nous connaître les uns les autres : on peut presque parler d'effet de meute ! Cela aura des conséquences pour la suite, avec une gouvernance forcément différente de celle de Philippe Richert.

RM : A une certaine époque, pas si lointaine, vous avez défendu l'idée d'une Alsace unie et unique. Vous avez signé une pétition s'opposant à la région Grand Est...

JR (il coupe) : J'en ai même été à l'origine !

RM : Dans ces conditions, sur quels arguments comptez-vous à présent défendre "la grande Région" ?

JR : J'avais été profondément choqué par la méthode du gouvernement de l'époque. J'entends encore **Manuel Valls** me dire qu'on allait tenir compte de nos propositions, qui permettaient d'envisager un découpage différent, davantage nord-sud (englobant la Franche-Comté) que ouest-est par exemple. Et je me réveille le lendemain matin pour apprendre que tout est plié, que le découpage s'est fait un soir à l'Élysée sur un coin de table... Ce tripatouillage de dernière minute n'était pas acceptable, c'est pourquoi j'ai été à l'origine d'une pétition car j'estimais que le respect des élus était bafoué.

Après, je suis un républicain, je respecte la loi. J'ai donc décidé d'aller plus loin, en souhaitant continuer ce combat et en devenant élu de la nouvelle Région. Mais pas pour lancer de l'intérieur une campagne réclamant que l'on retourne en arrière ! Et je dois rappeler aux Alsaciens qui critiquent ce choix que j'ai été très bien élu dans mon département, le Haut-Rhin, donc mon discours passait, en tout cas dans la population... Je dis une fois pour toutes aux Alsaciens qui rêvent encore du sortir du Grand Est que c'est terminé. Le président de la République l'a d'ailleurs réaffirmé voici quelques jours lors de son passage à Strasbourg.

Il y a dans cette région de vraies racines communes, liées à la chrétienté, à l'Histoire des rois de France,



"Nous étions plusieurs au sein de la majorité à pouvoir prétendre à la succession de Philippe Richert. Mais cette période nous a apporté davantage de solidarité".

Gouvernement : attention à la "logique de recentralisation"

RM : Les relations entre le gouvernement et les différents niveaux de collectivités sont très tendues ces dernières semaines. Au congrès de Régions de France à Orléans, le discours du Premier ministre a provoqué la colère des présidents de Région. A présent que vous allez siéger parmi eux, quelle sera votre attitude ?

JR : Je suis évidemment solidaire de la position des présidents de Région. Nous avons largement démontré notre capacité de coopération et d'expérimentation, par exemple avec le plan 500.000 formations pour lequel le Grand Est a été un moteur.

Les conditions du dialogue avec le gouvernement sont réunies. Mais il faut que l'Etat comprenne que s'il veut dialoguer, il lui faut vraiment dialoguer ! Et pas seulement avec les Régions d'ailleurs, toutes les collectivités sont concernées.

Et non pas qu'il se place lui-même dans une logique de recentralisation et de recaptation des compétences, comme il a pu en donner l'impression ces derniers mois. ■

de vraies communautés d'hommes et de femmes qui se rassemblent sans pour autant brider l'identité historique alsacienne. Croyez-moi, je suis profondément alsacien, et je me représente très bien ce que cela fait de changer cinq fois de nationalité en 70 ans ! A présent il faut que notre collectivité soit respectée, les élus font un travail admirable, les agents se démènent partout pour que personne ne soit oublié. Et il n'est pas question de noyer qui que ce soit dans une grande identité régionale. Notre stratégie se met en place, je demande juste un peu de temps.

RM : Quel type de rapports souhaitez-vous entretenir avec l'opposition au conseil régional, composée pour une bonne part d'élus du Front National (dont certains désormais dissidents du FN) ?

JR : Je ne partage pas les valeurs de ce parti et je ne franchirai jamais la ligne jaune avec les élus d'extrême-droite. Pour autant je serai un président respectueux de leurs prises de position, je suis et je serai attentif au respect des droits de l'opposition, mais aussi à ce que cette opposition reste une opposition.

RM : L'opposition, notamment de gauche, reproche à la Région de ne pas disposer d'un véritable



Le discours d'investiture de Jean Rottner dans l'hémicycle du conseil régional.

schéma de mobilités, au-delà du seul TER. Entendez-vous cette critique ? Comment comptez-vous y répondre ?

JR : Je répondrai d'abord que les schémas ne manquent pas, et que beaucoup a déjà été fait en matière de transports. Je préférerais parler de stratégie, et nous nous donnons deux ans pour la mettre en place complètement. En ce qui concerne le ferroviaire, la fusion du Grand Est nous a permis, alors que nous disposions déjà d'une situation performante, d'acheter du matériel roulant, de mettre en place des fréquences supplémentaires. Et surtout d'engager la rénovation de la ligne 4 - l'Intercités Paris-Troyes-Belfort-Mulhouse - qui aurait pu mourir de sa belle mort et que nous avons récupérée de l'Etat et relancée.

Il nous appartient maintenant de réfléchir à de nouvelles stratégies, liées à l'usage du fret, aux transports transfrontaliers, au développement de l'électromobilité qui est inégal et qu'il convient de rationaliser. Nous travaillons également à la croissance de nos ports, à la relance de nos

"Je dis une fois pour toutes aux Alsaciens qui rêvent encore de sortir du Grand Est que c'est terminé".

aéroports : je vous rappelle que la Région est notamment propriétaire de l'aéroport de Metz-Nancy, mais nous avons également des actions à mener avec celui de Strasbourg, avec Vatry... Par exemple on ne peut pas imaginer que Strasbourg, capitale de l'Europe, ne dispose pas d'un véritable aéroport international, et ce malgré la concurrence de Bâle-Mulhouse. Tout cela fait évidemment partie des priorités du mandat.

RM : Dans votre discours d'investiture, vous avez placé au premier plan l'emploi et la jeunesse. Quelles sont les mesures-phares qui vont

vous permettre de passer du principe à l'action ?

JR : Nous avons des défis de natures différentes à relever. La désindustrialisation en Lorraine, même si le Pacte Lorraine mis en place par l'ancienne Région a donné des résultats. La Champagne-Ardenne est en train de s'inventer un avenir autour de la bio-économie. L'Alsace doit faire face à la baisse des investissements venus d'Allemagne. Nous avons à retravailler une image, celle de la première région agricole de France, de la 2^{ème} région exportatrice. Nous disposons d'importants atouts, nous marchons sur une jambe industrielle, moderne, adaptable, qui va de l'artisan jusqu'à l'Usine du Futur, et sur une autre, davantage tournée vers les nouvelles technologies, et vers l'Europe.

Nous devons nous positionner davantage comme "la" région européenne de France, renforcer notre lobbying à Bruxelles. Nous devons prendre le président de la République au mot quand il dit que tous nos jeunes doivent apprendre à se déplacer à travers l'Europe, c'est »

» pourquoi nous soutenons ceux qui partent à l'étranger, en espérant qu'ils auront ensuite envie de revenir dans une région attractive.

La difficulté, c'est de le faire en n'oubliant personne : les métropoles, bien sûr, mais aussi les villes moyennes et les territoires ruraux. Notre taux de chômage, autour de 9,5 %, n'est pas homogène, nous avons encore de vrais foyers de difficulté. C'est pourquoi les politiques publiques ne peuvent pas être uniformes. Je ne veux pas que nous devenions une collectivité de dispositifs, mais plutôt que nous allions vers les acteurs de terrain, que nous accompagnions les territoires, que nous soyons, réellement, à côté d'eux.

RM : Sur le plan international, quels moyens comptez-vous donner à la Région ?

JR : Nous avons désormais un vice-président en charge de l'Europe, un autre en charge de la politique transfrontalière, et une équipe dédiée à cette stratégie inter-

naionale de proximité. Je me rendrai à Bruxelles début décembre, nous allons développer notre structure sur place. Il faut que nous devenions des spécialistes des fonds européens, que nous aidions les élus locaux à récupérer les financements auxquels ils ont droit, en travaillant à leurs côtés. C'est pourquoi nous dotons chaque Agence territoriales d'une ingénierie européenne. Mais il nous faut aussi développer notre présence

"Nous devons nous positionner davantage comme "la" région européenne de France, renforcer notre lobbying à Bruxelles".

à Francfort, à Bâle, à Sarrebruck, à Luxembourg, rencontrer nos homologues, monter des partenariats. Et puis bien sûr aider nos entreprises à se tourner davantage vers l'exportation, c'est d'ailleurs inscrit dans notre SRDEII, en travaillant par filières et en commençant par la santé, la bio-économie, l'Usine du Futur. Nous ambitionnons de réaliser à terme le même travail pour cinq filières différentes, en choisissant à chaque fois entre 100 et 150 entreprises, en réalisant avec elles un bilan et en les accompagnant vers l'exportation, avec le concours des CCI.

RM : Comptez-vous poursuivre l'installation du Très Haut Débit dans toute la région ? Et quelles sont les autres initiatives que vous comptez prendre dans le domaine du numérique ?

JR : Bien entendu, le programme se poursuit, nous venons par exemple d'équiper vingt-trois villages d'un coup en secteur rural. Le programme ira à son terme, avec une véritable

Visite du nouveau président au siège d'Alstom, à Reichshoffen (Bas-Rhin).



© Stodler région Grand Est



Une des premières visites du nouveau président à la plateforme Platinum 3D, à Charleville-Mézières dans les Ardennes.

réflexion sur les usages, réflexion déjà très avancée, de la télémédecine à la dématérialisation des démarches administratives. C'est évidemment très important en ce qui concerne les territoires ruraux qui, il ne faut jamais l'oublier, représentent 51 % de notre population, et 94 % de notre surface... C'est le meilleur moyen de leur dire : "vous n'êtes pas les oubliés des politiques publiques". Y compris si vous habitez le plus petit village des Vosges, 12 habitants, et qui sera couvert prochainement. Il nous faut d'ailleurs lier ce travail avec celui des réseaux téléphoniques : nous sommes malheureusement la première région de France en ce qui concerne les zones grises et les zones blanches. Il y a un retard considérable en ce qui concerne le téléphone portable, qui handicape tout le monde, le citoyen, mais aussi l'agriculteur, le petit patron de PME...

RM : Le tourisme représente un élément important de l'économie régionale. Mais il est très protéiforme, et la fusion des structures

"Le Très Haut Débit, c'est le meilleur moyen de dire aux territoires ruraux : "vous n'êtes pas les oubliés des politiques publiques"."

(les deux CRT, AAA) n'est pas terminée, contrairement aux autres Régions. Quelle est votre position à ce sujet ?

JR : C'est un thème important, mais délicat. Le point positif, c'est qu'il existe désormais un consensus pour travailler sur le développement de cinq marques : l'Alsace, les Ardennes, la Champagne, la Lorraine et le Massif vosgien. Certaines de ces marques sont déjà universellement connues, il s'agit de les conforter et de développer les autres. Les projets ne manquent pas, comme par exemple s'appuyer sur la filière viticole pour développer l'œnotourisme, en faisant travailler pour la première fois ensemble le champagne et les vins

d'Alsace. Et je pense que nous allons y parvenir !

Je rêve d'un guide qui présenterait "52 week-ends de tourisme dans le Grand Est", et qui montrerait l'incroyable richesse touristique de cette région. Quant à la fusion, elle est certes plus longue qu'ailleurs à se mettre en place, ne serait-ce que parce que nous avons des structures de natures différentes, des comités de tourisme pour la Lorraine et la Champagne-Ardenne, et une Agence d'Attractivité pour l'Alsace. On prendra le temps qu'il faut. Mais la feuille de route, elle, est déjà tracée. ■

Propos recueillis par Philippe Martin

“Je crois en la grande Région”

Pernelle Richardot, qui co-préside le groupe socialiste au conseil régional, livre son analyse sur la réforme territoriale, sur ses enjeux et sur... Philippe Richert.

Son nom est apparu dans l'actualité nationale au moment des élections régionales de décembre 2015. Devant le score atteint par le Front National au premier tour du scrutin, la conseillère régionale **Pernelle Richardot** a plaidé en faveur d'un retrait de la liste du PS au second tour, comme dans les Hauts-de-France ou en PACA. Mais la tête de liste, **Jean-Pierre Masseret**, n'a rien voulu savoir et s'est maintenu contre vents et marées. Ce qui n'a finalement pas empêché **Philippe Richert** de s'imposer, lui qui a aujourd'hui quitté la vie politique, devant **Florian Philippot** qui a quant à lui quitté... le Front National.

Les plaies ont été délicates à refermer après ce psychodrame, Pernelle Richardot a même démissionné un temps du conseil régional, mais les instances nationales de son parti lui ont demandé de siéger. Aujourd'hui elle co-préside le groupe socialiste aux côtés de Jean-Pierre Masseret, et apparaît comme une voix forte de l'opposition de gauche dans l'hémicycle régional. Cette Alsacienne, adjointe au maire de Strasbourg, diplômée de sciences-po et mère de trois enfants, a confié sa vision du Grand Est à *Régions Magazine*.

Régions Magazine : A présent que Philippe Richert a quitté la vie politique, quel souvenir en conserverez-vous ?

Pernelle Richardot : Philippe Richert a été et est resté mon adversaire politique, mais nous nous connaissions de longue date et nous avons appris à nous respecter. Nous avons, il est vrai, un socle de valeurs communes : l'humanisme, le rejet de l'extrême-droite... Nous nous étions affrontés sur le conseil unique d'Alsace, car à mes yeux il avait fait trop de concessions aux départementalistes. Et pourtant j'étais de son avis, contre celui de mon propre parti politique ! Je pense que dans cette affaire il a été un vrai visionnaire, en voulant franchir une étape de la décentralisation avant tout le monde. Mais je regrette qu'il ne se soit pas suffisamment appuyé sur les métropoles, sur Strasbourg et sur Mulhouse, pour préparer cette réforme, et la réussir.

En tout cas je peux dire que j'ai appris beaucoup en le regardant faire, je lui dois beaucoup de choses, comme j'en dois par exemple à **Catherine Trautmann**.

RM : Etes-vous devenue favorable à la région Grand Est ?

PR : Oui, je crois en cette Région en tant qu'entité administrative, mais je reproche à “mon” gouvernement, celui que je soutenais à l'époque, de ne pas être allé au bout de sa réforme, en supprimant les départements et en s'appuyant sur la tripléte intercommunalités-métropoles-Régions. Résultat : nous nous retrouvons aujourd'hui en Alsace avec une fuite en avant indépendantiste, qui repose sur des revendications du passé. Ce qui est important, c'est de laisser aux métropoles leur rôle de centralité, et de tout faire pour qu'il n'y ait pas de conflit de gouvernance entre les métropoles et le Grand Est.

RM : C'est le message que vous comptez faire passer au nouveau président du conseil régional ?

PR : Je veux dire à **Jean Rottner** qu'il est indispensable de réinventer des solidarités de territoires, mais aussi que les conseils régionaux ne sont pas des super-conseils départementaux. Philippe Richert, même s'il s'était au départ opposé à la grande Région, a, en républicain et en démocrate qu'il est, joué le jeu de la réforme, enclenché des choses importantes à l'échelle de la Région, a donné beaucoup de gages à la Champagne-

Ardenne, à la Lorraine, ce que l'on peut comprendre d'ailleurs. Mais il faut aller plus loin, notamment en ce qui concerne les mobilités. Nous avons certes un très beau TER en Alsace, mais nous n'avons pas réellement de schéma de mobilité qui englobe les routes, les ports, qui procède vraiment de l'irrigation des territoires.

“Nous avons certes un très beau TER en Alsace, mais nous n'avons pas réellement de schéma de mobilité à l'échelle de la région”.

RM : Vous avez voté un certain nombre de propositions de l'actuelle majorité régionale ?

PR : Oui, nous avons notamment voté le SRDEII (*NLDR : le schéma régional de développement économique*), après l'avoir beaucoup amendé toutefois. Pour nous c'est une première étape, mais nous allons regarder de près son évolution, nous ne voulons pas qu'il devienne un instrument déconnecté des territoires. Je suis très attachée à une évaluation régulière des politiques publiques. Nous avons également voté le schéma numérique régional, qui nous paraît bien pensé, et indispensable.

Mais nous avons voté contre le budget transports, car nous trouvons qu'il n'y a ni vision globale, ni évaluation des politiques précédentes, ni bilan chiffré, ni projet d'aménagement à l'échelle de la grande Région.



Pernelle Richardot a répondu aux questions de *Régions Magazine*.

RM : Philippe Richert était très attaché à un projet d'écotaxe régionale. Est-ce une idée que vous pourriez soutenir ?

PR : L'écotaxe était un concept intéressant, abandonné de façon honteuse par **Ségolène Royal**. Je pense toutefois qu'il faut réfléchir de façon plus globale, réfléchir sur l'intermodalité, en intégrant l'Allemagne et le Luxembourg dans notre réflexion, en veillant à mieux respecter l'équité territoriale.

RM : En tout cas vous défendez aujourd'hui la grande Région ?

PR : Oui, très clairement. C'est un outil institutionnel et administratif sur lequel il faut s'appuyer, en faveur des populations et du développement économique des territoires, mais un outil qui ne nie en rien mon identité de Strasbourgeoise et d'Alsacienne. //

Propos recueillis par Philippe Martin

Conseil régional : une nouvelle composition politique

Suite à la rupture au sein du Front National, le conseil régional du Grand Est comporte désormais quatre groupes politiques distincts. Celui de la majorité qui soutient le nouveau président Jean Rottner compte 103 conseillers régionaux. Vient ensuite le groupe Front National-Bleu Marine Grand Est, emmené par Virginie Joron, avec 35 conseillers. Le groupe socialiste est co-présidé par Pernelle Richardot et Jean-Pierre Masseret, et comporte 19 conseillers. Enfin, le groupe Les Patriotes, présidé par Florian Philippot, compte onze élus. //



L'hémicycle régional a un nouveau président et compte désormais quatre groupes politiques.

Philippe Richert, élu républicain

Le président du Grand Est qui vient de quitter ses fonctions aura été de tous les combats en faveur des Régions, à commencer par la sienne. En changeant parfois de stratégie, mais sans jamais se renier.

Nous sommes en octobre 2012. Le Parti socialiste vient de remporter la plupart des grands scrutins. 21 des 22 conseils régionaux sont dirigés par des présidents issus du PS. Alors, forcément, les élus socialistes occupent une place certaine dans les colonnes de *Régions Magazine*... Croisé dans le hall de l'immense hôtel de la région Rhône-Alpes, où se déroule le congrès de l'ARF, **Philippe Richert** en fait vertement le reproche au représentant de notre revue. "Et les oppositions ? Elles n'ont pas droit de cité chez vous ? C'est ça, votre conception de la démocratie ?" S'ensuit le reproche définitif : "et puis vous ne parlez jamais de l'Alsace !" L'Alsace... "Son" Alsace, que ce fils d'ouvrier protestant, né à Ingwiller dans le Bas-Rhin, va tenter vainement d'unifier à l'occasion du référendum de 2013, rêvant d'en faire un laboratoire de la décentralisation, où les compétences de la Région et des deux Départements seraient réunies en une collectivité unique. Ironie de l'Histoire, cette réunification manquée, dont les Alsaciens n'ont pas voulu, a conduit

à la création de la région Grand Est. Celle-là même que ses adversaires lui ont ensuite reproché de présider. La vie politique recèle souvent de ces noires injustices.

Mais nous n'en sommes pas encore là. En octobre 2012, Philippe Richert fait figure de survivant, lui qui était encore, quelques mois auparavant, ministre des Collectivités territoriales dans le gouvernement de François Fillon. Seul, face à la "meute" d'élus de gauche, il a même quitté en 2011 l'Association des Régions de France

"Philippe Richert ne voulait pas de cette région démesurée, grande comme deux fois la Belgique. Mais il va se battre pour lui donner vie".

qu'il présente volontiers comme une "simple amicale d'opposition au gouvernement", avant de la réintégrer un peu plus tard. Et, deuxième ironie de l'Histoire, de la présider quatre ans après, le scrutin régional de décembre 2015 ayant cette fois donné la majorité aux élus de droite. L'aventure pourrait s'arrêter là, et les relations entre *Régions Magazine* et ce président de Région parfois bouillonnant se limiter à un simple échange de courtoisie républicaine. Il n'en est rien. Philippe Richert fait partie de ces hommes politiques qui savent rester fermes sur leurs principes, mais sont capables d'évoluer sur des avis parfois trop tranchés. Au fil des années, il a appris à connaître notre revue, à reconnaître son positionnement permanent de défense des territoires, et à admettre que l'Alsace y trouvait toute sa place.

Toutefois, son arrivée à la présidence de l'ARF, devenue Régions de France, laisse nombre d'observateurs perplexes. L'irruption dans cette institution plutôt paisible, de leaders de droite charismatiques mais pas forcément d'accord entre eux, de **Christian Estrosi** à **Laurent Wauquiez** en passant par **Valérie Pécresse** ou **Xavier Bertrand**, va nécessiter doigté et sens du compromis. Des qualités qui semblent difficilement compatibles avec l'ambition affichée par le nouveau président de Régions de France. D'autant qu'il lui faut travailler aussi avec d'anciennes "pointures" socialistes restées à leur poste, comme **Alain Rousset** ou **François Bonneau**. La présidence déléguée habilement confiée à ce dernier, le sens de la mesure et du dialogue affiché par Philippe Richert, vont vite balayer les premières inquiétudes. Le président du Grand Est fait tourner la boutique, se fait entendre des gouvernements successifs. Pour la première fois depuis des années, un Premier ministre, **Manuel Valls**, participe au congrès des Régions et n'y

Entre Xavier Bertrand, président de la région Hauts-de-France, et Ambroise Fayolle, vice-président de la Banque européenne d'Investissement, Philippe Richert vient de recevoir le Trophée de l'Innovation *Régions Magazine* dans la catégorie "stratégie numérique". C'est aussi là que s'arrête sa carrière politique.



© Hugues-Marie Duclos Régions Magazine



Image saisissante : au congrès de Régions de France à Orléans, l'attitude de Philippe Richert pendant le discours d'Edouard Philippe laisse entrevoir sa sortie prochaine de la vie politique...

vient pas les mains vides, redonnant à ces territoires la part de fiscalité directe qu'ils réclamaient à cor et à cri. Les élus ultramarins ou corses reviennent siéger au sein d'une institution qu'ils avaient quelque peu délaissée.

Dans le Grand Est, c'est une autre histoire. Philippe Richert ne voulait pas de cette région grande comme deux fois la Belgique, unissant ces adversaires plus ou moins héréditaires que sont l'Alsace et la Lorraine, et y ajoutant par surcroît deux provinces qui n'ont jamais réussi à fusionner complètement, la Champagne et les Ardennes... Région magnifique, mais hétérogène, où les forces centrifuges n'ont et n'auront de cesse de peser. Philippe Richert s'est trop battu en faveur d'une Alsace forte et unie, pour adopter d'emblée un redécoupage issu à ses yeux du jacobinisme parisien, sans aucune consultation des populations. Pourtant, il sent poindre le danger. Entre des territoires durement frappés par la crise, et d'autres qui rejettent toute idée de fusion, l'extrémisme est en train de faire son lit. A la mi-2015, les sondages donnent au moins trois Régions gagnables par le Front National, et le Grand Est en fait partie. Alors Philippe Richert décide d'aller une nouvelle fois au combat. Bien lui en prend : à l'issue du premier tour, c'est **Florian Philippot**, à l'époque candidat du Front National, qui arrive largement en tête avec 36 % des voix, devant Philippe Richert (25,8 %) et le candidat du PS, l'ancien président de la région Lorraine **Jean-Pierre Masseret** (16 %), lequel refuse de se retirer entre les deux tours. La campagne est rude,

brutale même. Philippe Richert l'emporte finalement en frôlant même la majorité absolue (48,4 %), mais surtout en doublant le nombre de suffrages obtenus au premier tour, de 459.000 à plus d'un million !

Le travail ne lui fait pas peur. Mais les attaques l'usent. Surtout celles qui viennent de son Alsace.

Reste à assumer cette nouvelle présidence. Là encore, en bon Républicain, Philippe Richert va s'y employer sans compter, parcourant sans relâche les 57.000 km² de son nouveau territoire, de la pointe des Ardennes au plateau de Langres, soucieux de montrer très vite qu'il n'est pas "que" le président de l'Alsace. Il lance des

politiques ambitieuses, en matière de transports, de formation ou de transition énergétique, de la numérisation des territoires ruraux au lycée du Futur. Sans jamais se départir de cet humanisme bienveillant qu'il a hérité de son mentor en politique, le regretté **Adrien Zeller**.

Le travail ne lui fait pas peur. Mais les attaques l'usent. Surtout celles qui viennent de son Alsace, où des élus responsables et des mouvements extrémistes unissent curieusement leurs voix pour réclamer un retour à la situation d'avant, celle où l'Alsace était seule au monde, ou seule en France. A plusieurs reprises, l'ancien professeur de sciences naturelles fait savoir à ses proches qu'il se verrait bien abandonner la vie politique, après 35 ans de combats et d'investissement personnel sans relâche. Le discours maladroit d'un Premier ministre débutant, au congrès des Régions à Orléans, assorti d'un engagement non respecté, ce qu'il déteste plus que tout, va lui donner l'occasion d'une sortie qu'il cherchait depuis un moment déjà. Dernière ironie de l'Histoire, comme une façon de boucler la boucle : l'un de ses tout derniers actes d'homme politique aura été de remettre à nos côtés les Trophées de l'Innovation *Régions Magazine*, qui récompensent chaque année les stratégies régionales les plus audacieuses et les plus utiles. Il l'a fait à sa façon, fidèlement, avec engagement, oubliant la fatigue et les tensions du moment. A la manière d'un élu républicain, et de l'honnête homme qu'il a toujours été et qu'il restera. ■

Philippe Martin

Un Philippe Richert décontracté, lors du Mondial Air Ballon à Hagéville (Lorraine) au mois de juillet.



La fusion en marche

Passer de trois PME âgées de 35 ans à une entreprise toute neuve de 7.000 salariés, ce n'était pas une mince affaire... Récit d'un rapprochement déjà bien avancé.

Commençons par une comparaison. La fusion entre les régions Rhône-Alpes et Auvergne avait été largement anticipée par les deux présidents de l'époque, **Jean-Jack Queyranne** et **René Souchon**. Tous deux membres du PS, les deux élus avaient l'habitude de travailler ensemble. Ils savaient de longue date que leurs deux territoires n'en feraient plus qu'un à l'issue du redécoupage. Et ils figuraient sur la même liste, dont Jean-Jack Queyranne occupait la tête, aux élections régionales de décembre 2015. "Cela fait des mois que nous multiplions les réunions de travail entre les cabinets afin de préparer le rapprochement", confiaient-ils dans *Régions Magazine* n°122 (décembre 2014).

En Grand Est, c'est comme si on avait voulu faire exactement le contraire. D'abord, il ne s'agit pas de la fusion de deux Régions, mais de trois. Et même de quatre, ajoutent certains observateurs, tant la Champagne et les Ardennes ont toujours eu du mal à faire cause commune, malgré les efforts énormes dans ce sens du dernier président de cette collectivité **Jean-Paul Bachy**. Ensuite, les limites du nouveau territoire n'ont été connues qu'en toute dernière minute. Il faut se souvenir que les premières cartes imaginées par les gouvernants de l'époque prévoyaient une région Picardie-Champagne-Ardenne, et une autre Alsace-Lorraine, voire Alsace-Franche-Comté ! La fameuse "ALCA" (Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne) n'est vraiment sortie qu'en toute dernière minute, et sans doute sur un coin de table...

Enfin, cerise sur le kouglof, le Grand Est demeure le seul endroit où deux présidents sortants, le Lorrain **Jean-Pierre Masseret** (PS) et l'Alsacien **Philippe Richert** (LR), ont brigué tous les deux le nouveau leadership, se présentant donc l'un contre l'autre,



C'est le vice-président (et député) ardennais Jean-Luc Warsmann, aujourd'hui redevenu conseiller régional, qui s'est vu confier le délicat dossier de la fusion.

qui plus est dans une campagne électorale assez tendue. Avec en point d'orgue le maintien de Jean-Pierre Masseret au deuxième tour, contre l'avis de son parti et de la majorité des élus de son camp. Difficile dans ces conditions d'envisager un quelconque rapprochement avant que les urnes ne soient refermées...

Il s'agit de transformer trois collectivités âgées de 35 ans, en une nouvelle entreprise de plus de 7.000 salariés.

Dans ces conditions, le travail accompli en moins de deux ans laisse pour le moins admiratif. Car il ne s'agit pas simplement de réunir trois entités. Il s'agit de transformer trois collecti-

EN CHIFFRES

2,858

En milliards d'euros, le budget de la Grande Région.

321

En millions d'euros, le montant des économies déjà réalisées ou en prévision grâce à la fusion.

7.340

Le nombre d'agents de la région Grand Est (dont 5.000 ATEE, adjoints techniques des établissements d'enseignement dans les 250 lycées de la Région).

vités âgées de 35 ans, trois PME qui ont donc eu largement le temps de s'inventer un mode de travail et une culture professionnelle, en une nouvelle entreprise de plus de 7.000 salariés. Qui plus est, en sautant la case ETI ! "Chaque président, chaque directeur général des services, a laissé sa trace au sein des personnels, explique un cadre de la nouvelle entité. La mise en place de nouvelles méthodes de travail, de process communs à tous, génère forcément de l'incompréhension de la part des personnels. C'est pourquoi il faut aller assez vite sur les choix, mais prendre son temps pour faire évoluer les mentalités. Soyons clairs : c'est la durée d'un mandat".

Mais c'est aussi l'occasion de revoir les méthodes de travail, de moderniser les politiques publiques, de leur faire subir un véritable "lifting". D'autant que dans le même temps, les Régions ont acquis un paquet de nouvelles compétences, en matière de transports, de développement

économique par exemple. Avec un leitmotiv lié à l'agrandissement du territoire, et capital pour la relation que les citoyens entretiennent avec leur nouvelle Région : "plus on est grands, plus on est proches".

A ce titre, la création des Agences territoriales constitue assurément une avancée importante, d'autant qu'elle se double de la volonté des élus et des agents de la collectivité, de mettre en place un nouveau modèle de fonctionnement, ni lorrain, ni alsacien, ni champardennais : un modèle du Grand Est, tout simplement. Soucieux d'apporter à chaque territoire une ingénierie adaptée, tout en redonnant de l'intelligence et de la technicité à l'action régionale : programme ambitieux, mais n'est-ce pas le moment où jamais ? Enfin, on se gardera d'occulter dans cette démarche la question sociale. Bien entendu, les trois anciennes collectivités n'étaient pas placées à la même enseigne : régimes indemnitaires différents, même chose pour le temps de travail...

Le nouveau régime indemnitaire global s'appliquera dès 2018.

Une négociation à l'échelle de la nouvelle entité a donc été engagée, sous la houlette du député des Ardennes **Jean-Luc Warsmann**, alors vice-président en charge de cette mission (toujours conseiller régional, il a dû démissionner de son poste de vice-président en raison de la loi sur le cumul des mandats). Avec deux objectifs clairement avoués : qu'aucun agent n'ait à subir une baisse de revenu ; mais aussi qu'à l'avenir, le régime indemnitaire tienne compte de la fonction et non du grade (ce qui était déjà le cas en Alsace, mais pas en Lorraine par exemple). Ce travail de longue haleine devrait déboucher sur un nouveau régime indemnitaire global qui s'appliquera dès 2018. Reste la question des fameuses économies de fonctionnement, auxquelles pas grand-monde ne croyait malgré



Les Maisons de la Région à Metz, Châlons et Strasbourg.

les annonces (très) optimistes du ministre des Collectivités de l'époque... Eh bien dans le Grand Est, on y est arrivé ! Économies de postes (nombre de directeurs divisé par trois, au total une quarantaine de postes supprimés), économies dans la communication, dans la gestion des bâtiments, dans les transports

ou les relations avec les fournisseurs (lire plus en détail dans l'encadré page 26)... Preuve, si l'en était besoin, qu'ambition et décentralisation peuvent décidément rimer avec bonne gestion. ▮

Philippe Martin



TROIS RÉGIONS QUI AUJOURD'HUI N'EN FONT PLUS QU'UNE.

(Infographie Régions Magazine).

Économies : plus de 320 M€ !

Dès son élection, Philippe Richert avait fait savoir qu'il souhaitait profiter de la fusion pour réaliser de véritables économies permettant de soulager le budget de fonctionnement de la nouvelle collectivité, et de lui permettre de continuer à investir. Pari osé dans la mesure où l'État impose un alignement des régimes indemnitaires dès 2018. Mais pari tenu, si l'on regarde le détail des chiffres. Les services financiers du conseil régional ont accepté de nous ouvrir leurs livres de comptes, profitons-en !

• **Les économies directes dans le fonctionnement :** se montent déjà à 19 M€. Le poste des Ressources humaines a été stabilisé malgré les alignements de régimes, grâce à la suppression d'une quarantaine de postes, essentiellement des cadres et donc des salaires plutôt élevés. La dette a été élaguée d'environ 10 M€ par an, grâce à une politique d'optimisation des emprunts. Quant au fonctionnement général, il est "allégé" de 6 M€/an.

Si l'on entre dans le détail, on trouve 2 M€ d'économies sur les locations immobilières à partir de 2018 (acquisition du bâtiment du boulevard de Trèves à Metz, cessation des locations Paul-Doumer à Châlons et Sainte-Barbe à Metz). 3 M€ d'économies sur les publications et impressions, 1 M€ sur les cérémonies et réceptions.

Enfin au chapitre Communication, l'économie est de 3 M€, mais dès l'exercice 2016 cette fois.

• **L'optimisation des dépenses d'intervention :** permet une économie de 63 M€/an.

La nouvelle convention TER permet une économie de 56 M€/an, avec 200 TER supplémentaires par jour dès 2017 et néanmoins un coût inférieur de 2 %, grâce à une négociation menée à l'échelle des trois anciennes Régions.

Le lycée numérique 4.0 représente un coût puisqu'il s'agit de remplacer les livres papier par des livres numériques, mais à l'arrivée il permettra une économie de 0,7 M€ à partir de 2018.

Enfin les **dotations aux lycées** verront leurs factures baisser de 6,3 M€ à partir de 2018, grâce à diverses économies et à des achats d'énergie eux-aussi renégociés à l'échelle de la Grande Région.

• **L'optimisation des investissements**, à hauteur de 239 M€.

Cette économie spectaculaire résulte notamment du projet revu et corrigé de **l'équipement du territoire en Très Haut Débit**, qui fait baisser la dépense globale de 500 M€ pour l'ensemble des financeurs publics, dont 45 M€ pour la seule région Grand Est.

On y trouve aussi 190 M€ économisés sur le **matériel roulant ferroviaire**, avec dix trains neufs économisés grâce aux gains de productivité sur la rotation des trains (soit un gain de 100 M€) et avec l'achat groupé de douze trains d'occasion auprès de la région Centre-Val de Loire, soit une économie de 90 M€.

Enfin 4 M€ sont économisés au chapitre **immobilier** grâce à la performance recherchée dans la construction, ce malgré l'achat de bâtiments supplémentaires pour les nouvelles agences territoriales. /

La fusion vue des territoires

Deux ans après la création du Grand Est, *Régions Magazine* a interrogé des personnalités des Ardennes, de la Champagne, de la Lorraine et de l'Alsace, pour connaître leur sentiment sur la nouvelle Région. Il s'en dégage une vision certes nuancée, mais étonnamment positive, de cette collectivité encore toute jeune.

Propos recueillis par Nathalie Diot



Vue des Ardennes

Boucle de la Meuse à Monthermé, un paysage typiquement ardennais.



Boris Ravignon, maire de Charleville-Mézières et président d'Ardenne Métropole :

Boris Ravignon, maire de Charleville-Mézières :

"Une puissance financière supérieure"

"Lorsque la fusion a été annoncée, j'ai pensé que ce rapprochement avait, pour nous Ardennais, plus de cohérence. Nous allions avoir des voisins qui nous ressemblent : une forte présence industrielle en Lorraine et en Alsace et des départements transfrontaliers... Avec un peu de recul, je suis reconnaissant à **Philippe Richert**

d'avoir mis en place une méthode de travail participative qui repose sur des projets et des appels à projet. Sur les deux grands schémas (économie, aménagement du territoire et transports) nous avons été écoutés. J'aime ce type de dispositif dans lequel nous savons nous impliquer. Nous avons des projets que nous savons défendre et argumenter. Peut-être que si nous attendions davantage de la Région, et si nous nous impliquions moins, nous serions moins satisfaits... Nous avons aussi obtenu des

coups de main significatifs. Pour le campus, le Grand Est apporte 4,5 M€ au lieu d'un million d'euros par la Champagne-Ardenne. Idem pour la ligne Charleville-Givet pour laquelle elle apporte 16 M€ supplémentaires. La région Grand Est a une puissance financière très supérieure. La question de la proximité géographique n'est pas primordiale. Nous avons des agences locales permettant de régler une partie des problèmes et avec les nouvelles technologies, la distance se gère."



Gérard Spire, président de la CCI Ardennes :

Gérard Spire, président de la CCI Ardennes :

"Nous pouvons créer des synergies"

"Comme beaucoup de chefs d'entreprise, j'étais partisan d'une réforme territoriale qui clarifie les compétences, réduise les coûts et permette aux entreprises de gagner en compétitivité. Même si nous sommes éloignés du centre directeur qu'est Strasbourg, nous tourner vers nos clients à l'est (Bénélux, Allemagne...)

devrait être pour nous positif. Mieux vaut se retrouver en compagnie de territoires dynamiques. Pour le moment, ça va dans le bon sens. Aujourd'hui, il faut essayer de construire une véritable région. Avec ces dix départements, nous pouvons créer des synergies et des complémentarités (transfrontalier, industrie, agroalimentaire...). Nous souhaitons que la région travaille pour le rééquilibrage des territoires en s'assurant que ceux qui sont en souffrance bénéficient des équipements (technologie, transports) nécessaires à leur

attractivité, sans freiner les territoires en croissance. Par exemple, mettre la fibre partout c'est positif. Reste un flottement actuellement pour le réseau des consulaires qui a été réorganisé. La question de notre rôle se pose avec la nouvelle répartition de la compétence économique aux régions et aux intercommunalités. Les CCI sont des outils au service d'une politique. Il faut que ces collectivités se servent de nos compétences et s'appuient sur l'engagement des chefs d'entreprises."



Claude Wallendorf, maire de Givet, vice-président d'Ardenne Rive de Meuse :

"Givet-Strasbourg : ça a l'air loin mais compte tenu des autoroutes belges, je ne suis pas mécontent du tout d'avoir le siège à Strasbourg. Comme maire de Givet et vice-président de la communauté de communes Ardennes Rive de Meuse, je suis plus satisfait de la région Grand Est que de la Champagne-Ardenne. Lorsque Philippe Richert est venu faire sa campagne électorale en mars 2015, il a pris connaissance

Claude Wallendorf, maire de Givet : "Mieux que la Champagne-Ardenne"

de nos problèmes (lycée menacé de fermeture, ligne de chemin de fer désastreuse). A peine élu, il nous a donné des garanties et a mis de l'argent sur la table pour la ligne de chemin de fer. D'autres décisions ont été très vite prises pour l'accès au très haut débit. La mise en concurrence régionale a permis de baisser le coût de la prise de 250 à 100 euros. Autre point positif, une antenne régionale a été créée en centre ville de Charleville-Mézières. Voilà une série d'exemples particulièrement concrets et positifs et réalisés en très peu de temps malgré tout le travail nécessaire à la mise en œuvre. C'est remarquable.

Je suis particulièrement triste du départ de Philippe Richert, qui était très accessible. Nous souhaitons poursuivre la même relation de confiance avec Jean Rottner. Une pointe de mécontentement, suite aux nouveaux critères chiffrés de la région, Givet n'est plus labellisée "Bourg centre". Nous préparons un projet de reconquête pour 2017 (900.000 euros) pour lequel nous espérons une aide de 100.000 €. Nous regrettons aussi que les Ardennes soient si peu représentées au conseil régional."



Julien Sauvage, directeur de FLaP et du festival de rock organisé chaque année dans la région :

"La région Grand Est offre deux points positifs : sa dimension de mégastructure, qui lui donne un poids et une capacité budgétaire que n'avait pas la Champagne-Ardenne ; les nouvelles personnes que nous rencontrons au sein des pôles musiques actuelles de Lorraine et d'Alsace. Le point négatif, c'est aussi cette mégastructure. Sept heures de trajet pour une réunion de deux

Julien Sauvage, directeur du Cabaret Vert : "Une dimension de mégastructure"

heures... Et il y a tellement de services et de gens... Nous avons la chance d'avoir un président de commission culturelle joignable et disponible. De notre point de vue, Cabaret Vert, la relation est excellente. Nous avons vu Philippe Richert deux fois et bénéficions d'un soutien financier de 85.000 €. En tant que citoyen toutefois, je m'interroge nettement plus. Comment construire une identité commune avec des territoires de vie et des pôles d'attraction aussi différents ? L'enjeu pour les musiques actuelles est de créer un réseau. Avec le POLCA en Champagne-Ardenne (une centaine d'adhérents de toutes natures et des quatre

départements, trois salariés), nous avons une certaine avance par comparaison avec les réseaux lorrains et alsaciens plus petits et spécialisés. Il va falloir un gros travail de conviction et du temps pour créer des liens de confiance. Autre nouveauté positive liée au Grand Est : la création d'un centre national des variétés (CNV) qui aide les structures n'entrant pas dans les dispositifs habituels. Dommage que le montant de la convention signée avec la Région et l'Etat soit faible (55.000 €) et que les acteurs n'aient pas été associés à cette création. Les délais pour répondre aux appels d'offres étaient aussi trop courts (trois semaines pour monter une mutualisation entre festivals). " /



Troyes

Vue de Champagne

Propos recueillis par Philippe Martin



François Baroin, maire de Troyes et président de l'Association des Maires de France :

"Dès le départ j'ai été favorable à cette idée de Grande Région de l'est de la France, et je la vis logiquement de façon très positive et avec beaucoup de bienveillance. Il y a entre ces territoires des points communs historiques, géographiques, climatologiques, économiques. L'Aube s'est longtemps structurée autour du textile, comme d'autres secteurs du Grand Est. Et puis il faut

François Baroin, maire de Troyes : "Des garanties déjà traduites en actes"

se souvenir que jadis la Forêt Noire, qui recouvrait l'Alsace, s'étendait jusqu'aux plaines de Troyes... Je suis également fier d'avoir contribué, avec quelques autres, à ce que le gouvernement de l'époque abandonne le projet initial d'une fusion Picardie-Champagne-Ardenne, ce qui était pour le coup une bien mauvaise idée... Par ailleurs, dès son arrivée aux affaires, Philippe Richert a apporté de solides garanties, ce dont je ne doutais d'ailleurs pas, qui se sont très vite traduites en actes. Je ne prendrais pour exemple – mais il y a en a déjà beaucoup

d'autres – que la réfection de la liaison ferroviaire Paris-Troyes, très importante pour nous et que la nouvelle puissance régionale rend possible. Je ne doute pas un instant que Jean Rottner va continuer sur la même politique. J'enregistre aussi avec satisfaction une véritable cohérence dans la stratégie économique, ainsi que la qualité des relations nouées avec l'exécutif régional. D'autant plus facilitées que nous avons deux élus troyens en position de vice-présidents..."



Maxime Toubart, président du syndicat des vignerons de Champagne :

"Suite à la fusion des trois régions Lorraine, Champagne-Ardenne et Alsace, nous avons dans un premier temps constaté un éloignement du centre de décisions. Nos interlocuteurs du conseil régional sont maintenant basés à Strasbourg et non plus à Châlons-en-Champagne, mais nous travaillons tout de même de manière efficace ensemble, notamment grâce aux élus qui sont présents sur

Maxime Toubart, président du syndicat des vignerons : "Plus éloignés mais efficaces"

nos territoires. Nous avons en effet besoin de travailler de façon importante avec le Grand Est sur l'accompagnement des vignerons, dans le domaines suivants :
- Le développement à l'international, avec la promotion de l'image des vins et des appellations du Grand Est et l'augmentation des ventes à l'exportation ;
- Le renforcement du tissu viticole, avec des enjeux en matière d'installation, de transmission, de modernisation des installations ;
- La viticulture durable, avec le besoin de recherche, d'innovation,

d'accompagnement au changement des pratiques ;
- L'oenotourisme ;
- Ainsi que l'offre de formation. L'AOC Champagne, c'est 34.000 hectares de vignes répartis sur cinq départements : la Marne, l'Aube, la Haute-Marne, la Seine-et-Marne et l'Aisne. C'est également un travail sur trois grandes Régions administratives que sont le Grand Est, l'Île de France et les Hauts-de-France avec lesquelles nous travaillons sur une harmonisation des dispositifs."



Vue de Lorraine

Le Temple Neuf à Metz, vu du Pont Moyen.

© M. Laurent CRT Lorraine.



Pascal Jaskula, directeur de la Passerelle :

"Les identités ne sont pas des rivalités"

Pascal Jaskula, directeur de la Passerelle, salle de spectacles à Florange :

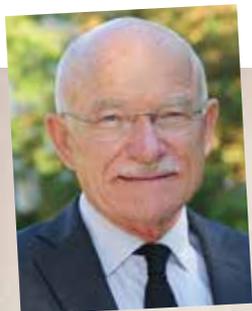
"Notre seul lien avec la région est une subvention de 30.000 euros pour nos activités, nos spectacles, nos ateliers orientés vers le social car ici nous sommes dans une zone sensible. Ma vision n'est pas politique, mais c'est celle que j'ai aussi en écoutant les gens autour de moi... Leur sentiment c'est l'éloignement de l'élu. Personnellement j'aime mieux travailler avec un élu

proche de moi, dans une mairie. Il y a un lien relationnel important dans le travail. Plus l'élu est loin, plus c'est compliqué.

La conséquence de l'éloignement du pouvoir régional est que nous retournons de plus en plus vers les départements qui n'auront pas forcément les moyens, ou la volonté, ou la compétence. Par rapport aux identités, elles sont là, elles existent, mais ce ne sont pas des rivalités. Je vais souvent en Alsace, on me charrie sur le fait que je sois Lorrain, mais c'est

bon enfant, c'est finalement une manière de t'accepter. A Paris les gens que je rencontre dans le milieu du spectacle ne font pas la différence entre Lorraine, Alsace... Pour eux c'est l'Est, c'est le même coin. L'identité c'est de la culture. La région Grand Est doit avancer administrativement, politiquement, mais il faut aussi que ce sentiment d'appartenance à la Lorraine, l'Alsace, la Champagne-Ardenne reste, c'est de bonne guerre, comme lorsque l'on défendait son quartier quand on était enfant."

Propos recueillis par Pierre Roeder



Dominique Gros, maire de Metz :

"C'est une échelle pertinente"

Dominique Gros, maire de Metz, conseiller départemental de la Moselle :

"J'ai toujours été un supporter de cette région Grand Est. Dès le départ j'ai accompagné Philippe Richert. Je sors d'une réunion du SRADDET (schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) qui se tenait à Metz.

Il y avait des élus de Lorraine, d'Alsace, de Champagne-Ardenne, les échanges étaient intéressants et nos réflexions très riches. Cette région, c'est l'avenir.

Je sais que c'est compliqué en Alsace, d'autant plus quand les présidents sont Alsaciens. Ils sont perçus chez eux comme des traîtres, on leur reproche de ne pas mener le combat pour défaire la région. Le président Jean Rottner sera bientôt à Metz. Je vais lui manifester tout mon soutien. Le Grand Est, c'est une échelle pertinente, avec les intercommu-

nalités d'un côté et les Régions de l'autre. La fusion apporte de la puissance et une dimension nouvelle. La peur brandie, c'était le risque d'éloignement des élus. Je ne pense pas que ce soit le cas. Si le maire de Metz veut s'adresser au président de la Région, il l'appelle tout simplement. Je ne vais pas en abuser certes, car si tous les élus font de même il ne s'en sortira pas... La nouvelle échelle n'est pas un problème. En amont tous les directeurs de cabinet se connaissent et sont capables de travailler ensemble."



Fabrice Genter, président de la CCI de Moselle :

"Nous avons trouvé nos marques"

Fabrice Genter, président de la chambre de commerce et d'industrie de Moselle, vice-président CRCI Grand Est :

"Nous pouvons aujourd'hui travailler, nous déplacer, échanger dans un espace vaste et cohérent. Nous sommes aujourd'hui la région du Champagne, c'est formidable. Je crois que nous avons trouvé nos marques, avec la singularité de nos dix départements, avec l'identité très forte de l'Alsace et nos points communs comme le lien frontalier avec le Luxembourg, la Belgique,

la Suisse et l'Allemagne.

A dix, on peut exprimer ses différences, on partage davantage et on s'écoute mieux. Nous sommes plus grands, des coopérations peuvent se faire dans le domaine de la santé par exemple. Le monde économique était très favorable à cette Région. L'unanimité existe aujourd'hui pour reconnaître qu'elle nous apporte beaucoup. On peut par exemple accompagner plus efficacement et directement les entreprises à l'export.

Je tiens ici à rendre hommage au travail de Philippe Richert. Son action est une belle pierre à l'édifice.

Il a toujours fait preuve de reconnaissance et d'écoute. Tout le monde appréhendait l'éloignement du politique. Il n'en est rien. S'il devait y avoir un problème politique, ce n'est en aucun cas l'organisation, mais peut-être un renouvellement des hommes qui ne se fait pas. Des voix s'élèvent ici et là pour un retour en arrière. Le monde économique ne souhaite pas cela du tout, ce serait préjudiciable pour tout le monde. Nous souhaitons contribuer à la réussite de cette région. Il est important pour cela de lancer de grands projets structurants pour le territoire."



Michel Heinrich, maire d'Epinal :

"Impressionné par la rapidité"

Michel Heinrich, maire d'Epinal, ancien député des Vosges :

"Initialement je militais plutôt pour une fusion entre la Lorraine et l'Alsace. Finalement je trouve que la Région telle quelle est aujourd'hui est une chance pour nous, elle nous donne une place centrale. Je suis aussi impressionné par la rapidité avec laquelle les services de la Région se sont mis en marche. En vingt-deux mois, un boulot énorme a été fait. Des règles claires ont été établies.

Je pense au sport par exemple. Dans d'autres domaines, comme le tourisme, c'est moins évident. Avant on travaillait en silo, secteur par secteur, aujourd'hui les méthodes sont transversales et plus efficaces. L'agence territoriale installée dans les Vosges est un outil pratique. Nous vivons dans la crainte de l'éloignement, et c'est le contraire qui s'est produit. Je dis cela sans aucune arrière-pensée politique. Cette agence est une aubaine pour les lycées, les transports... Philippe Richert a eu un rôle important, il a décidé de partir,

je le regrette, mais je respecte son choix. Nous avons eu de longues conversations sur ce sujet. Il est resté inflexible. Ses raisons étaient profondes. Je suis moi-même alsacien, je connais la sensibilité de ceux qui luttent contre la fusion. Ils sont identitaires et autocrates. C'est une erreur car à terme cette région va profiter à tout le monde. Un retour en arrière est impensable. Tout le monde s'est réorganisé, l'Etat, la Région, les entreprises... Ils ont même réussi à faire des économies, ce qui n'était pas gagné !" //



Vue d'Alsace

Le château du Haut-Koenigsbourg, un des fleurons de l'Alsace.

© région Grand Est CPhovolt.



Robert Herrmann,
président de l'Eurométropole de Strasbourg :

"Chasser en meute !"

Robert Herrmann, président de Strasbourg Eurométropole

"Le territoire du Grand Est apparaît forcément imparfait, comme tout territoire... mais il comporte bien des avantages, comme celui d'être la plus européenne des régions françaises, avec 450 km de frontières avec quatre pays différents. Au départ, nous avons été surpris du rattachement de la Champagne. Mais au final, quelle chance ! C'est une porte de Paris vers l'Est, et de l'Est vers Paris.

Le Grand Est, c'est un peu grand, c'est vrai... mais à l'heure du numérique, il suffit d'analyser comment communiquer au mieux et d'inventer de nouvelles façons de travailler ensemble, en se concertant pour faire évoluer tout notre territoire sans passer nos journées en réunions.

Et notre nouvelle région est un grand patchwork des atouts de chaque territoire. En tirer parti, tous ensemble, sera aussi une façon de mettre en valeur les qualités de territoires globalement plus en difficulté... En tant que président de l'Eurométropole, je me sens solidaire de tout ce qui s'y fait et je crois d'ailleurs que nous n'avons pas encore assez travaillé à chercher toutes les complémentarités existantes et possibles. Évidemment, cela change la donne



L'Eurométropole de Strasbourg.

pour les politiques dans le sens où le meilleur président ne sera pas "le plus sympathique" mais "le plus efficace", à l'image d'un Land allemand où les dirigeants sont plutôt des patrons stratégiques qui organisent le développement de leur territoire. Nous sommes là pour optimiser et simplifier la vie des citoyens, pas l'inverse. Quelle que soit la superficie, nous, les élus, sommes responsables de l'efficacité. Et sur un territoire aussi vaste, aussi riche de complémentarités et de qualités que le Grand Est, les possibilités de travailler

en réseau et de chasser en meute sont nombreuses ! Je pense par exemple au département des Vosges, si proche de nous, qui était constamment tiraillé entre deux régions. Il est désormais au centre du Grand Est. Mettons en avant ses atouts pour le bien de tous. Rêver à une région Alsace maintenant... c'est perdre un temps qui serait plus utile à imaginer de nouveaux projets tous ensemble. L'Alsace existait avant la région du même nom, elle continuera. C'est une terre profondément ouverte et internationale."

Propos recueillis par Véronique Parasote



Michel Deneken, président de l'Université de Strasbourg :
"Trouver un autre équilibre"

Michel Deneken, président de l'Université de Strasbourg (Unistra) :

"Dans la situation de départ, l'Alsace était, avec la Corse, la plus petite région française. Et ce, avec une histoire singulière. Sur ce petit territoire, les deux universités de Strasbourg et Mulhouse dialoguaient naturellement, entre elles et avec la Région. A l'heure de la fusion, nous avons perdu nos repères. Le sentiment dominant était que, même si le siège régional restait à Strasbourg, l'éloignement serait réel et qu'il serait forcément plus lourd et plus complexe de parler d'une même voix non plus à deux mais à cinq universités. Après une année de mise en place de l'institution Grand Est et une

deuxième essentiellement centrée sur les élections présidentielles, nous commençons à trouver un rythme de croisière. Entre présidents d'université, nous nous sommes "auto-organisés" de façon informelle pour échanger régulièrement. A notre niveau, on peut presque dire que la fusion, c'est maintenant. Et qu'il nous reste encore à voir quelles compétences la nouvelle Région compte mettre en œuvre pour accompagner l'enseignement supérieur. Je pense qu'il faut trouver un autre équilibre Universités-Région, plus vaste, en veillant à ce que la Région tienne compte des besoins et des spécificités de chacune, en adaptant ses moyens. Cela signifie que nous, universités, devons apprendre à travailler ensemble

et nous faire confiance, porter des projets conjoints, sans nous concurrencer sur les grands enjeux. En Alsace, nous avons beaucoup de collaborations franco-allemandes voire trinationales avec la Suisse. Nous voulons donc par exemple que le Campus européen (*rassemblant sous une entité juridique transfrontalière cinq Universités frontalières dans ces trois pays depuis 2015, ndlr*) continue son essor particulier dans le Grand Est. Cela semble aller dans cette direction mais, sans Philippe Richert, avec un président haut-rhinois et un vice-président lorrain, il va falloir apprendre à faire confiance ! (*sourire*) Revenir maintenant à un statut particulier de l'Alsace serait un frein. Soyons pragmatique : la fusion a été décidée, c'est comme ça. Travaillons plutôt à ce que la solidarité profite à tous, sans masquer les spécificités de chacun. L'idée que l'Alsace soit noyée dans le Grand Est paraît illusoire. Notre territoire est passé sous l'autorité de combien de royaumes, d'empires ou de pays ? L'"alsacitude" n'a jamais dépendu d'une entité politique ! Ce qui la menace est plus la mondialisation, la perte de notre langue régionale par exemple : "*Unsere Sprache ist unsere Seele*", notre langue est notre âme. Je ne suis pas "*alsaco-nostalgique*" mais l'alsacien est un vecteur de notre identité et on a commencé à le perdre il y a longtemps. Et au fond, la fusion a peut-être révélé cela : nous étions déjà en train de perdre une identité... mais on ne se posait pas la question. Maintenant, oui !"

© atherine Schröder - Unistra.



L'Université de Strasbourg.



Jean-Luc Heimburger, président de la CCI Grand Est et Alsace Eurométropole :

“On se côtoie beaucoup plus...”

Jean-Luc Heimburger, président de la CCI Grand Est et Alsace Eurométropole.

“Tout réside dans le mot *“fusion”*. Créer une entité plus grande a du sens si c’est pour faire poids dans un contexte économique mondial. J’étais pour le Conseil unique d’Alsace, qui ne s’est pas fait suite au référendum. Depuis on a créé plus grand, avec le Grand Est. Dans une entreprise, on fusionne pour gagner en efficacité, en moyens... avec un objectif stratégique identifié et partagé. La réforme territoriale a été imposée par le gouvernement. Les acteurs de l’économie, en premier lieu les CCI, n’ont été ni associés ni même consultés sur les objectifs que l’on pouvait imaginer ou attendre. C’est dommage de ne pas avoir mis à contribution l’ensemble des acteurs impliqués sur les territoires. Pour être en cohérence avec la

nouvelle région, nous avons créé une CCI Grand Est qui réunit les quatre CCI de Lorraine, les quatre CCI de Champagne Ardennes et la CCI Alsace-Eurométropole, fusion des CCI de Strasbourg-Bas-Rhin, Colmar, Mulhouse et Alsace depuis janvier 2017. Et finalement, se rencontrer entre CCI – et surtout entreprises – voisines, a du bon : on se côtoie beaucoup plus, ce qui crée et renforce les liens, débouche sur des missions communes... L’adaptation des entreprises à un nouvel environnement se fait assez naturellement, dans une logique d’économie territoriale qui a du sens. Est-ce vraiment le cas dans le Grand Est ? L’un des écueils à éviter est de vouloir gommer les “anciennes” régions pour les fondre sous une appellation qui ne signifie encore rien pour nos interlocuteurs internationaux, sur le terrain. L’histoire et les atouts de chacune feront

exister le Grand Est, pas le contraire. A l’étranger, on voit d’où je viens si je dis Strasbourg, ou mieux, Alsace ! Car c’est une “marque” qui a une renommée depuis longtemps : il y a 150 ans, les Japonais faisaient fabriquer des tissus en Alsace. On achète du vin d’Alsace ou on y passe des vacances. C’est une référence à taille humaine. On ne dira jamais *“j’ai passé les Fêtes à l’est du Grand Est”*... Enfin, je rappelle que l’Alsace fait partie de la Région Métropolitaine Trinationale du Rhin Supérieur, l’un des territoires les plus dynamiques et les plus prospères d’Europe (250 Md€ de PIB). Vis-à-vis de nos partenaires du Bade-Wurtemberg et de la région de Bâle, l’Alsace doit rester identifiable parce que notre économie est tout autant tournée vers l’Est du Rhin que vers l’Ouest des Vosges !”

La CCI Alsace Métropole.



VOUS ÊTRE UTILE



**IL Y A PLUS D’UNE BANQUE DANS VOTRE VILLE
MAIS IL Y EN A UNE QUI L’AIDE À GRANDIR.**

1^{ER} FINANCEUR DES COLLECTIVITÉS LOCALES*

* Source : Données encours et nombre de clients Caisse d’Épargne au 31 décembre 2015 / déclaration Banque de France.
CELCA - Banque coopérative régie par les articles L. 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - SA à Directoire et COS au capital de 446 876 700 euros - siège social 5 Parvis des Droits de l’Homme 57000 Metz - 775 618 622 RCS METZ - intermédiaire en assurances, immatriculé à l’ORIAS sous le n° 07 004 738. ALTMANN + PACREAU. Photographie : Jean-Philippe Lebée.

Métropoles : le paradoxe urbain

Alors que le territoire du Grand Est demeure essentiellement rural, c'est la seule région française à compter cinq agglomérations de grande taille, dont trois à statut de métropole. Une force supplémentaire pour la Grande Région.

Le Grand Est est-il une région rurale ? Urbaine ? Agricole ? Industrielle ? Un peu de tout cela... Avec ses 5.550.000 habitants répartis sur dix départements, il offre évidemment des paysages variés, et des territoires extraordinairement différents. Quoi de commun sur le plan géographique, entre le "sillon mosellan" urbanisé et industrialisé, et les départements de la "diagonale du vide" qui traverse la France en oblique, comme la Haute-Marne (29 habitants au km²), la Meuse (31 habitants), voire l'Aube (51 habitants), alors que le Bas-Rhin compte 232 ha/km² ? Plus étonnant encore, alors que les territoires ruraux représentent 94 % de la surface de la région, celle-ci compte à l'inverse le nombre-record de cinq

agglomérations de plus de 200.000 habitants, dont trois bénéficient du statut de métropole au regard de la loi MAPTAM : Strasbourg, Nancy et Metz. Seule la Provence-Alpes-Côte d'Azur comporte également trois métropoles (Marseille, Nice et Toulon). Rappelons également que cinq villes comptent plus de 100.000 habitants : **Strasbourg** (276.000), **Reims** (183.000), **Metz** (117.000), **Mulhouse** (111.000) et **Nancy** (104.000). Qui sont autant de métropoles ou de communautés d'agglomération, auxquelles il convient encore d'ajouter la communauté d'agglomération du Grand **Troyes** (130.000 habitants), la communauté d'agglomération Portes de France-**Thionville** (79.000 habitants), la communauté d'agglomé-

ration Ardenne-Métropole autour de **Charleville-Mézières** (127.000 habitants), la communauté d'agglomération de **Colmar** Agglomération (103.000 habitants), la communauté d'agglomération **Forbach** Porte de France (79.000 habitants) et la communauté d'agglomération de **Châlons-en-Champagne** Cités en Champagne (71.000 habitants). Certaines de ces agglomérations forment par ailleurs des conurbations plus importantes avec leurs voisines allemandes, c'est le cas notamment de Strasbourg et de Forbach. Comme on le voit, pour une région rurale, le Grand Est ne manque pas de villes ! /

Ph.M.

Eurométropole de Strasbourg

La fiche technique

- Située dans le département du Bas-Rhin, l'Eurométropole de Strasbourg compte 489.700 habitants pour 33 communes.
- Elle fait partie de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau, conurbation franco-allemande qui compte 931.000 habitants et 107 communes.
- Chef-lieu de la région Grand Est, elle est aussi le siège de nombreuses institutions européennes dont le Parlement européen et le Conseil de l'Europe.
- Son port autonome est le deuxième port fluvial français.



Le quartier de la Petite France à Strasbourg.

Metz-Métropole

La fiche technique

- Préfecture de l'ancienne région Lorraine et du département de la Moselle.
- Elle compte 236.000 habitants.
- Elle a toujours été et reste une ville de garnison, avec notamment le 3^{ème} régiment de hussards et l'état-major interarmées de la zone de Défense Est.
- Elle est devenue une capitale de l'art contemporain avec le centre Pompidou-Metz et la plateforme TCRM-Blida.

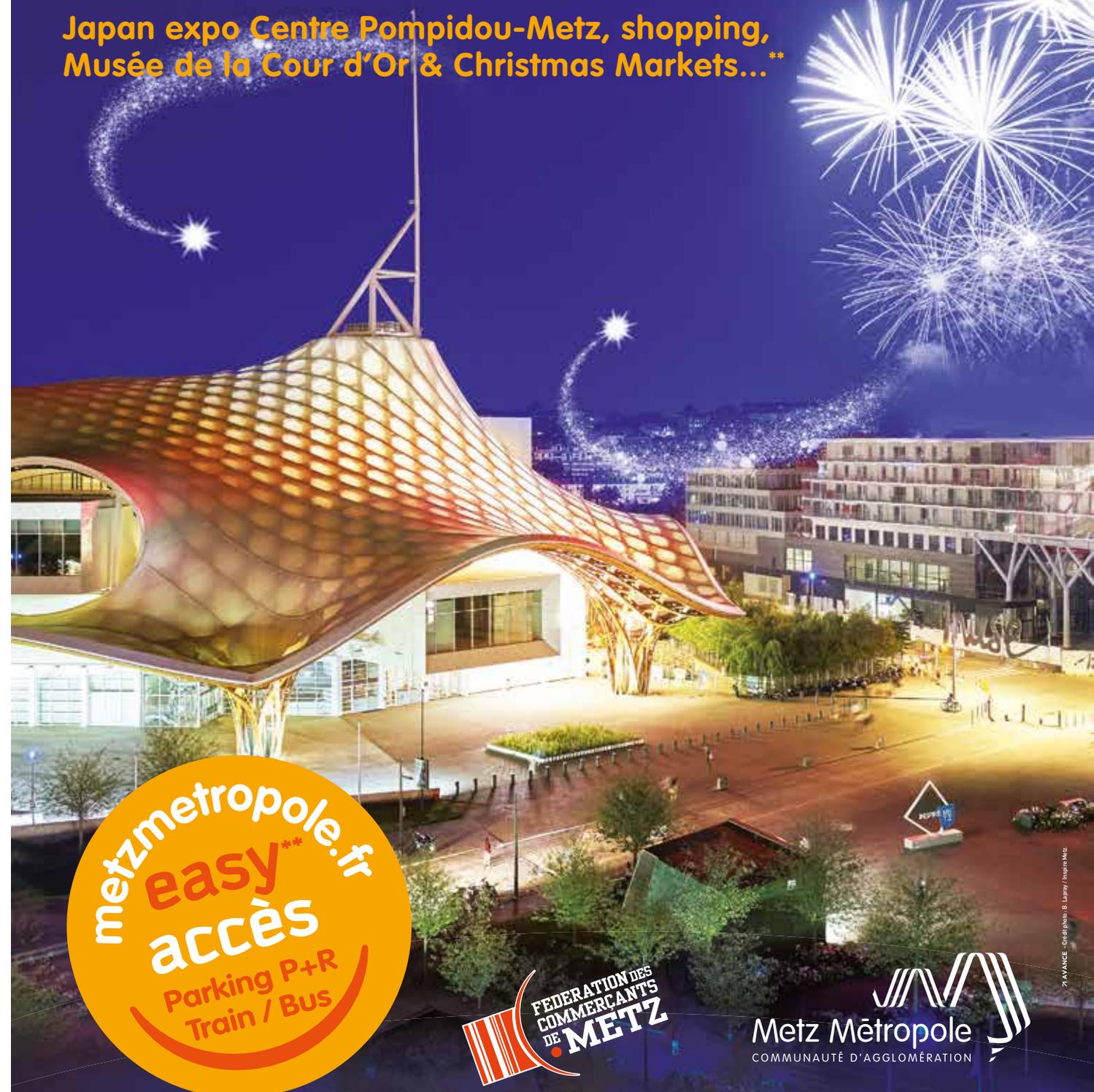


Le Centre Pompidou à Metz.

AMAZING AMBIANCE IN METZ METROPOLE !**

Derplacetobe!*

Japan expo Centre Pompidou-Metz, shopping, Musée de la Cour d'Or & Christmas Markets...**



Grand Nancy

La fiche technique

- Préfecture du département de Meurthe-et-Moselle, elle a acquis le statut de métropole le 1^{er} juillet 2016.
- Elle compte 283.000 habitants.
- Sa célèbre place Stanislas est inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco.
- Important centre universitaire, elle compte neuf écoles d'ingénieurs et la technopole de Nancy-Brabois.
- C'est également une ville de garnison avec notamment la Base aérienne Nancy-Ochey.



La place Stanislas à Nancy.

© CRT Lorraine.

La Cité de l'Automobile à Mulhouse.



Mulhouse Alsace Agglomération

La fiche technique

- Sous-préfecture du département du Haut-Rhin, elle fait partie de Regio TriRhena, plateforme de coopération politique trinationale du sud du Rhin supérieur, avec l'Allemagne et la Suisse (2,3 millions d'habitants).
- Elle compte 285.000 habitants.
- Son aéroport international Bâle-Mulhouse-Fribourg est le plus important du Grand Est (7 millions de passagers/an).
- Ville à forte identité industrielle, elle compte des musées d'envergure mondiale liés à cette thématique, comme la Cité de l'Automobile, le musée EDF Electropolis et la Cité du Train.

La cathédrale de Reims.

Grand Reims

La fiche technique

- Située dans le département de la Marne, elle n'en est pas la Préfecture (qui est Châlons-en-Champagne).
- Contrairement aux autres villes du Grand Est, elle est située dans le grand bassin parisien et non dans l'Europe rhénane.
- Elle compte 293.000 habitants.
- Surnommée la cité des sacres ou la cité des Rois, car depuis le baptême de Clovis elle a vu les rois de France s'y faire couronner pendant dix siècles. Outre sa cathédrale, elle compte trois sites inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO et est classée "Ville d'Art et d'histoire".
- Elle demeure la capitale incontestée du vin de champagne.



Mulhouse Alsace Agglomération, la fibre d'entreprendre

Forte de ses 39 communes et de ses 280 000 habitants, soit plus d'un tiers de la population du Haut-Rhin, Mulhouse Alsace Agglomération porte trois ambitions : développer une offre de services de qualité aux habitants, inscrire le territoire durablement dans la transition énergétique et environnementale, et conforter l'attractivité économique et touristique du territoire, porteuse d'emplois. Véritable hub de transport alliant TGV, aéroport international, autoroute et ports, l'agglomération constitue en effet une terre d'entrepreneuriat au cœur des marchés européens. Mulhouse Alsace Agglomération donne la priorité aux entreprises du territoire. Depuis plusieurs années, elle investit sur le territoire et développe une offre immobilière (incubateur, pépinière, hôtels d'entreprises) et foncière de

qualité répondant aux besoins de ces secteurs. Terre de formation et d'innovation, l'Agglomération anticipe les besoins des entreprises, l'Ecole du Numérique ou encore le chantier du Learning Center de l'UHA en sont les exemples concrets.

les atouts du territoire. Chacun doit participer à l'attractivité et au développement de l'agglomération pour en faire un territoire de fierté et d'audace !" //

L'attractivité du territoire est l'affaire de tous !



Fabian Jordan, Président de Mulhouse Alsace Agglomération

"Notre objectif est de faire émerger les énergies positives et de valoriser tous

Chiffres clés Mulhouse Alsace Agglomération

- 3^{ème} agglo du Grand Est
- 3^{ème} port fluvial de France
- 7,3 millions de passagers à l'EuroAirport (2016)
- 10 000 entreprises
- 9500 étudiants au sein d'un campus européen
- 1^{er} pôle des musées techniques d'Europe
- 10 000 enfants en accueil périscolaire

Quartier d'affaires MULHOUSE TGV



Passez en Classe Affaires

Directement desservi par le TGV Rhin-Rhône et offrant une gamme complète de services, le Quartier d'affaires Mulhouse TGV constitue un lieu privilégié pour accueillir vos activités « tertiaire supérieur » (banques d'affaires, bureaux d'études et d'ingénierie, assurances, mutuelles, R&D...).

Situé aux portes de la Suisse, de l'Allemagne et directement connecté aux grandes métropoles européennes, il bénéficie d'une exceptionnelle accessibilité et permet de vous implanter dans un lieu stratégique, au cœur d'un marché à forte valeur ajoutée.

Direction de la Communication de Mulhouse Alsace Agglomération - Photos : S. Noid - Novembre 2017

“On joue la Ligue des Champions !”

Entouré de quelques-uns des territoires les plus performants d'Europe sur le plan économique, le Grand Est n'entend pas faire de la figuration, mais plutôt s'installer sur le podium. Le point avec Lilla Merabet, vice-présidente du conseil régional.



Inaugurée le 30 janvier, la plate-forme FFLOR (pour Future Factory@Lorraine) est portée par CEA Tech Metz Grand Est. Cette plateforme de 1.000 m² permet aux industriels de tester et de valider les innovations de l'Usine du futur afin de faciliter leur intégration aux processus de production. Elle a été financée par l'Etat et la Région à hauteur de 4 M€ dans le cadre du Pacte Lorraine.

Quand il s'agit de situer la région Grand Est dans son environnement économique, **Lilla Merabet** n'hésite pas à filer la métaphore sportive. “Regardez autour de nous, lance la vice-présidente du conseil régional en charge de la Compétitivité, du numérique et des filiales d'excellence. A l'ouest, l'Île-de-France. A l'est, la Suisse. A l'est et au nord, l'Allemagne, avec deux de ses Länder les plus performants, le Bade-Wurtemberg et la Sarre. Au nord, la Wallonie. Rien que des géants ! Pas de doute, nous jouons la Ligue des Champions”. Encore faut-il s'y qualifier...

A elle seule, la région Grand Est comprend 45 % des frontières terrestres de la France. Elle présente une situation très hétérogène : fortes traditions industrielles d'un côté, zones à faible densité de population de l'autre. Et mutations économiques fortes et rapides. Qui sait que les Vosges, par exemple, sont le quatrième département industriel de France ? Que la Haute-Marne, autour du cluster Nogentech et de la Prothesit Valley, produit un tiers des implants orthopédiques de la planète ? Qui connaît le dynamisme de la Technopole de l'Aube, de la cité numérique de Mulhouse ? “Le fait

d'être aussi fortement “challengés” de tous les côtés ne nous laisse pas le choix : nous devons figurer sur le podium”, poursuit Lilla Merabet au discours décidément sportif.

En s'appuyant sur quelles stratégies ? Il y a d'abord le programme “Usine du Futur”, déjà largement en cours. De quoi s'agit-il ? D'un diagnostic proposé, on allait dire offert, par la région Grand Est, à ses PME à fort potentiel de croissance, industrielles, agricoles et artisanales, désireuses de faire évoluer leur activité.

Comment les choses se passent-elles ? Par le truchement d'un groupe

d'experts sélectionnés par la Région, et qui analyse la performance de l'entreprise sur quatre axes : performance de l'outil de production, utilisation des nouvelles technologies, excellence environnementale, valorisation de l'humain (lire le détail en encadré).

Après le diagnostic, les aides

L'analyse donne lieu à un rapport très détaillé sous forme de panorama, comportant des préconisations et un plan d'action. L'ensemble est financé par la Région, à hauteur d'un million d'euros par an pendant cinq ans. 200 entreprises sont déjà passées, en quelque sorte, au “crash-test”. “Et nous avons 95 % de satisfaits, ce qui était loin d'être gagné d'avance car les messages ne sont pas toujours faciles à entendre pour les chefs d'entreprise”, se réjouit Lilla MÉRABET. »



Lilla Merabet décrit la stratégie de la Région en matière de développement économique.

Usine du Futur, mode d'emploi

Le diagnostic Usine du Futur est proposé par la Région aux entreprises de moins de 250 salariés, ayant un chiffre d'affaires inférieur à 50 M€ ou un total de bilan n'excédant pas 43 M€.

Il permet d'établir un diagnostic complet réalisé par un consortium d'experts, avec un financement pris en charge à 100 % par la Région, en évaluant :

- **La performance de l'outil de production** : analyse de l'organisation industrielle sur la base d'outils opérationnels tels que l'analyse des flux (relevé des niveaux de stocks...), l'identification des gaspillages (calcul des taux de rendement...), le management de la performance.
- **L'utilisation des nouvelles technologies dans les outils de production et le process industriel**, en fonction du besoin de l'entreprise préalablement identifié : Big Data, fabrication additive, procédés laser, robotique, nouveaux matériaux, transformation numérique...

- **L'excellence environnementale** en donnant des pistes d'actions opérationnelles en matière de gestion des ressources, d'éco-conception, de recyclage...
- **La valorisation de l'humain**, ressource interne de l'entreprise et point central du diagnostic (management de terrain, formations, conduite du changement...), analysée de façon collaborative avec des opérateurs internes lors d'un atelier appelé *Focus Group*. Le rapport livré à l'entreprise décrit une analyse de la situation actuelle de l'entreprise et de son projet ; une identification des pistes de progrès sur les plans des outils de production, de l'organisation et des ressources, avec une estimation des gains potentiels réalisables ; une proposition de plan d'actions pragmatique permettant d'obtenir rapidement des résultats tangibles, adaptés à la maturité de l'entreprise. À l'issue des diagnostics, un rapport de synthèse sous forme de panorama est réalisé. /

» Mais l'opération "Usine du futur" ne s'arrête pas là. Car il ne suffit pas d'inciter les entreprises à se développer, encore faut-il les y aider. Un Fonds d'intervention de 50 M€ a donc été mis en place par la Région. Il permet d'attribuer prêts et subventions répondant aux projets de développement présentés par les entrepreneurs. Pour créer un climat propice à l'innovation, le Grand Est a également lancé l'opération "Leaders de l'industrie du futur" : "il s'agit de regrouper, de faire se rencontrer des chefs d'entreprises qui sont en pointe dans leur activité. Nous en avons recensé environ 90 en Alsace, 80 en Champagne-Ardenne, 130 en Lorraine, précise la vice-présidente. Nous les réunissons, à l'occasion d'un ou deux grands événements annuels, nous les associons aux prises de décision, ils siègent dans les jurys lorsqu'il s'agit d'allouer des aides."

C'est dans le même ordre d'idées que seront lancés dès la fin de l'année les "Etats généraux de la bioéconomie", rassemblant tous ceux qui exploitent et transforment les agro-ressources : un séminaire en décembre, et sans doute des Assises dès la fin du mois de janvier. C'est dans le même esprit que seront lancées cinquante "Fermes du futur" dans le courant de l'année prochaine, dans le même esprit et avec la même méthodologie que "L'usine du futur", mais cette fois déclinés dans le monde agricole.

Après l'Usine du Futur, les Fermes du futur

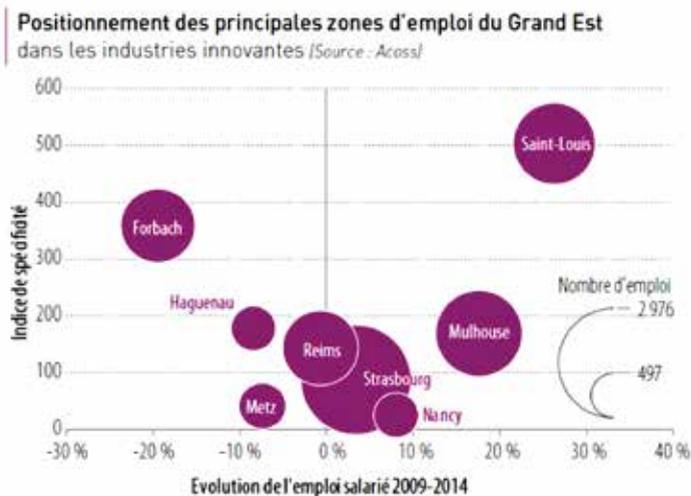
Ou encore que la Région travaille d'arrache-pied au rapprochement entre les différents bassins de viticulture : "du champagne jusqu'aux vins d'Alsace, nous sommes devenus la première région viticole de France,

lance Lilla Merabet. Avec partout les mêmes problèmes à résoudre : dépérissement des sols et des vignes, maintien de la qualité de vins, présence à l'exportation... Notre idée, c'est de rapprocher l'ensemble des acteurs, les syndicats de viticulteurs de tous les territoires, pour mettre en place avec eux un programme de recherche et d'innovation commun, tout en respectant les différentes marques". Les premières rencontres quasiment historiques, ont déjà eu lieu, et se sont bien passées : "on va pouvoir signer", se réjouit la vice-présidente.

Reste le nerf de la guerre : l'argent. Sur ce plan, le Grand Est ne garde pas ses deux pieds dans le même sabot. Il y a bien sûr le Fonds d'intervention rapide de 50 M€ déjà évoqué. Qui sera complété dès le premier trimestre 2018, par un Fonds d'invest-



Le Grand Est, deuxième Région industrielle



Note de lecture
Strasbourg compte 2 976 emplois dans les activités industrielles innovantes, et a connu une évolution de +3,4 % entre 2009-2014. Son indice de spécialisation est de 87,9 (la part des industries innovantes dans l'ensemble des activités d'avenir (10,4%) y est inférieure à celle observée dans le Grand Est (11,9%).

Le positionnement des principales zones d'emploi du Grand Est dans les industries innovantes.

Avec ses 5,5 millions d'habitants, ses quelque 270.000 entreprises, ses 81 emplois pour 100 actifs, le Grand Est demeure une grande région industrielle au regard notamment de son poids dans la valeur ajoutée créée (18 %) et dans l'emploi salarié (16 % de l'emploi contre 12 % au plan national). La région Grand Est dispose d'atouts pour saisir des opportunités de renouer avec la compétitivité et l'emploi : des domaines d'excellence, une recherche académique forte, une situation transfrontalière unique. Elle souffre néanmoins d'une perte d'attractivité au niveau des investissements étrangers, des investissements dans les activités de recherche et développement, des implantations de nouvelles activités. Ses activités industrielles, principalement tournées vers des secteurs tels que l'automobile, la métallurgie, le textile, la fabrication de machines et équipements, ont souffert de la crise de 2008, et sont aujourd'hui très insuffisamment pourvoyeurs en nouveaux emplois et services marchands métropolitains. Elle subit également une hausse du chômage plus rapide qu'ailleurs dans l'industrie, la construction et le commerce. █

(Source : étude réalisée par les agences d'urbanisme du Grand Est).

tissement, abondé celui-là à hauteur de 150 M€, fournissant une partie des fonds d'amorçage nécessaires à la croissance des entreprises. Et par des bourses destinées spécifiquement aux start-ups, à hauteur de 10 M€. Sans parler des accords passés avec plusieurs partenaires de prestige, Bpifrance pour l'innovation et les fonds de garantie, la BEI (Banque européenne d'Investissement) présente sur Grand Est Capital, la Caisse des Dépôts... "Dans le cadre de la fusion, nous pouvons aller chercher des moyens plus importants, se félicite Lilla Merabet. Et prendre des initiatives plus pointues, à côté des politiques publiques générales". Dernier exemple en date : le rachat de

foncier à Peugeot Mulhouse, assuré par la Région et qui permettra de regrouper des sous-traitants autour de l'usine-mère. Autres appuis de taille en externe, les métropoles et les grosses agglomérations, dans le cadre des Pactes Offensive croissance emploi. Et en interne, bien sûr, les douze Agences de la Région disséminées sur le territoire, qui permettent d'assurer "l'uniformité des stratégies et la diversité des mises en œuvre". Indispensables pour assurer, puis conserver, une place sur le podium. █

Philippe Martin

Un véhicule sur sept dans le monde est équipé avec une colonne de direction assemblée sur les sites ThyssenKrupp Presta France de Fameck et Florange. Chiffres-clés : 8 millions de pièces par an exportées en Europe vers des constructeurs automobiles, chiffre d'affaires 687 M€, effectif 1.200 salariés. L'entreprise, entièrement tournée vers le programme Usine du Futur, a fêté ses quarante ans l'an dernier.

Devenir un laboratoire de l'Europe

En charge de l'attractivité et du rayonnement du Grand Est, Jean-Luc Bohl, premier vice-président du conseil régional, ne manque pas d'arguments.



Le Parlement européen à Strasbourg, symbole d'une capitale européenne.



Jean-Luc Bohl, premier vice-président de la région Grand Est, a répondu à Régions Magazine.

Il restera assurément comme le plus éphémère président de la région Grand Est : vingt jours exactement, juste pour assurer la transition entre le départ de **Philippe Richert** et l'élection de **Jean Rottner**. Mais **Jean-Luc Bohl** est bien autre chose qu'un simple intérimaire : au 1^{er} janvier 2018, celui qui est depuis 2001 maire de Montigny-lès-Metz cumulera deux éminentes fonctions, premier vice-président de la région Grand Est, et président de la nouvelle métropole de Metz. Sans rien perdre de son allure sportive ni de son sourire, bien qu'il se voie désormais confier deux nouvelles missions capitales pour sa Région : l'attractivité et le rayonnement. Décryptage.

Régions Magazine : Tout d'abord une question à la fois politique et personnelle. Présider une des nouvelles grandes métropoles tout en restant premier vice-président d'une des plus grandes régions, n'est-ce pas compliqué ? voire un peu... schizophrénique ?

Jean-Luc Bohl : Non, pas du tout ! D'abord je préside l'agglomération de Metz depuis 2008, ce n'est donc pas à proprement parler une nouveauté, même si elle change effectivement de statut au 1^{er} janvier 2018.

Ensuite cette double casquette correspond en fait assez bien à la bipolarisation voulue par les lois NOTRe et MAPTAM, à savoir réorganiser nos collectivités à partir de cette dualité régions-métropoles. En jouant la complémentarité entre les deux, et non la concurrence. Nous y avons d'ailleurs veillé en élaborant notre Schéma de développement

économique, qui cherche à articuler de façon harmonieuse l'ensemble des territoires, des métropoles aux espaces ruraux, en passant par les villes moyennes et les centres-bourgs. Dans ce contexte, les métropoles, de par leur dynamisme, jouent un rôle moteur et remplissent des fonctions de centralité indispensables.

Le bon exemple d'équilibrage régional, c'est notre plan Très Haut Débit, un élément fédérateur sur lequel nous sommes positionnés très rapidement. Ce qui permet d'irriguer l'ensemble des territoires, sans oublier personne.

Prix Nobel

RM : Comment jouer la carte de l'attractivité à l'échelle de la grande Région ?

J-LB : En nous appuyant sur la richesse et sur la diversité de nos territoires ! Nous sommes la deuxième région industrielle de France, la troisième région agricole, nous bénéficions de six pôles de compétitivité de rang international, cinq pôles universitaires de renom, avec des

prix Nobel. Et je ne parle pas de notre exceptionnel patrimoine touristique et culturel... A nous de valoriser ces atouts, cette force que nous confère la fusion.

RM : Et sur le plan international ?

J-LB : Là aussi notre situation est exceptionnelle. Nous avons, et nous sommes les seuls dans ce cas, 700 kilomètres de frontières, avec quatre pays différents, une capitale européenne... Bien sûr, nous bénéficions déjà de divers programmes Interreg. Mais il nous faut aller plus loin : nous devons devenir un véritable laboratoire de l'Europe au quotidien. 90.000 salariés venant de toute la région franchissent chaque jour une frontière pour se rendre à leur travail : c'est une réalité, un atout indéniable. A nous de créer davantage de dispositifs avec nos partenaires belges, allemands, luxembourgeois. Le rayonnement de la Grande Région procède de cette démarche. Nous sommes prêts à diverses expérimentations... si on nous en donne les moyens. //

Propos recueillis par Philippe Martin

Capitale de l'Europe

Les habitants du Grand Est ne le savent pas forcément, mais la capitale de leur Région est aussi "la" capitale européenne, titre qu'elle partage avec Bruxelles. Depuis 1958, elle abrite en effet le siège du Parlement européen, mais elle accueillait déjà dès 1949 le Conseil de l'Europe. Autres institutions qui ont leur siège à Strasbourg (liste non exhaustive) : la Cour européenne des Droits de l'Homme ; le Centre européen de la Jeunesse ; l'Assemblée des Régions d'Europe ; sans parler de la chaîne de télévision franco-allemande Arte. //

"Préserver l'humain dans l'exploitation des techniques nouvelles"

La Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne – BPALC- implantée sur tout le territoire de la Région Grand Est, moins les Ardennes, connaît une forte progression de sa clientèle. Son directeur général présente à Régions Magazine les raisons de ce succès, et évoque les changements radicaux dans le métier de banquier.



Dominique Wein

Régions Magazine : Quelles sont les caractéristiques de la BPALC, quel est son « plus » ?

Dominique Wein : Trois caractéristiques. D'abord, son ancrage fort dans son territoire, et son attachement au développement économique. Puis, sa nature de "banque universelle", c'est-à-dire s'adressant à toutes les catégories de clientèles, du particulier aux plus grandes entreprises. Je souligne le rôle que nous jouons à l'égard de certaines clientèles telles que la fonction publique ou de l'agriculture-viticulture. Enfin, sa spécificité de banque coopérative avec 334 000 sociétaires.

RM : ...Et le plus ?

DW : Cette démarche coopérative, précisément, qui suppose un dialogue constant avec nos sociétaires, à partir d'un corps de valeurs, que je résumerai d'une phrase : préserver l'humain dans la relation avec le client. Nous venons à cet

égard de travailler à un plan stratégique de trois ans, qui s'appliquera à partir du premier janvier.

RM : Comment cette intention se traduit-elle déjà ?

DW : Nous avons dix réunions annuelles, très suivies, qui nous ont permis de rencontrer l'an dernier 40000 sociétaires. Ce qui contribue à augmenter le nombre de nos clients : nous sommes la 12^e région sur 13 en termes de démographie, mais la 1^{ère} pour la progression de la clientèle.

RM : Vous parlez souvent de "réinventer la banque"...

DW : Nous vivons la plus forte transformation économique depuis la révolution industrielle de la moitié du XIX^e siècle. La banque en général avait jusqu'ici assez peu évolué dans ses méthodes, malgré l'apparition de l'informatique. Désormais un ensemble de techniques nouvelles arrivent à maturité qui changent les relations avec les clients. Celles-ci sont maintenant de trois ordres : le lien direct habituel, modernisé par le numérique. Puis la e-banque, qui intéresse déjà chez nous 25000 clients, avec un objectif de 50000 en trois ans.



C'est la banque à distance, où le client a un interlocuteur dédié, mais qu'il ne rencontre pas physiquement. Enfin, la banque en ligne, à partir de plateformes, où le client n'a pas d'interlocuteur dédié.

RM : Votre message ?

DW : Le temps s'accélère. On ne peut plus le diviser en années, mais en semestres. Nous devons savoir nous inscrire dans ce monde digitalisé, qui verra notamment le recours à l'intelligence artificielle et aux robots pour faire face aux flux grandissants des appels sur mobiles ou tablettes. Mais, je le répète, il est pour nous capital de garder la dimension humaine dans l'exploitation des techniques nouvelles. //

Chiffres clés

334000 sociétaires • 922000 clients • 3000 collaborateurs • 250 agences et centres d'affaires • 17,1 M€ en cours de crédits • 14,9 M€ en cours d'épargne.

Knot, la start-up qui roule

La jeune firme strasbourgeoise propose une solution agile et connectée pour la desserte des campus et des zones d'activités : la trottinette.



Avec une trottinette, la notion d'éloignement change : tout endroit d'un quartier étendu est à cinq minutes en sortant de la gare, même lorsque la desserte des transports en commun ne maille pas totalement les lieux. Les trottinettes de Knot se réservent et se déverrouillent grâce à une application sur téléphone portable, pour moins d'un euro les 20 minutes, sans abonnement.

Polina Mikhaylova est une des fondatrices de Knot.

Les transports en commun se heurtent tous au même écueil : impossible de desservir tous les pas de porte ! Pour ce "dernier kilomètre" entre la destination finale des voyageurs et l'arrêt de tram ou de bus le plus proche, **Polina Mikhaylova** et **Arthur Keller**, deux jeunes Strasbourgeois l'une juriste, l'autre ingénieur en mécanique, ont trouvé une solution : ils proposent une trottinette connectée en libre-service, gérée depuis une application mobile. "La trottinette est idéale pour ce bout de trajet – au départ et/ou à l'arrivée – qui est trop long à faire en marchant et pas assez pour une nouvelle étape motorisée", explique Arthur Keller. "Or ces distances intermédiaires sont fréquentes sur les campus universitaires, les zones d'activité d'entreprises et même dans certains quartiers étendus".

Compacte et facile à utiliser, une trottinette permet en effet d'arpenter les trottoirs trois fois plus vite qu'en marchant. Et du côté des collectivités, la solution peut séduire par deux autres avantages : elle ne nécessite pas d'aménagement particulier, et les stations de mise à dispo-

sition en libre-service sont moins encombrantes que les stations pour vélos partagés. Après avoir séduit le jury des Trophées Numeric'Alsace qui a décerné à Knot en mars 2017 le Trophée de la start-up et le Grand Prix du Jury, les premières trottinettes sont disponibles depuis l'été à Montrouge et Saint-Denis où ce moyen de déplacement a effectivement déjà séduit un millier d'utilisateurs, dont 300 réguliers. "D'après les premières statistiques, les utilisateurs font des trajets de 17 minutes en moyenne, et surtout aux heures d'entrée ou sortie de bureaux" précise Arthur Keller. "Cela signifie qu'il faut disposer d'assez de matériel pour l'ensemble des utilisateurs, et gérer la disponibilité sur l'ensemble des cinq stations. Concrètement, nous avons donc presque trois fois plus de trottinettes que d'utilisateurs".

On l'emmène avec soi jusque dans son bureau

"Nous avons opté pour du matériel robuste, que nous concevons nous-mêmes, avec un système de pliage sécurisé, une plateforme large et

des pneus un peu plus mous que la normale pour la stabilité et la tenue de route en cas de pluie", détaille Polina Mikhaylova. Malgré leurs 6,5 kilos, les engins ont un autre avantage : pliés, ils s'emmènent avec soi à l'intérieur d'un commerce, d'un bus ou d'un bureau.

Une solution destinée aux seuls trajets professionnels ? Pas seulement. L'usage des trottinettes durant le week-end représente 35 % des utilisations recensées à Saint-Denis. C'est donc sept jours sur sept que l'on pourrait bientôt croiser ces trottinettes jaunes en libre-service dans certaines communes comme Colmar, Lille, Lyon ou Strasbourg, et des discussions sont en cours aussi avec la SNCF pour un réseau plus global. Mais Knot veut aussi glisser une roue aux États-Unis, où un test a été réalisé à New-York, et en Allemagne. C'est d'ailleurs l'intérêt de la Deutsche Bahn, l'équivalent allemand de la SNCF, avant même que le projet n'en soit aux premiers tours de roues, qui a convaincu les fondateurs qu'ils tenaient là une bonne idée !

Véronique Parasote



ARGRU : la grande tradition boulangère pour les saveurs d'Alsace

Implantée sur la zone industrielle d'Erstein-Krafft, dans le Bas Rhin, la célèbre boulangerie Argru connaît un développement continu, grâce à la qualité des ses bretzel, et à toute sa gamme de pains, de viennoiseries et de pâtisseries.. Sous la direction avisée de Beate Grünberger, elle fait rayonner le savoir faire alsacien bien au delà des frontières de l'hexagone.



L'industrie traditionnelle à l'alsacienne

L'objectif d'Argru est de maintenir ses produits au plus haut niveau de qualité, tout en respectant la tradition boulangère. Depuis plus de vingt cinq ans, elle vise l'excellence. Le goût, la maîtrise et la sécurité de ses produits ont valu à l'entreprise d'être agréée par les standards IFS et BRC, qui sont les certifications mondialement reconnues pour leur sélectivité et le leurs gages de finesse. Argru s'attache à faire voyager les saveurs



de l'Alsace, qu'il s'agisse des bretzels, des beignets, des pains spéciaux au fromage, à la bière, ou encore des fameux kouglopfes. Mais elle puise également sa vitalité dans sa coopération avec ses homologues de l'autre côté du Rhin. Ce caractère multiculturel se retrouve dans la structure même de l'entreprise, naturellement franco-allemande. Ce qui ne l'empêche pas d'exporter à travers toute l'Europe et le monde, par exemple en Australie, ou en Russie.

Une entreprise de pointe

L'investissement stratégique constitue l'une des facteurs clés du succès d'Argru. L'entreprise poursuit en effet son expansion en mettant l'accent sur l'amélioration de ses capacités de production, et sur la Recherche et Développement. Ainsi a-t-elle investi dans une ligne de production de pointe, qui réalise plus de 250 000 bretzel par jour. De même, a été inaugurée l'année dernière, sur plus de 1200m², une chambre froide hautement performante, qui refroidit les produits à -24°.

D'autre part, l'installation d'un nouveau système d'emballage robotisé assure l'optimisation du rendement interne, tout en améliorant les conditions de travail des collaborateurs. En outre, le développement général de l'entreprise, l'agrandissement et la restructuration des lo-



caux ont débouché sur l'embauche de plus de 15 personnes supplémentaires. De 40 à l'origine, le nombre de salariés est passé à près de 250. Argru a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de plus de trente millions d'euros, dont 70% à l'export. //

Le mot de Beate Grünberger

"Depuis 25 ans ARGRU travaille de concert avec l'ensemble de ses collaborateurs et partenaires. C'est ce qui en fait sa spécificité et sa force. Maintenir et renforcer ce critère est mon objectif absolu. Il est la clef de notre succès et de la qualité de nos produits."





Sébastien Guenet : "nous sommes légitimes à Charleville-Mézières à revendiquer une plateforme de dimension internationale".



Au quotidien, trois ingénieurs, (ici Nicolas Ponsart et Thomas Pacheu) aident les entreprises à mettre en œuvre leurs projets.

L'industrie de demain, c'est ici

Lancée il y a à peine un an, la plateforme industrielle de fabrication additive Platinium 3D a pour mission de repositionner les Ardennes dans le peloton de tête de la métallurgie du futur. Un démarrage réussi.

Safran, Alstom, PSA, Renault, Air Liquide, Michelin... Fin octobre, ces grands groupes étaient réunis à Charleville-Mézières pour un symposium sur la fabrication additive. Le troisième du genre dans les Ardennes, depuis que le projet de plateforme industrielle Platinium 3D existe. "Ce plateau technique est unique en France. Nous proposons quatre, et bientôt cinq machines de technologies de pointe", détaille le délégué général adjoint de l'Union des industries et des métiers de la métallurgie (UIMM) Champagne-Ardenne, **Sébastien Guenet**, un des principaux acteurs de la mise en œuvre de cet outil de production hors norme.

Sable, résine, poudre métallique et bientôt polymère y servent à la fabrication d'outillages et de pièces en condition industrielle pour toutes les entreprises. "La fonte ardennaise, la fonderie rocroyenne, PSA, Ceva technologie, Amphénol RLB, Atelier des Janves, Bourguignon Barré et nombre d'ETI et PME" ont déjà pu tester ce nouveau type de production, sans avoir à amortir l'investissement et "sans les contraintes de temps". "La fabrication additive représente une véritable rupture" dans la métallurgie, une technologie révolutionnaire capable d'"amener des gains de compétitivité". Trois ingénieurs sont là pour guider et conseiller.

Platinium 3D est "née de la volonté d'une fédération d'acteurs, de rendre de la compétitivité au territoire" grâce au "soutien de la puissance publique (lire par ailleurs)", poursuit Sébastien Guenet, afin de "préparer au mieux les sous-traitants à répondre aux besoins des grands

Qu'est-ce que la fabrication additive ?

La fabrication additive désigne les procédés de fabrications par ajout de matière, la plupart du temps assistés par ordinateur, par empilement de couches successives, en opposition aux procédés par retrait de matière, tel que l'usinage. Dans le grand public, elle est généralement présentée sous le vocable d'impression 3D. ■

Cette machine industrielle permet de réaliser des moules ou des noyaux en sable utilisés pour réaliser des pièces de fonderie.



Révolutionnaire, la fabrication se fait de façon additive. Il ne s'agit plus d'enlever de la matière en trop mais d'ajouter juste ce dont on a besoin. Les réalisations peuvent être poussées à leur forme optimum. Nicolas Ponsart montre ici une balle de golf ajourée.

groupes qui s'intéressent et investissent dans cette technologie". De nouveaux marchés s'ouvrent : aéronautique, médical (à la recherche d'implants en métal très adapté au corps), énergie (intéressée par les caractéristiques mécaniques), ferroviaire, poids lourds...

Tout un écosystème se met en place

"Barack Obama avait annoncé le développement de l'additif (lire en encadré) ; la Grande-Bretagne, la Corée ont suivi. En France, nous étions un peu dans l'expectative. Il n'y avait pas d'initiative gouvernementale, les territoires sont partis les premiers. Avec 40 % des entreprises ardennaises dans l'industrie, nous ne devons absolument pas manquer le train de la fabrication additive, sous peine de nous retrouver en rupture de compétence. L'économie est très rapide. Si l'on n'est pas prêt, les marchés passent et s'en vont comme ça a été le cas pour les éoliennes", analyse Sébastien Guenet, très au fait des besoins de la profession. Il organisait depuis plusieurs années des réunions techniques avec des fondeurs et des forgerons. "Ils avaient déjà identifié plusieurs technologies. Nous sommes légitimes à Charleville-Mézières à revendiquer une plateforme de dimension internationale ; nous travaillons dessus depuis longtemps. Nous ne sommes pas partis de rien. Certes il y a cinq

machines, mais elles se trouvent au milieu d'un centre de formation dédié à l'apprentissage, à côté du lycée professionnel Bazin, en liaison avec le Critt MDTS et l'IFTS où une filière d'ingénieurs a ouvert en 2016. Tout un écosystème s'est mis en place. Beaucoup de jeunes voient naître ici cette révolution industrielle. Nous formons les ressources de demain." Cela concerne évidemment les étudiants, mais aussi les entreprises où le transfert de technologie ne peut avoir lieu sans personnel qualifié. "Nous souhaitons être leader et faire venir ici d'autres entreprises afin de développer de nouveaux cursus". Un enjeu considérable pour l'avenir. ■

Nathalie Diot



EN CHIFFRES

6

Le nombre de partenaires à l'origine de Platinium : l'UIMM, l'Université Champagne-Ardenne, le pôle de compétitivité Matériaia, le Critt MDTS, le centre de formation des apprentis, le Campus des métiers et des qualifications.

2,9

En millions d'euros, le budget d'investissement (+ 970.000 € de fonctionnement sur 3 ans). Financeurs : Europe, Etat, Région, CFA industrie Champagne-Ardenne, conseil départemental des Ardennes, communauté d'agglomération Charleville-Sedan, CCI territoriale des Ardennes.

136

Le nombre d'entreprises en contact : près de 100 visites ; 32 entreprises ont demandé un chiffrage ; 21 ont un projet monté ou en cours de montage ; 16 entreprises ont un projet qui a démarré ; 2 entreprises ont un projet qui a abouti.

1.600

Le nombre d'heures de production en un an.



L'une des plus anciennes SEM de France à l'heure de la transition énergétique

Elle est l'une des plus anciennes sociétés de ce type en France. Créée en 1956 pour répondre aux besoins nés de l'expansion industrielle et urbaine de la Lorraine, la SEBL, Société d'Équipement du Bassin Lorrain, est un outil au service des collectivités, dont elle accompagne les projets de développement, notamment en matière de grands travaux, depuis leur émergence jusqu'à la livraison. Mais sans perdre son identité, elle accomplit désormais la mutation qui la met à l'heure de la transition énergétique.



"Créateur de cadre de vie depuis 60 ans", la SEBL est organisée afin d'offrir aux collectivités et aux investisseurs une réponse complète à tous les problèmes posés par la réalisation des projets d'aménagement et de construction. Dans sa fonction de maître d'ouvrage, elle réalise les études de faisabilité des projets, assure la gestion des infrastructures et du patrimoine immobilier, et garantit aux maîtres d'ouvrage une gestion financière saine ainsi qu'une parfaite sécurité juridique (voir l'encadré sur la définition de la maîtrise d'ouvrage).

Loyauté et priorité au client, respect du budget et du planning, coûts raisonnables, respect des contraintes réglementaires et des techniques, transparence des actions et des comptes envers les donneurs d'ordre

et les actionnaires, telles sont les valeurs qui ont établi la réputation de la SEBL. Les nombreuses réalisations qu'elle a pilotées au cours de toutes ces années en témoignent. Elle a plus de cent opérations en cours.

Mais, comme son président Thierry Hory le précise dans l'interview ci-contre, elle a pris en compte les nécessités de la transition énergétique, et les conséquences qu'elle entraîne pour son activité. Déjà, elle assure le pilotage de deux écoquartiers, la ZAC des Capucins de Commercy, qui proposera sur deux hectares, 60 logements et des services, à proximité du centre ville, et à Chantaine, le Parc de l'Arsenal : 130 logements sur un parc de 1,7 hectare. Ces deux réalisations ont obtenu la labellisation du ministère du Logement.

Dans toute son action, la SEBL se coordonne avec la région du Grand Est, qui est son principal actionnaire. //

Les chiffres clés

La SEBL est une société d'économie mixte (actionnariat public 72%, et privé 28%). Elle a 4520000 € de capital social, et un chiffre d'affaires de 14,7 M€. Elle a investi 92,6 M€ depuis 3 ans, et a un portefeuille de 117 opérations dont 37% en concessions, 23% sous la forme de mandats, et 40% en prestations de services. Ses salariés sont au nombre de 31.

"La transition énergétique est désormais au cœur de notre métier"

Le Président de la SEBL présente ici les trois pôles qui vont permettre à celle-ci d'intégrer à son offre les conséquences de la nécessaire transition énergétique. Il considère que la création de la Région Grand Est ouvre de nouvelles possibilités.

Interview de **Thierry Hory**

Régions Magazine : Vous avez dit vouloir faire de la transition énergétique le cœur de votre activité. Pourquoi ?

Thierry Hory : Nous estimons en effet qu'elle est l'avenir de notre métier; et ce conformément à notre éthique. Nous assurons bien sûr la continuité de notre activité de base, c'est-à-dire l'accompagnement des collectivités et des investisseurs dans leurs projets de développement, notamment en matière de construction et de grands travaux pour l'aménagement du territoire. Mais nous développons un plan stratégique pour la transition énergétique.

RM : De quelle façon ?

TH : Nous fonctionnerons sur trois pôles, trois piliers si vous voulez. Le premier constitue déjà la suite logique de ce que nous faisons en matière de techniques du bâtiment : accompagner davantage les maîtres d'ouvrage pour la rénovation du patrimoine. Voyez le CNFPT de Metz, ou les projets de logements à Sarrebourg. Le deuxième est financier : nous voulons être la "banque" qui finance la transition énergétique dans le cadre de participations aux projets des collectivités. Le troisième, encore en devenir, sera une filiale de SEBL, une SAS qui interviendra en tant que partenaire au niveau de la création des projets d'énergie verte, géothermie ou photovoltaïque. Nous innovons, tout en gardant les pieds sur terre !



Thierry Hory

A cet égard, la création de la grande région Grand Est nous ouvre des perspectives prometteuses. Nous serons un outil performant pour son développement. //



RM : Quelle est la philosophie de votre action ?

TH : La SEBL est une vieille maison qui a tout son avenir devant elle. Nos trois pôles nous permettront d'avancer sans oublier nos racines, notre identité.

Le maître d'ouvrage

Fonction à part entière, la maîtrise d'ouvrage est trop souvent méconnue. Et trop de projets portés par les collectivités connaissent des dérives dans les délais, les coûts et la réalisation. En tant qu'assistant à la maîtrise d'ouvrage, la mission de SEBL auprès des collectivités est de s'assurer que le maître d'ouvrage garde effectivement cette maîtrise. C'est à dire dès l'origine définir les besoins, préciser le cahier des charges, rédiger un programme détaillé. Puis organiser le choix du maître d'œuvre, et s'assurer de la fiabilité technique et financière du projet. Enfin surveiller pendant les travaux et à la livraison que le projet réalisé correspond aux objectifs initiaux.

Formation "sur-mesure"

Le Grand Est veut former jeunes... et moins jeunes, en s'adaptant aux besoins réels de chacun. Explications.

La région Grand Est a pris à bras-le-corps les aspects de la formation qui relèvent de ses compétences, tout en multipliant les initiatives qui dépassent ses prérogatives propres pour accompagner chacun le long de sa vie professionnelle. Dès février 2016, les élus ont réalisé un énorme travail de consultation des acteurs économiques régionaux, afin d'établir un état des lieux et des besoins en matière d'emplois et de formation dans les filières présentes sur le territoire.

"Pour asseoir ses axes d'action, le Grand Est a établi des Contrats d'objectifs territoriaux (COT) coconstruits avec les acteurs régionaux depuis février 2016", explique **Véronique Marchet**, élue rémoise désormais présidente de la commission en charge de la formation professionnelle pour le Grand Est. "Après des centaines de rencontres avec toutes les parties prenantes de l'économie dans la région, sept secteurs nous sont apparus prioritaires : l'agriculture-viticulture, les métiers du paysage et du bois, la construction et les travaux publics, les logiciels et les services numériques, le sanitaire et le social, l'artisanat et l'industrie. Or si ces secteurs sont clés pour l'économie régionale, ils représentent aussi des enjeux de formation pour nos jeunes... et moins jeunes car ils recèlent aussi des opportunités de trouver un emploi à tout âge, dans le cadre d'une réorientation professionnelle par exemple". La Région peut désormais s'appuyer sur un tableau clair de ses 43 bassins d'emplois, aux contours naturellement très variés.

Développer une politique de formation régionale, cela commence évidemment par les lycées. Le Grand Est y affiche une volonté de rénover les bâtiments : le plan lancé dès 2015 concernera 85 nouveaux lycées cette année. Il s'agit d'améliorer leur rendement énergétique et d'y installer de nouveaux équipements pour les

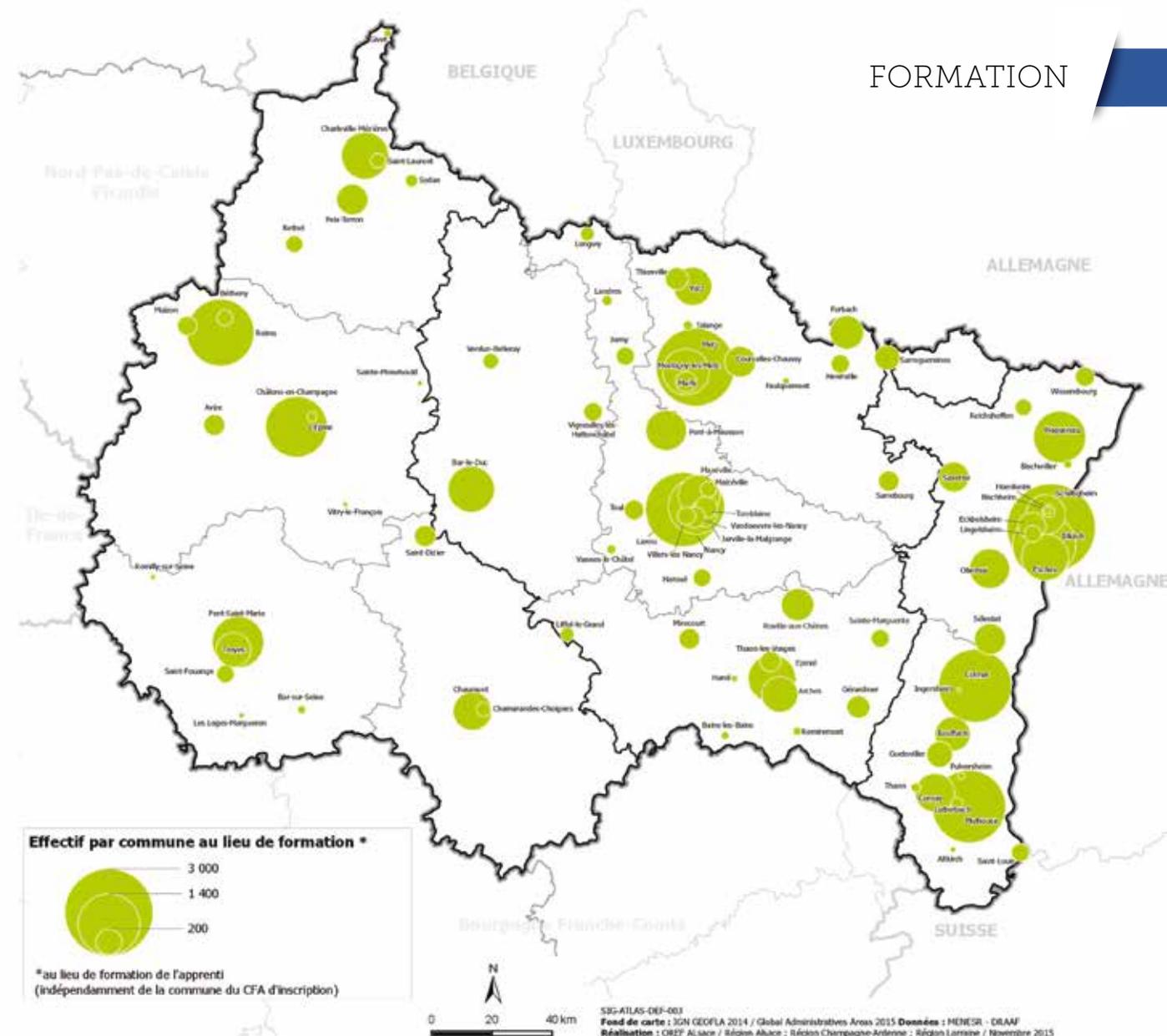
enseignements technologiques. En parallèle, de nombreuses initiatives sont lancées pour inciter les usagers à y vivre plus "durablement", par une gestion écologique des espaces verts ou l'incitation à plus d'activité physique par exemple. Récemment, suite à un appel à projet national, la Région s'est aussi engagée à lutter contre les pertes et les gaspillages alimentaires dans ses cantines : pendant l'année scolaire 2017-2018, 50 lycées de la région mesurent et analysent leurs causes pour mettre en place des actions de prévention adaptées.

Passer au lycée 4.0

Pour 2018, le budget de fonctionnement des lycées atteindra près de 50 M€, une dotation encore calculée différemment sur les trois anciennes régions et qui sera harmonisée en

2019. De même, certaines aides spécifiques (comme les politiques d'aides au transport, à la restauration, à l'achat de manuels scolaires ou à l'équipement dans les sections professionnelles et technologiques) seront harmonisées à la prochaine rentrée scolaire via la future Carte Jeunes et le plan lycée 4.0 qui modifieront à coup sûr les "années lycée". Initié en juin et doté de 14 M€ sur 4 ans, le plan lycées 4.0 veut y développer les usages du numérique. Depuis la rentrée, cinquante établissements pilotes expérimentent ce concept de lycée connecté, qui se concrétise par une transition du manuel papier vers des ressources numériques, une aide à l'équipement informatique individuel des lycéens couvrant 50 % de la dépense pour 92 % des familles et un Espace numérique de travail (ENT) unique sur le Grand Est.

Véronique Marchet préside la commission en charge de la formation professionnelle pour le Grand Est.



La carte des Centres de formations d'apprentis dans le Grand Est.

Adapter les formations supérieures à la demande

Dans les territoires, les entreprises peinent parfois à recruter les personnes disposant de compétences de haut niveau adaptées à leurs besoins. Dans le Grand Est, le tissu industriel de la région, passé, présent et en devenir, confère à cette difficulté une intensité particulière. Les cinq universités du territoire participent naturellement à l'offre de formation de haut niveau, en lien avec la Région à travers des actions conjointes ou avec le soutien régional au campus européen *Eucor* par exemple. Mais ce sont vers les grandes écoles qu'une attention particulière s'est portée dès 2015, avec un "Pacte

ingénieurs" lancé en Alsace pour la période 2015-2019. Désormais, un "Pacte Grandes Ecoles", doté d'un budget dédié de 6 M€, est aussi en place sur les territoires lorrains et champardennais pour la période 2017-2019. L'objectif est de faire émerger là aussi des initiatives de formation contribuant à l'innovation et au développement dans les entreprises, avant d'adopter une démarche harmonisée à l'échelle du Grand Est en 2020. Car, comme l'a démontré l'exemple alsacien, au-delà de formations mieux adaptées aux besoins, c'est une réelle synergie écoles-entreprises qui naît d'une formation intégrant les besoins d'innovation des entreprises.

Apprendre autrement : l'apprentissage

À l'Est de la France, on pratique volontiers une autre voie de formation en lien fort avec l'entreprise via l'apprentissage, à tout niveau de formation. Si cette tradition peut être liée à la proximité de l'Allemagne où l'apprentissage est très répandu, elle est aussi le fruit d'une politique régionale volontariste en place depuis longtemps. Il faut d'abord convaincre les jeunes (et leurs parents), mais aussi proposer une information solide aux professionnels qui les conseillent dans leur orientation. C'est donc une grande campagne de dépoussiérage de l'image de l'apprentissage qui a été organisée.

» En 2017, 38.500 jeunes sont en apprentissage dans le Grand Est, dont un tiers de filles, dans 1.900 formations. Et la région Grand Est vient d'être retenue pour expérimenter le relèvement à 30 ans de l'âge limite d'entrée en apprentissage. Objectif : 2.000 apprentis de 26 à 30 ans dans les CFA du Grand Est au 31 décembre 2019.

Mais une politique de l'apprentissage ne s'improvise pas. Et c'est ce que rappelaient récemment **Jean Rottner**, président du conseil régional, et **Bernard Stalter**, président de la Chambre Régionale des Métiers du Grand Est, dans une lettre ouverte à **Muriel Pénicaud**, chargée par le Président de la République de conduire la prochaine réforme de la Formation professionnelle, de l'assurance chômage et de l'apprentissage. Ils y soulignent l'énorme travail de proximité réalisé en amont des décisions dans la région, et la nécessité de s'appuyer sur un réseau de développeurs de l'apprentissage en lien avec les acteurs de terrain pour faire vivre un tel dispositif.

Le "plan 500.000" et ses suites

Cette lettre souligne également l'importance de ne pas séparer les parcours de formation initiale et de formation professionnelle continue pour tenir compte du fait que chacun aura de plus en plus à se former tout au long de la vie. Un besoin bien réel auquel le Grand Est a participé activement via le Plan 500.000 formations, en signant la convention de partenariat avec l'État dès le 18 mars 2016. Premier signataire, il s'engageait alors à passer de 50.000 entrées en formation prévues pour les demandeurs d'emploi, à 75.000. La Région avait alors maintenu les 191 M€ qu'elle entendait investir pour les 50.000 formations habituellement proposées, en partenariat avec Pôle Emploi. Et bénéficié de 75 M€ supplémentaires de l'État pour financer 25.000 formations individuelles supplémentaires, dont 5.000 formations longues, destinées aux personnes les plus éloignées de l'emploi, en parallèle de 20.000 formations plus courtes via Pôle Emploi. »



Le lycée Sévigné à Charleville-Mézières.



Le lycée Freyssinet de Verdun.

Kits pédagogiques pour mieux orienter

L'un des points clés pour les jeunes qui préparent leur avenir est de trouver leur voie. Pour accompagner cette étape parfois délicate qu'est l'orientation, la Région soutient des manifestations et la création d'outils de communication depuis 2014, dans le cadre du Service Public Régional de l'Orientation (SPRO). Elle a décidé d'aller plus loin en accordant, le 17 novembre, 350.000 € aux actions de promotion des métiers réalisées par les acteurs du territoire (160 k€) et via un Contrat d'objectifs et de moyens 2018-2020 (190 k€) signé avec l'Office national d'information sur les enseignements et les professions, plus connu sous son acronyme d'Onisep.

L'enjeu est d'anticiper les métiers et compétences requises sur le territoire pour permettre aux jeunes de choisir la bonne formation puis accéder à l'emploi, en veillant à une égalité territoriale. En plus des actions traditionnelles d'information, cela permettra par exemple une animation "L'agriculture recrute" dans les foires de Châlons-en-Champagne, Strasbourg et Lunéville en 2018, des kits pédagogiques sur les secteurs régionaux qui embauchent ou des "salons en ligne" rassemblant informations, vidéos et possibilité d'échanger avec des professionnels par ordinateur interposé. //

L'ECAM Strasbourg-Europe : Au cœur de la région, au cœur de l'Europe

Fondée en 2009 à Schiltigheim, à dix minutes du centre de la capitale alsacienne, l'École Catholique d'Arts et Métiers Strasbourg-Europe est l'une des 210 écoles d'ingénieurs françaises habilitées à délivrer un diplôme d'ingénieur. Se consacrant à la formation d'ingénieurs généralistes, elle s'appuie sur des enseignements scientifiques et techniques pluridisciplinaires, associés à la prise en compte du facteur humain. Sa directrice générale Sonia Wanner insiste pour Régions Magazine sur les spécificités de son école.



Sonia Wanner

Régions Magazine : Une école au cœur de la région, qu'est ce que cela signifie ?

Sonia Wanner : Le schéma de formation que nous avons développé, complémentaire aux autres, consiste à donner à nos étudiants des compétences couvrant plusieurs disciplines, en tronc commun, leur permettant de traiter des sujets complexes et pluridisciplinaires. Cette dimension nous a amenés à nouer des liens très étroits avec les industriels de la région, intéressés par ce schéma. Le résultat est que notre modèle d'école est littéralement porté par des chefs d'entreprises régionales. 40% de nos enseignants sont des industriels en activité, présents dans notre établissement, et qui se dévouent à la formation concrète de

nos étudiants. Notre ancrage régional est donc très fort.

RM : Ces industriels tirent-ils bénéfice de ce fonctionnement ?

SW : Nous avons développé dès l'origine en contrepartie une plate forme professionnelle au sein de l'école, au service des entreprises qui envoient leurs salariés pour un complément de formation.

RM : Une école au cœur de l'Europe...

SW : Notre situation géographique répond à votre question. Cela se traduit par une grande proximité avec les industriels allemands, qui souhaitent recruter des Français capables de travailler chez eux. Nous avons en conséquence rendu obligatoire dans tout notre cursus la pratique d'une deuxième langue étran-

gère, en plus de l'Anglais, l'Allemand. 40% de nos cours sont donnés dans une langue étrangère. Sur l'un de nos cursus préparatoires, dès la deuxième année, nos étudiants passent une année complète en échange Erasmus, que ce soit en Allemagne, en Autriche, mais aussi en Belgique, en Espagne, en Estonie, en Bulgarie... Le but est qu'ils soient capables ensuite d'occuper des fonctions à l'international.

RM : Mais vous attachez également beaucoup d'importance à l'aspect humain de la formation ?

SW : C'est encore une de nos spécificités. Il n'y a pas dans nos préoccupations que l'immersion progressive des étudiants dans le monde du travail. Nous leur apprenons aussi à prendre des distances avec les aspects strictement professionnels de leur futur métier. Notre devise : "Le cœur, la Raison, l'Avenir". Car pour nous, la fonction d'ingénieur doit allier des compétences humaines fortes – exemplarité et solidarité – à des compétences techniques approfondies – responsabilité et discernement – afin de mener nos diplômés, à plus long terme, à l'autonomie et à l'excellence.

RM : Et ça marche ?

SW : Nous avons plus de demandes que de possibilités d'accueil... //



» Là encore, c'est grâce au travail de terrain commencé dès février 2016 que la Région avait pu ajouter rapidement de nombreuses nouvelles offres aux actions annuelles déjà établies. Dès avril, après auditions des branches professionnelles pour connaître leurs besoins et les opportunités d'emploi sur le territoire, elle présentait un plan précis et ciblé, coordonné avec Pôle Emploi, de 6.315 places de formation dont 2.458 formations en amont de la qualification (remise à niveau, validation de projet professionnel), 2.844 formations sur mesure pour répondre aux besoins des entreprises, 629 pour accompagner les métiers émergents localement et 384 formations en phase avec les besoins de recrutement des entreprises allemandes, luxembourgeoises et belges.

Bilan 2016 ? L'objectif des 75.000 formations dévolues au Grand Est a été pulvérisé : 96.295 formations concernant plus de 21 000 personnes ont été dispensées. Et pas question de flancher en 2017 : au 1^{er} trimestre, il devait y avoir 32.375 entrées en formation, et le conseil régional a décidé en mai dernier de consacrer 12,7 M€ supplémentaires pour y ajouter 8.500 places, dans le cadre d'un accord signé avec Pôle Emploi.

"L'attractivité d'un territoire passe par la formation", précise encore Véronique Marchet. "Mais nos actions ne sont pas envisagées comme des dispositifs dans lesquels il faudrait s'inscrire coûte que coûte : c'est aux personnes que nous nous intéressons, dans leur environnement, leurs parcours, leurs envies".

Véronique Parasote

La Région assure également les formations dans le domaine sanitaire et social, comme ici à Mulhouse.



© Grand Est, Jean-Luc Stadler



Le lycée Beaumont de Saint-Dié.

© Grand Est Pascal Botez



Le lycée Le Corbusier de Strasbourg.

© Grand Est Pascal Botez

L'alternance au CFA Banques d'Alsace, c'est...

- ▶ Une gamme de diplômes de Bac + 2 à Bac + 5 (BTS, Licence, Masters)
- ▶ plus de 200 apprenants
- ▶ 92 % à 96 % de réussite aux examens selon les diplômes*
86 % de taux d'intégration dans l'emploi**
- ▶ des professionnels du secteur bancaire au coeur du dispositif
- ▶ une pédagogie ambitieuse et homogène
- ▶ un accompagnement permanent des apprentis par des coordinateurs pédagogiques



réseau
CFA
BAN
QUES

L'École supérieure de la banque

* Promotion 2016 tous diplômes confondus - ** hors poursuite d'études - source : enquête CFPB menée 6 mois après l'examen

www.cfpb.fr/candidat-alternance
03 88 22 77 55 / 01 41 02 55 70



EN CHIFFRES

1,033 Md€

Le budget formation de la Région en 2017 (soit 37 % du budget) dont 499 M€ pour les lycées, 159,3 M€ pour l'apprentissage, 217,5 M€ pour la formation professionnelle, 104,5 M€ pour les formations sanitaires et sociales et 50 M€ pour l'enseignement supérieur

3

académies (Nancy-Metz, Reims et Strasbourg)

355

lycées (2.840 bâtiments et 5,2 millions de m² de surface)

218.000

lycéens

5

universités (Strasbourg, Mulhouse-Haute-Alsace, Reims-Champagne-Ardenne, Troyes et Lorraine)

200.934

étudiants

40

grandes écoles formant 28.000 étudiants à des diplômes bac+5 en sciences de l'ingénieur, commerce, art et architecture

17

IUT et 154 lycées proposant des sections BTS

38.500

jeunes en apprentissage (dont 33 % de filles et 33 % en post-bac) dans 1.900 formations

109

CFA

43.000

bénéficiaires de formation professionnelle continue en partenariat avec 180 organismes de formation.



© Grand Est Pascal Botez



Les CFA de Châlons-en-Champagne et de Charleville-Mézières.

L'EM Strasbourg Business School : environnement dynamique

Seule business school française calquée sur les modèles internationaux, l'EM Strasbourg forme ses étudiants pour qu'ils deviennent des managers performants et ouverts sur le monde. Composante d'une université reconnue pour son excellence, elle appuie ses programmes sur une recherche de qualité, et fournit tous les outils nécessaires à leur évolution dans des environnements complexes et variés. Elle s'est également donnée pour mission de transmettre ses trois valeurs : la diversité, le développement durable et l'éthique. Sa marque : **be distinctive**



31 formations de bac+3 à bac +8

L'EM Strasbourg est affiliée à l'Université de Strasbourg, l'une des plus importantes de France en nombre d'étudiants et de personnels. Cette localisation géographique, en plein cœur de la capitale alsacienne, ville européenne, dynamique et transfrontalière, offre à l'école un environnement de choix, et constitue un atout important sur le plan économique comme sur le plan pratique.

L'école, avec ses 20200 m² de locaux qui lui permettent d'accueillir plus de 3300 étudiants, est pleinement intégrée au campus de centre ville de l'Université, et bénéficie des infrastructures de cette dernière. Elle est très facilement accessible, grâce au train, au tram, et... au vélo !

Les 31 formations qu'elle assure vont de bac +3 à bac +8. Les disciplines enseignées sont très variées, puisqu'elles vont des achats et logistique aux systèmes d'information, de l'audit–contrôle–finance au management généraliste et au marketing, de la relation client–négociation–vente à l'événementiel, de l'entrepreneuriat à la gestion de projets, du conseil aux ressources humaines, en passant par le développement durable, la santé et le tourisme. La palette est large, et n'oublie pas la recherche, puisque l'école compte deux laboratoires dans lesquels sont intégrés plus de 70 enseignants-chercheurs.

Très attentive à l'insertion de ses étudiants dans la vie professionnelle, l'EM Strasbourg fait appel à 400 cadres d'entreprises, impliqués dans l'enseignement et la sélection des candidats. Elle s'appuie sur un réseau de plus de 200 entreprises partenaires et 18000 diplômés, tous très actifs. L'EM Strasbourg organise chaque année un salon de recrutement, le "Career Fair", où se pressent des dizaines de grandes entreprises et de PME, venues proposer stages, apprentissages, et emplois.

Enfin, très en pointe dans l'innovation pédagogique, l'école développe un ensemble d'activités pour soutenir le développement professionnel et conduire les étudiants à "apprendre" autrement.

Ainsi a-t-elle fait l'acquisition d'un équipement interactif, "Quizzbox", pour changer les postures actuelles, faire passer l'étudiant de simple spectateur à acteur de son propre apprentissage, en stimulant sa participation lors de l'enseignement. //



plus de 3300 étudiants dans un

"La quête de sens dans une carrière, phénomène nouveau par son ampleur et sa précocité"

Herbert Casteran est le directeur de l'EM Strasbourg Business School, qui se veut "distinctive" c'est-à-dire différente des autres écoles de management. Après avoir été douze ans chef d'entreprise dans le Conseil-Marketing, il a choisi, la quarantaine venant, de donner à sa carrière une toute autre orientation, et de devenir enseignant chercheur. Il met son expérience et son dynamisme au service des étudiants.

Régions Magazine : Que mettez-vous précisément derrière la devise de l'EM Strasbourg, "be distinctive" ?

Herbert Casteran : Nous voulons offrir à nos étudiants une véritable personnalisation de l'enseignement. Autrement dit, nous nous attachons à mettre en valeur la personnalité de l'étudiant au delà de l'enseignement qu'il reçoit. C'est ce que nous appelons le "parcours pro-perso", qui a pour but, à travers des entretiens et des tests, de déterminer la personnalité de chacun, d'envisager son évolution, et de mesurer son adéquation avec le projet qu'il porte. Voilà ce qui nous distingue.

RM : Cette démarche s'inscrit-elle dans une réflexion sur l'état de la société, et du marché du travail ?

HC : C'est exactement ça. Le marché du travail évolue à grande vitesse. Savez-vous que d'après une étude Deloitte, dans cinq ans, c'est-à-dire demain, 50% des métiers alors proposés n'existent pas aujourd'hui ! C'est pourquoi l'ambition de l'EM Strasbourg est non seulement que nos diplômés soient immédiatement opérationnels, mais aussi qu'ils aient la capacité de faire, longtemps après leur sortie de l'école, les choix qui détermineront la suite de leur carrière. Nous avons donc décidé de suivre



Herbert Casteran

nos diplômés pendant cinq années après leur diplomation, grâce à des ateliers collectifs ou à des entretiens personnels avec nos coaches. Cet accompagnement est gratuit.

RM : Cela fonctionne déjà ?

HC : Nous avons lancé cette opération en septembre. Le principe est simple : nous leur disons "Vous vous posez des questions face à des situations que vous ne parvenez pas à maîtriser, ou sur lesquelles vous avez besoin d'éclairage, revenez vers nous, nous allons vous aider dans vos choix et à prendre du recul". Il ne s'agit pas seulement de trouver une solution à des problèmes concrets ou matériels, mais aussi de répondre à des in-

terrogations comme celle-ci : "J'ai un bon emploi, un bon salaire, mais ce que je fais a-t-il un sens ?". Cette quête de sens est un phénomène nouveau par son ampleur et sa précocité. Désormais elle peut intervenir, manifestement, dès trois années après l'obtention du diplôme. Il se passe quelque chose auquel l'EM Strasbourg se doit de répondre...

RM : ... un peu ce que vous avez vécu vous-même ?

HC : Oui. J'ai eu un jour l'impression d'avoir fait le tour de mon métier, et j'ai voulu aller vers autre chose. Mais j'étais plus nettement avancé dans mon parcours. //

EM Strasbourg : 0,14% du PIB alsacien

Herbert Casteran est l'auteur d'une étude originale portant sur l'impact de l'EM Strasbourg sur l'économie régionale et même nationale. Elle démontre en détail que l'école représente en demande et en offre un montant global de 79064 k€ pour l'Alsace, et 96103 k€ pour la France. L'école permet indirectement la création de 814 emplois en France, dont 660 en Alsace. Cette activité représente 0,14% du PIB alsacien.

Smurfit fait un carton

Epernay, Tours-sur-Marne, Rehel : Smurfit Kappa France est connue dans la région pour ses usines de cartonneries. Son site d'Epernay est le seul en France à produire le fameux Bag-in-Box®...



La fabrication du Bag-in-Box® sur le site d'Epernay.

A amusant paradoxe. On ne peut pas mettre de champagne dans le Bag-in-Box® (BIB) mais c'est à Epernay, capitale du champagne, que se trouve la seule usine de fabrication française de cet emballage révolutionnaire. Comble du paradoxe au pays de la dive bouteille, Smurfit Kappa Bag-in-Box® est le leader européen (2^{ème} dans le monde) pour cette activité qui célèbre cette année ses quarante ans d'existence à Epernay.

Inventé aux Etats Unis en 1955, le BIB ou poche à vin est une outre en plastique, munie d'un robinet et emballée dans un carton. Elle permet de conserver et transporter tout liquide sans bulle, en particulier le vin. Son histoire française commence dans la Marne en 1977, quand la cartonnerie Socar Gobain décide de se diversifier en rachetant la licence du Bag-in-Box®

aux Etats-Unis (tombée depuis dans le domaine public). "Entre 1977 et 1978, 400.000 BIBs sont vendus, un succès foudroyant pour l'époque. Ce produit est tellement porteur qu'un nouveau département est créé au sein de l'usine afin de développer la production et la conception", explique-t-on à la division Bag-in-Box®.

En 1995, **Socar Gobain** vient d'être rachetée par **Jefferson Smurfit**, un groupe irlandais. Une nouvelle usine est construite ; les activités cartonnerie et Bag-in-Box® sont séparées. Devenue **Smurfit Kappa** en 2005, la nouvelle société conserve cette organisation. Sur le site industriel d'Epernay, les activités sont séparées en deux divisions : Smurfit Kappa France pour la cartonnerie (203 emplois en 2017) et Smurfit Kappa Bag-in-Box® (280

emplois). En 2012, un programme d'investissement a été mis en œuvre pour agrandir l'usine d'Epernay et augmenter sa capacité de production. Une chose est sûre, le marché du vin qui a mis en avant le concept, détient la plus grande part de marché. "Le robinet Vitop (acquis en 2005) a fait notre succès", explique-t-on du côté de l'entreprise. "En ne laissant pas entrer l'air, il a permis de faire un bond dans la qualité". La révolution se fait progressivement chez les cavistes. Graves, Crozes-Hermitage, Côte-Rôtie... De grands noms s'associent peu à peu à ce contenant populaire qui "ne prétend pas faire vieillir le vin, mais peut le conserver 6 à 8 semaines au minimum". Ces vingt dernières années, la part de marché du BIB a connu une croissance annuelle de 6 %.

Pas le vin d'Alsace...

Le Bag-in-Box® propose des contenants de 1,5 litre jusqu'à 1.000 litres pour un réseau industriel. A Epernay, seuls les contenants de 1,5 litre à 20 litres sont fabriqués ; les autres le sont à l'étranger, Allemagne, Argentine... Huit sites de production emploient 800 salariés dans le monde. Ultime paradoxe pour le Bag-in-Box® à l'échelle régionale : comme le champagne, les vins d'Alsace ne peuvent être emballés sous Bag-in-Box®. Cette fois non pour des raisons techniques, mais législatives. L'Alsace est la seule région viticole à avoir l'obligation de mettre son vin en bouteille depuis 1972. //

Nathalie Diot

Pas seulement pour le vin...

Ce mode de conservation représente aujourd'hui 39 % du volume de vin vendu en grande distribution. Les marchés sont surtout situés dans le sud de la France, la région bordelaise, le Languedoc, l'Allemagne, l'Europe centrale, la Scandinavie. La consommation de vin en Bag-in-Box® atteint ainsi 60 % en Norvège ! Par ailleurs, une large gamme d'applications existe dans l'industrie agroalimentaire ainsi que dans l'industrie chimique et pharmaceutique : le produit peut transporter tout type de liquide, alimentaire ou non. Par exemple, la Pologne consomme le jus de pomme uniquement sous cette forme d'emballage. Jus de fruit, lait, œufs liquides, huile, eau et même... huile de moteur constituent autant de marchés porteurs. //



Les jeunes apprentis qui ont représenté le Grand Est aux Olympiades des Métiers à Abu Dhabi, en compagnie de la vice-présidente du conseil régional Atissa Hibour : une magnifique illustration de la jeunesse régionale !

La jeunesse, pépite régionale

Quatrième région la plus jeune de France, le Grand Est a élaboré une stratégie spécifique en direction des 15-29 ans.

Le Grand Est compte environ un million de 15-29 ans sur ses 5,5 millions d'habitants, ce qui en fait la quatrième région la plus jeune de France. Le conseil régional mesure donc toute l'importance d'une vraie politique dédiée à la Jeunesse : en 2016, évaluations et visites de terrain ont été multipliées avant de mettre en place un vaste dispositif transversal pour les moins de 30 ans, qu'ils soient lycéens, étudiants, apprentis, employés ou en quête de ce que sera leur avenir professionnel.

La politique finalement retenue sur l'ensemble du Grand Est comprend l'élargissement d'actions déjà en cours ici ou là avant la fusion, et des initiatives nouvelles. Avec un budget de 19 M€ en 2017, elle se décline en quatre défis qui constituent autant d'axes d'intervention.

Le premier est **de favoriser l'insertion professionnelle**, en valorisant par exemple les compétences infor-

melles et en facilitant le logement des jeunes en mobilité professionnelle via 15 plateformes sur le territoire. Cet axe est consolidé en amont par un ensemble d'initiatives pour **l'encouragement et le soutien à l'entrepreneuriat des jeunes**, via notamment le dispositif "mini-entreprises".

Troisième volet d'actions, **l'encouragement des jeunes à se mobiliser pour l'engagement et la citoyenneté** via un soutien au service civique au sein des antennes locales de la région et en milieu rural, ou des aides pour leurs associations. Un conseil régional des Jeunes du Grand Est a été mis en place pour faire remonter leurs attentes aux aînés et prendre une part décisionnaire à l'utilisation du budget régional : dorénavant, ce sont les Jeunes Conseillers qui décideront de l'attribution des 200.000 € alloués à l'aide régionale aux initiatives "Expériences de Jeunesse" (lire en pages suivantes).

Quatrième volet d'initiatives, **l'élargissement des horizons** ! Après avoir harmonisé les dispositifs de mobilité internationale pour les lycéens et étudiants du Grand Est en favorisant l'apprentissage transfrontalier par des bourses d'étude complémentaires, le conseil régional a aussi décidé d'intervenir dans un élargissement des horizons côté culture et sport, par exemple à travers la Carte Jeunes qui sera mise en place en avril 2018.

Avec une politique à 360° qui vient compléter "dès que l'occasion se présente" les dispositifs entrant dans les compétences régionales *stricto sensu*, la vision de la Région rejoint celle des jeunes : dépasser les limites héritées des habitudes ! //

Véronique Parasote

Trois exemples de "jeunes Talents"

Les Trophées "Grand Est Jeunes Talents" ont distingué vingt jeunes de 15 à 29 ans pour leur esprit d'innovation, leur créativité, leur curiosité, leur engagement ou leur excellence. Portraits.

Théo le nageur



Amputé des quatre membres à six ans suite à une méningite bactérienne foudroyante, **Théo Curin** (17 ans, Meurthe-et-Moselle) croise quelques années plus tard Philippe Croizon, le nageur handisport salué pour sa traversée de la Manche à la nage en 2012. Celui-ci lui transmet son goût pour la natation... et les défis. Intégré au Pôle France Handisport Natation de Vichy, Théo s'entraîne au moins trois heures par jour, en plus de sa journée scolaire en Terminale S. Et le palmarès du jeune Lunévillois est déjà impressionnant ! Plusieurs fois champion de France au 50 mètres, il est aussi vice-champion d'Europe et 4^{ème} au Jeux paralympiques de Rio en 2016 au 200 mètres nage libre. Avec lui le jury s'est jeté à l'eau... /

Justine chef d'entreprise



Après un Bac Techno de management et gestion en 2015 et une année de BTS, **Justine Lemoine** (21 ans, Haute-Marne) a trouvé un premier emploi tout en passant un CAP petite enfance. Mais son ambition était de créer sa propre entreprise. C'est chose faite depuis octobre : la voilà à la tête de l'espace de jeux D'JUDE PARK où elle a installé des structures pour tous les âges (y compris les adultes), et un jeu interactif où les enfants sont eux-mêmes les acteurs. Pour mener à bien ce projet qui représente un investissement de 250.000 €, elle a sollicité la CCI de Chaumont pour une étude de marché, puis le maire de Langres et le sous-Préfet pour obtenir leur soutien. Ils ont bien fait d'y croire ! /

Alexis l'homme de spectacles



Président de l'association Studio Ardennais, qu'il a créée à l'âge de 16 ans, **Alexis Woirin** (19 ans, Ardennes) multiplie les événements qu'il crée et organise pour promouvoir les artistes locaux : après une soirée cabaret pour 500 personnes en 2014 et plusieurs concours de chant, dont un en partenariat avec The Voice, il vient d'organiser le concours *Arden Talents Show*. Et il monte aussi sur les planches à l'occasion, avec son propre One Man Show humoristique. Il sortira aussi début 2018 un court-métrage sur le harcèlement scolaire, *Laura*, qui sera projeté dans des collèges et lycées, avant débat et atelier théâtral de son cru, et accessible sur le web. /

"Impliquer tous les acteurs régionaux"

Vice-présidente *Jeunesse et Orientation, Engagement, Citoyenneté et Démocratie territoriale du Grand Est*, **Elsa Schalck** est aussi, à 30 ans, avocate et conseillère municipale de Strasbourg depuis 2014. Elle répond à *Régions Magazine*.

RM : Que représentent les "Actions Jeunesse" dans les compétences régionales ?

ES : Le Grand Est intervient sur ses compétences régionales, transport, formation, lycées... mais dans chacune, nous veillons à prévoir des volets spécifiques pour les 15-29 ans, pour les accompagner dans leur parcours vers l'autonomie, quel que soit leur statut professionnel ou scolaire.

RM : Avec quels axes prioritaires ?

ES : Nos actions représentent une multitude de "coups de pouce", pour soutenir la mobilité étudiante ou professionnelle par exemple. Mais nous voulons aussi promouvoir la citoyenneté en appelant les jeunes à participer à la vie collective et associative. Et à être ouverts et tolérants comme le revendique le "Mois de l'Autre" qui en est à sa 14^{ème} édition...

RM : A qui sont lancés les "quatre défis" qui constituent votre programme ?

ES : Le terme "défi" est un appel à tous : un défi se relève, et en l'occurrence collectivement. Nous voulons impliquer tous les acteurs régionaux dans ces actions, élus, entreprises, formateurs... et les jeunes eux-mêmes. Nous voulons "faire avec eux", en leur adressant un message de confiance, en faisant preuve à leur égard d'une attention particulière.. /

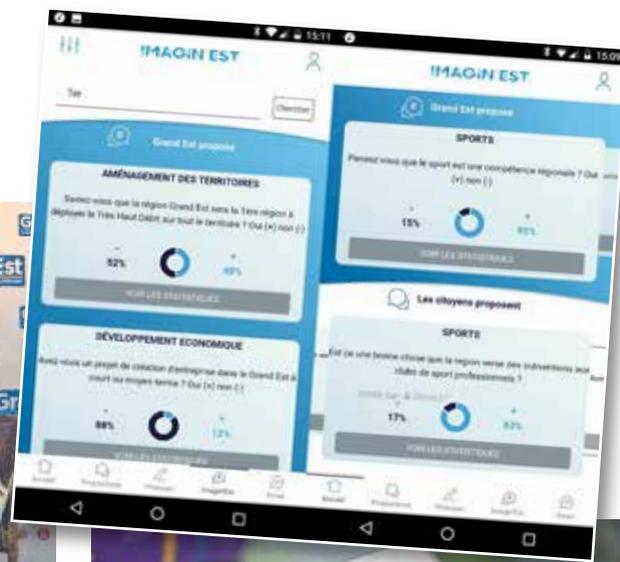
Propos recueillis par Véronique Parasote



Elsa Schalck, vice-présidente Jeunesse et Orientation, Engagement, Citoyenneté et Démocratie territoriale du Grand Est.



Exemple de page de l'application *Imagin'Est*. Lancement par Philippe Richert, alors président de Région, en compagnie des deux vice-présidentes Valérie Debord et Elsa Schalck, et du cofondateur de l'application Bobby Demri.



Un laboratoire de démocratie territoriale

L'exécutif régional entend faire du Grand Est un modèle de dialogue avec les habitants. Et veut favoriser la naissance d'une "jeunesse citoyenne". Démonstration.

Il y a une chose qu'il ne faut pas oublier à propos de notre région : 41% de ses électeurs se sont abstenus lors du dernier scrutin régional. Quand elle se lance dans sa plaidoirie en faveur de la politique de citoyenneté, M^e **Elsa Schalck**, jeune et brillante avocate pénaliste au Barreau de Strasbourg dans le civil, mais vice-présidente du conseil régional dans la vie publique, ne manque pas d'arguments. Il faut dire que sa délégation englobe à la fois la Jeunesse et l'orientation (*lire pages précédentes*), mais aussi "l'engagement, la citoyenneté et la démocratie territoriale". Et de poursuivre : "il est donc fondamental de resserrer les liens avec les citoyens, en intéressant les habitants du Grand Est à la vie de leur région et à l'activité du conseil régional". Facile à dire, plus difficile à faire, à l'échelle d'un territoire grand comme deux fois la Belgique.

Et pourtant, dans ce domaine, les élus de l'est de la France ne manquent pas d'idées. A commencer par *Imagin'Est*, une application originale, voire même unique en son genre, la première "application de démocratie participative développée sur un territoire". De quoi s'agit-il au juste ? D'abord, pour la mettre au point, le conseil régional a passé contrat avec GOV@, la célèbre application qui donne "la météo de l'opinion", lancée par deux jeunes Français en 2014, et qui permet – entre autres - de noter quotidiennement les hommes politiques. La déclinaison régionale "made in Grand Est" pose des questions liées aux rôles et compétences de la Région. L'idée est de demander leur avis aux citoyens, "afin de construire et d'adapter nos politiques publiques, afin d'améliorer le service rendu aux citoyens", explique Elsa Schalck. Par exemple, la Région, via *Imagin'Est*,

pose une question comme : "voulez-vous que la Région participe à l'édition d'un guide des marchés de Noël sur tout le Grand Est ?" L'application permet de suivre en direct les résultats du vote, la répartition par âge, par sexe, et même par département : au moment où nous avons assisté à ce test, ce sont prioritairement les Hauts-Marnais qui souhaitent la parution d'un tel guide ! Les questions peuvent concerner l'agriculture et l'alimentation ("Donnez-vous la priorité à des produits de votre territoire quand vous faites le marché ?"), ou encore les transports ("Trouvez-vous les transports inter scolaires adaptés à vos besoins ?"). Mais elles peuvent également être posées par les internautes ("Est-ce une bonne chose que la Région verse des subventions aux clubs sportifs professionnels ?") Lancée le 27 mars dernier par **Philippe Richert** en présence d'un

des cofondateurs de GOV@, **Bobby Demri**, *Imagin'Est* a bénéficié d'un démarrage correct, sans plus. "Mais il faut laisser aux citoyens le temps de s'approprier l'outil, il faut aussi que nous communiquions davantage sur cet instrument de démocratie participative", admet Elsa Schalck, pleine d'espoir toutefois pour le succès à terme de l'opération.

72 jeunes conseillers régionaux

Une autre initiative encore plus tangible, c'est le conseil régional des jeunes, installé le 4 novembre à la Maison de la Région à Metz. 400 candidats sélectionnés sur dossier, devenus 72 "conseillers régionaux" après tirage au sort, en respectant scrupuleusement la parité hommes-femmes. Ils vont désormais siéger pendant deux ans dans une instance apolitique (l'une des conditions posées était qu'ils n'exercent pas de responsabilité au sein d'un parti ou d'un syndicat). "Notre première surprise, avoue Elsa Schalck, c'est que pour ces jeunes de 15 à 29 ans, le Grand Est soit devenu très vite une réalité tangible : la plupart d'entre eux ont déjà "voyagé" d'une des anciennes régions à l'autre, soit pour

leurs études, soit pour trouver un travail..." Et dans la région, ils sont un million dans cette tranche d'âge... Dès leur première session, les néo-conseillers régionaux ont planché sur quatre thèmes : connaître le Grand Est, le conseil régional et les compétences des Régions ; la politique jeunesse de la Région Grand Est ; le rôle du conseiller régional et le fonctionnement du conseil régional des jeunes du Grand Est. Et enfin un zoom sur le dispositif "Expériences de jeunesse". Il s'agit d'une aide régionale destinée aux jeunes engagés sur un projet d'engagement citoyen, ou porteurs d'un projet professionnalisant. "C'est leur premier pouvoir

décisionnel, précise Elsa Schalck. Ils peuvent accompagner un projet, le soutenir en le faisant bénéficier d'une enveloppe de 2.000 €. Une vraie responsabilité d'élus". Enfin, ces différentes initiatives ne doivent pas faire oublier la plus importante : la création de douze agences territoriales représentant le conseil régional au plus près des territoires. Outre leur mission technique, les Maisons de la Région jouent un rôle indispensable de proximité, d'explication de contact avec les citoyens. Incarnant elles aussi la démocratie participative. ■

Philippe Martin

Première session pour le conseil régional des jeunes du Grand Est, à Metz.



© Pascal Bodez - région Grand Est

Le Très Haut Débit à la campagne



Comme Eguisheim, 90 % des communes du Grand Est ont moins de 2.000 habitants et ne pouvaient espérer une couverture THD dans un délai raisonnable sans l'intervention de la Région.

Les villages alsaciens commencent à bénéficier de la fibre optique. Mais qu'est-ce que cela change dans la vie des habitants ?

Ca y est, les petits villages d'Alsace se connectent les uns après les autres à la fibre optique du réseau d'initiative publique (RIP) alsacien nommé Rosace, qui leur garantit à tous un très haut débit (THD) avant 2021.

Ce déploiement du THD dans les campagnes - en complément de l'investissement des opérateurs privés qui se limite aux zones urbaines denses - aura donc mis moins de cinq ans pour passer du stade d'une "décision conjointe du conseil régional d'Alsace et des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin" aux premiers raccordements, effectifs depuis le 1^{er} juillet 2017 à Eguisheim et dans huit autres communes alsaciennes. Et à peine

plus d'un an depuis que la concession a été attribuée au consortium d'entreprises Rosace qui y investit 450 M€ (dont 36 % d'apport public) pour ouvrir ensuite son réseau flambant neuf à différents fournisseurs d'accès.

Signe que ce projet était opportun et très attendu par les particuliers et entreprises, la commercialisation de la fibre optique depuis le 1^{er} juillet 2017, remporte un vif succès dans les premières communes concernées. "À Eguisheim, 35 % des prises raccordées ont déjà trouvé preneur (384 sur 990) précise-t-on à Rosace. Dans le village bas-rhinois de Limersheim, on affiche même déjà 44 % (149 sur 349) et ce n'est qu'un début :

globalement, 80 % des habitants se déclarent intéressés. Ce n'est au fond pas étonnant car dans beaucoup de villages en "bout de ligne", il s'agit de passer d'une connexion ADSL de 2 mégabits/seconde, voire moins, à une fibre optique permettant 100 mégabits/seconde..."

Dans le quotidien des habitants, cela change bien sûr les pratiques de loisirs, en rendant envisageable de regarder des vidéos ou rediffusions télé (replays) en ligne. Mais l'impact du réseau va bien au-delà. Car pour un usage professionnel sur ces territoires aussi charmants qu'isolés, l'arrivée de la fibre est parfois une question de survie, ou au moins de bonne santé, des entreprises.

Le premier nœud de Raccordement Optique du réseau 100 % fibre optique de Rosace pendant sa mise en place à Rouffach. Il desservira à terme les villages de Biltzheim, Eguisheim, Gueberschwihr, Gundolsheim, Hattstatt, Herrlisheim-près-Colmar, Husseren-les-Châteaux, Munwiller, Niederhergheim, Niederentzen, Osenbach, Oberentzen, Oberhergheim, Obermorschwihr, Pfaffenheim, Rouffach, Rustenhardt, Soultzmatt, Voegtlinshoffen et Westhalten.



Gérer son entreprise connectée

Depuis Eguisheim, Brice Johner peut désormais gérer son site de e-commerce monjardinbio.com en y plaçant ses fiches produits et images "sans attendre des heures". Et Céline Metz, qui gère le domaine viticole Hubert Metz à quelques kilomètres de là, attend avec impatience que la fibre optique arrive à Blienschwiller pour intensifier la présence de ses vins et crémants sur la toile, et pour gérer l'ensemble de son domaine.

Il est bien sûr trop tôt pour mesurer l'ensemble de l'impact économique de l'arrivée du THD dans les campagnes alsaciennes. Mais parier qu'il sera notable n'est pas prendre un grand risque ! Surtout quand on a déjà des exemples très concrets, issus de la réalisation de réseaux fibrés ponctuels par la région Alsace dès 2004, en délégation de service public.

L'une de ces Zones d'Activités Numériques, à Rouffach, a attiré plusieurs entreprises et conforté la présence de celles qui s'y trouvaient, dont la société 3ma group. Née ici en 2006, cette entreprise de 200 salariés et 25 M€ de chiffre d'affaires, spécialisée dans la communication "tous canaux" et l'impression, a vu

À Rouffach, cela fait longtemps que l'entreprise de Davy Martin-Guillot bénéficie des bienfaits de la THD.



son besoin de connexion grandir au fil des années. Et si elle fait désormais transiter chaque jour au moins 500 Go de données sur ses 130 serveurs informatiques de Rouffach, les laisser "à la campagne" n'a été possible que grâce à l'installation d'un réseau THD. "Nous avons des locaux en Alsace (à Rouffach et Erstein) mais aussi une agence à Paris, explique Davy Martin-Guillot, directeur de la stratégie digitale de 3ma group. Au moment de restructurer nos activités il y a une dizaine d'années, nous voulions garder notre siège et l'essentiel de l'activité à Rouffach. Mais sans l'arrivée de la fibre

optique, nous aurions dû quitter le village pour installer nos serveurs dans une grande ville... alors que nous y avions déjà 7.000 m² de locaux".

De "zones ponctuelles hors grandes villes" à toute l'Alsace, le "THD à la campagne" devient donc une réalité : sur les 377.000 prises programmées, 15.000 seront déjà commercialisables d'ici fin 2017, et aux fournisseurs d'accès engagés dès le départ (Vialis, Coriolis, Wibox, ComCable, K-Net, LA FIBRE videofutur) s'ajoutent peu à peu les grands du secteur : Bouygues a ouvert le bal mi-novembre !

Véronique Parasote

Ça n'a pas fini de "fibrer" à l'Est !

Après 696 petites communes alsaciennes connectées en THD d'ici 2021, la prochaine étape est le Très Haut Débit dans l'ensemble des campagnes du Grand Est ! Un programme pour lequel la Région a reçu le Trophée de l'Innovation Régions Magazine 2017 dans la catégorie stratégie numérique (lire dans le numéro principal).

Le conseil régional a lancé fin 2016 le déploiement d'un RIP sur 3.600 nouvelles communes, dans les sept départements de la région où des zones rurales restent à équiper de fibre optique. Le délégataire de service public désigné en juillet - un groupement de sociétés œuvrant désormais sous le nom de Losange - s'est lancé dans la conception et les travaux dans les Ardennes, l'Aube, la Marne, la Haute-Marne, la Meurthe-et-Moselle, la Meuse et les Vosges.

"La Région a rempli sa mission de service public en facilitant ce déploiement du THD sur tout le territoire du Grand Est", souligne Franck Leroy, vice-président du conseil régional en charge de la Cohésion territoriale. C'est une action majeure et structurante pour renforcer l'attractivité et la compétitivité".

Comme pour l'Alsace, ce nouveau projet suivra les priorités transmises par chacun des départements, en couvrant d'abord les zones n'ayant pas ou peu de connexion et les zones d'activités. Maintenant qu'ils savent faire... ce seront les dirigeants de Rosace qui mèneront aussi Losange.

Reste maintenant à faire le meilleur usage, et surtout le plus utile, de ces connexions à l'échelle d'une région. "C'est à nous de travailler sur les "smart-territoires", précise Lilla Merabet, vice-présidente désormais en charge (notamment) du numérique. Les déclinaisons sont innombrables : la mobilité (à travers l'intermodalité), la santé (télé médecine et télé assistance dans les villes moyennes et en secteurs ruraux), e-administration (avec une simplification des démarches), environnement (capteurs d'air hygrométriques dans les Vosges), tourisme (proposer directement des visites de caves aux touristes américains, gérer une application de cyclotourisme avec une "smart boucle"... La Région va observer de près, et évidemment accompagner, toutes les initiatives qui ne manqueront pas de naître. !

Divacore monte le son

La start-up lorraine s'attaque à des géants de l'audio nomade comme Sony. Et le succès est au rendez-vous !

La start-up messine Divacore a surmonté bien des difficultés pour imposer ses enceintes Bluetooth sur un marché du son nomade ultra concurrentiel, et rivaliser avec les géants Sony et Bose. Porté par **David Grasso**, "fan de musique et mélomane audio-ophile", aidé de **Jérémy Obriot**, ingénieur et designer, ce projet fou sur lequel pas un banquier ne voulait miser un euro a fini par séduire Bpifrance (Banque Publique d'Investissement) et quelques investisseurs privés convaincus par ce trentenaire audacieux et peut-être aussi un peu visionnaire.

Installée à l'espace TCRM-Blida à Metz, Divacore, créé en 2011, conçoit des enceintes connectées et des casques audio sans fil qui sont ensuite assemblés en Chine, le pays de l'électronique. "Trois de nos produits se sont classés en tête sur trois sites Internet différents. Notre enceinte Ktulu 2+ a été référencée numéro un sur le site 01.net et notre modèle de casque Addict a été décrit par Jidli comme l'exploit français !", indique **Linh Tran**, en charge du marketing.

Divacore, grâce à une seconde levée de fonds privés, en juillet 2016 est passé à la vitesse supérieure pour "démocratiser l'audio connecté", et même si la start-up lorraine ne peut rivaliser sur la gamme premier prix, elle a réussi néanmoins à se positionner sur le marché premium. "100.000 personnes sont aujourd'hui



L'équipe dirigeante de Divacore.

équipées de produits Divacore", auxquelles se sont ajoutés des sportifs, porte-drapeaux de la marque, comme le tennisman **Jo Wilfried Tsonga**, ambassadeur du nouveau casque HD de voyage baptisé "Hey By Jo".

Labellisée French Tech

Une visibilité ainsi accrue et renforcée par la signature de la charte FrenchTech, qui permet à la start-up d'être représentée dans une dizaine de grandes enseignes et ainsi pénétrer le marché français et anglais, porte d'entrée de l'Europe. Divacore dont l'ambition est

de s'imposer comme "le spécialiste français de l'audio nomade" a encore de nombreux projets dans les cartons. Après avoir planché sur les enceintes "multiroom", des enceintes hifi sans fil qui passent par la box et dont "le signal traverse les murs et les étages et peut aller jusqu'au fond du jardin", David Grasso s'attaque au marché des enceintes waterproof. Présent au Consumer Electronics Show de Las Vegas, La Mecque de l'électronique et de l'innovation début 2017, la start-up a déjà gagné ses galons de numéro un français. Et espère maintenant monter le son à l'échelle mondiale. **I**

Pierre Roeder

Récent vainqueur de la Coupe Davis, le tennisman Jo-Wilfried Tsonga est devenu ambassadeur de la marque.



Antipods s'offre une couverture nationale

Présenté au salon Ifa de Berlin en septembre dernier le casque "100 % sans fil" de Divacore, Antipods, a fait sensation. "La presse nous a classé devant Sony et tous les grands. On s'est même offert le luxe d'un lancement produit à la Apple en étant déjà en rupture de stock grâce aux précommandes", se réjouit David Grasso, le créateur de la société. De leur côté, les enseignes françaises ont joué le jeu avec une présence d'Antipods dans près de 3.000 points de vente répartis sur tout le territoire. "C'est la première fois que Divacore s'offre une couverture nationale". **I**



4 000 communes de la Région Grand Est couvertes en fibre optique en 2022

Les sociétés **NGE** et **Altitude Infrastructure**, avec la **Caisse des Dépôts** et le soutien de la **BEI**, déploient le Très Haut Débit pour la Région Grand Est, via les réseaux **Losange** et **Rosace**.



Le déploiement du réseau fibre optique **Losange** a débuté. D'ici à 2022, près de **1 000 000** de foyers et d'entreprises auront progressivement accès au Très Haut Débit dans les départements des Ardennes, de l'Aube, de la Haute-Marne, de la Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges.

Le déploiement de **Losange** :

-  **Favorise l'économie locale** par la sous-traitance de plus de **50** acteurs de proximité et la mobilisation de **7 000** emplois sur 5 ans.
-  **Œuvre pour l'insertion professionnelle et l'emploi** à hauteur de plus de **440** postes.
-  **Développe une véritable filière numérique régionale** impliquant la création de **3** sites de formation pour **2 250** jeunes formés aux métiers de la fibre optique.



UN AN APRÈS, ZOOM SUR LE PROJET ROSACE



Rosace œuvre depuis octobre 2016 à la couverture en Très Haut Débit de 500 000 foyers et entreprises en Alsace. Grâce à une dynamique de proximité, les premiers résultats sont prometteurs :

- ▶ **45 000** foyers éligibles à la fibre optique fin 2017
- ▶ **25%** des foyers éligibles ont déjà choisi la fibre
- ▶ **250** emplois créés
- ▶ Plus de **100** personnes formées chaque année au sein du centre de formation créé par Rosace et ses partenaires

Le bonheur est dans l'après



Dans le Grand Est, 80 % du territoire sont consacrés à l'agriculture ou à la forêt.

Avec 80 % de son territoire dédiés à l'agriculture et à la forêt, le Grand Est mise sur ses filières existantes mais entend surtout se projeter sur l'agriculture de demain.

Avec 50.000 exploitations et de nombreuses filières de production, le Grand Est apparaît incontestablement comme l'une des premières régions agricoles de France. Au-delà de ses produits les plus célèbres comme le champagne et les vins d'Alsace, bien d'autres occupent le premier rang national pour la production (en volume) comme le chou à choucroute, le céleri, la quetsche, la mirabelle ou la griotte. Le territoire compte aussi de nombreuses filières très actives comme l'horticulture et les céréales, et dispose de ressources forestières très importantes. A l'heure de la fusion, le Grand Est a donc dressé un état des lieux des différentes filières et des différentes politiques agricoles que menaient les trois anciennes Régions. Dès le début 2017, la Région a organisé des "Assises de l'alimentation". Pendant six mois, 800 acteurs ont ainsi été consultés, des producteurs aux distributeurs, en passant par les transformateurs. Ce qui a permis pour chaque d'élaborer une politique sur cinq ans, déclinée en "contrats de filière", pour faire converger l'offre et la demande à tous les niveaux.

En s'appuyant sur des Comités de filières, cette stratégie se construit autour de quatre priorités : **la compétitivité et la modernisation** de l'ensemble de la chaîne alimentaire ; **le positionnement sur le marché régional** (qui compte 5,5 millions de consommateurs, sensibles à l'origine

géographique de leurs achats) ; le développement de **l'exportation** ; **l'innovation** permettant aux exploitations de se développer et d'adopter des méthodes durables ainsi que l'installation des jeunes en agriculture et en viticulture.

Diagnostiques et ambitions bio

La Commission permanente du conseil régional, lors de sa réunion du 17 novembre dernier, a voté une aide de 26.386 € pour la réalisation de 31 diagnostics d'orientation et 17 prestations d'accompagnement stratégique. La Région a également attribué 233.000 € à 138 exploitations agricoles dans le cadre de la prise en charge d'une partie du financement de l'année blanche bancaire.

A noter également que dans le cadre des plans Ambition Bio mis en place en 2015, la Région, le réseau des producteurs bio (Groupement départementaux d'Agriculteurs Biologiques et Groupement Régionaux d'Agriculteurs Biologiques), le réseau des Chambres d'agriculture, les services de l'Etat et les Agences de l'Eau présentes sur les territoires prévoient des programmes d'actions en faveur du développement de l'agriculture biologique (2015-2020) et soutiennent une dynamique de progression de l'agriculture biologique. Dans le cadre des plans Ambition Bio, pour l'année 2017, 12 structures d'animation régionale et départementale dans le domaine de l'agriculture biologique ont été bénéficiaires d'un soutien régional à hauteur de 554.000 €. /

Sur les 1,4 milliard d'euros de fonds européens alloués au Grand Est pour la période 2014-2020, 650 M€ sont dédiés aux projets agricoles et au développement rural (FEADER). A l'échelle du Grand Est, cela représente un budget de 100 M€ par an, une somme conséquente... mais qui reste en dessous des besoins, notamment du fait de la crise subie par les agriculteurs et d'un important mouvement de conversion au bio (309 en 2016) qui n'a pas été suffisamment anticipé. En plus de ces fonds européens, la Région a donc décidé d'allouer des fonds propres à ces deux volets spécifiques.

Ainsi, 5 M€ ont été affectés à une aide d'urgence décidée début 2017 pour les exploitations régionales les plus en difficulté, en complément de la décision nationale d'"année blanche" permettant aux agriculteurs de différer leurs annuités bancaires (*lire en encadré*). Une intervention tripartite État-Région-banques pour laquelle il faut encore combattre une certaine lourdeur administrative... Par ailleurs, en septembre, la Région a également décidé d'attribuer 8 M€ supplémentaires aux exploitations en conversion au bio.

Se projeter dans l'avenir pour des filières très diverses, tout en répondant à l'urgence des situations délicates de certaines exploitations : voilà donc le double défi que doit relever le Grand Est pour profiter pleinement de ses immenses atouts agricoles, viticoles et forestiers... /

Véronique Parasote



Travail dans les champs...

Groupés, on est plus forts...

Le soutien à la filière fruits et légumes, et l'aide aux exploitations bio et aux investissements communs trouvent une parfaite illustration dans le soutien apporté par la Région à la Coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA) Terres vivantes du Haut-Rhin en septembre 2016.

Cette coopérative réunit les deux fermes, Mercier à Holtzwihr et Pulvermühle à Volgelsheim, deux exploitations maraîchères plein champs certifiées AB et "Fruits et légumes Bio d'Alsace", qui emploient cinquante personnes à elles-deux.

"Nous avons obtenu une subvention de 116.256 €, soit 40 % de l'investissement nécessaire pour trois lignes de conditionnement qui permettent désormais de centraliser le traitement des carottes, pommes de terre, céleris, navets, betteraves... produits par les deux exploitations", détaille **Eric Mercier**, trésorier de la coopérative.

"Avec ce soutien financier, nous avons pu investir sur des équipements communs qui permettent de laver et conditionner nos légumes pour les commercialiser aussi bien en vente directe qu'à des grossistes", souligne **Jacky Schmidt**, dont la ferme familiale est un pionnier du bio puisqu'elle s'y est engagée dans les années soixante ! /



... production de légumes bio, vente directe : nous sommes à la CUMA Terres Vivantes du Haut-Rhin...



“La transition énergétique doit devenir un réflexe”

Grande région de production... et de consommation d'énergie, le Grand Est se veut exemplaire dans le domaine de la transition énergétique. Là aussi, la fusion peut aider.

Deuxième région productrice d'électricité de France, première en production d'énergie éolienne, le Grand Est consomme aussi beaucoup d'énergie. A ce titre la nouvelle Grande Région se veut exemplaire en termes d'énergies renouvelables, de développement durable, de biodiversité. Le point avec **Christèle Willer**, la nouvelle vice-présidente du conseil régional en charge de la Transition écologique et énergétique.

Régions Magazine : En matière de transition énergétique, comment passe-t-on de trois stratégies à une seule stratégie régionale ?

Christèle Willer : La première année a consisté à faire un état des lieux complet des dispositifs en place. Nous avons travaillé tous ensemble, observé ce qui se passait dans les autres régions, réalisé des cartes afin d'élaborer une politique régionale établie sur une base commune. L'avantage de faire fonctionner ensemble trois grandes régions, c'est de prendre le meilleur de chacun. L'échange a permis à chacun d'apporter sa plus-value. La Grande Région doit être un chef de file qui fédère. Nous devons agir pour l'efficacité énergétique et la qualité environnementale, agir pour les énergies renouvelables dans un objectif de mix énergétique, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, et agir aussi pour l'économie circulaire.

RM : Comment envisagez-vous votre propre action ?

CW : Je souhaite m'inscrire dans la continuité de ce qui a été mis en place. Nous allons en particulier poursuivre



Le maire d'Epernay Franck Leroy avait la charge de la transition énergétique jusqu'au 20 octobre, elle revient désormais à Christèle Willer, maire de Buschwiller (Haut-Rhin).



les actions menées dans le cadre du programme *Climaxion* lancé début 2017. Il se matérialise par un accord entre l'ADEME et la Région et prend la forme d'un dossier unique pour les porteurs de projet. Ce programme concerne les collectivités, l'administration, les logements sociaux, les entreprises, les associations. L'objectif est de réduire l'impact en ressources naturelles et de valoriser les déchets. Toutes les ressources doivent être récupérées. Par exemple, dans une menuiserie, on peut récupérer les chutes pour le bois de chauffage.

La phase active de Climaxion

RM : Quels sont les axes prioritaires de cette nouvelle stratégie ?

CW : Nous devons désormais entrer

dans la phase active du programme *Climaxion*, et mettre en corrélation les enjeux environnementaux et économiques. Nous voulons mobiliser les acteurs locaux, sensibiliser et communiquer pour aller vers une éco-conception des entreprises et une production sobre et propre. Penser transition énergétique doit devenir un réflexe. Nous devons avancer en partenariat avec le monde économique pour que cette stratégie n'apparaisse pas comme une contrainte ni une perte de temps. En partant de ce programme, nous créerons automatiquement de l'emploi dans le bâtiment, les énergies renouvelables... Nous souhaitons aussi augmenter les formations adaptées au marché de l'emploi : méthanisation, solaire thermique, géothermie de surface, photovol-

taïque, l'objectif étant toujours la réduction d'émission de CO₂. Compte tenu des compétences régionales, le lien entre l'écologie, l'emploi, la formation se fait naturellement.

RM : De quel budget disposez-vous ?

CW : Nous avons un budget cohérent, mais qui est encore tout frais ! Pour l'eau, la biodiversité, la transition écologique et énergétique, nous disposons de 38 M€. Car l'environnement recouvre la transition énergétique et aussi la biodiversité. Nous devons agir pour la sauvegarde de la nature et de la qualité de l'eau. Une signature historique vient d'avoir lieu entre la Région et les trois agences de l'eau Rhin-Meuse, Seine-Normandie et Rhône-Méditerranée-Corse. Notre région est en quelque sorte le château d'eau de tous ces fleuves. Sept axes ont été définis : biodiversité, préservation des continuités écologiques, préservation et restauration des milieux aquatiques et humides ; agriculture et eau ; accompagnement des acteurs économiques pour restreindre l'impact sur l'eau ; adaptation au changement climatique ; communication, sensibilisation et éducation.

C'est très vaste, et cela recouvre un projet magnifique. Ce contrat-cadre intègre les nouveaux schémas de cohérence écologique trame verte/trame bleue. Ces dispositifs doivent éviter que chacun pense seul pour son morceau de territoire, et nous aider à agir ensemble pour devenir plus efficace. ▮

Propos recueillis par Nathalie Diot

Le programme Climaxion a fait l'objet d'un accord entre l'ADEME et le conseil régional.

Une stratégie tous azimuts

Le conseil régional du Grand Est a présenté le 20 octobre un rapport sur la situation en matière de développement durable.

Dans les domaines de la **formation et du développement économique**, 2017 a permis l'émergence d'une offre de formation adaptée aux nouvelles pratiques, après consultation de 20 secteurs professionnels. Une nouvelle politique agricole, viticole et forestière a également été mise en œuvre, mettant l'accent sur le développement de l'agriculture biologique (plus de 116.620 ha), la valorisation des circuits courts et de proximité, la maîtrise de l'énergie et la limitation de l'impact carbone.

Par ailleurs, 2017 est l'année de la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), qui intègre des enjeux énergétiques et écologiques.

Il s'agit notamment de **soutenir les filières d'avenir**, en particulier la filière énergie (photovoltaïque, éolien, méthanisation...), de valoriser les produits biosourcés et de mobiliser la responsabilité sociétale des entreprises (RSE).

La Région a souhaité accompagner les entreprises du Grand Est dans une **démarche d'économie circulaire et d'efficacité énergétique**, pour réduire les dépendances aux ressources (eau, énergie, minerais...). Elle a ainsi lancé en octobre 2016, avec l'ADEME et l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse, un appel à projets conjoint pour susciter des démarches d'entreprises définissant des axes de projets. Une vingtaine de projets ont été déposés par des entreprises de tout le Grand Est, dont six soutenus par la Région.

La Région est fortement impliquée dans les démarches de préservation du climat, de la qualité de l'air et en matière énergétique. Sa nouvelle politique dédiée, élaborée en partenariat avec l'ADEME, et baptisée **Climaxion**, compte une **quinzaine de dispositifs en faveur de la transition énergétique et de l'économie circulaire**.

Avec six Parcs Naturels et 25 Réserves Naturelles, la Région a également à cœur de protéger et de valoriser les espaces naturels et la biodiversité, contribuant ainsi à l'attractivité des territoires. ▮

La région est la première de France en matière de production d'énergie éolienne, comme ici avec le parc de Dehlingen (Bas-Rhin).



GRTgaz, prêt à relever le défi de la transition énergétique aux côtés des collectivités

Le gaz naturel, et à ses côtés le développement du gaz d'origine renouvelable, s'affirment progressivement comme des pièces maîtresses dans la mise en place de politiques énergétiques territoriales responsables et innovantes. Fort de ses infrastructures de réseau performantes, GRTgaz travaille notamment sur les filières d'avenir comme la méthanisation. Illustration dans la région Grand Est.

GRTgaz est l'un des leaders européens du transport de gaz naturel et un expert mondial des réseaux et systèmes de transport gazier. Acteur engagé de la transition énergétique, il accompagne les collectivités territoriales dans leur politique de développement durable et met tout en œuvre pour faciliter les productions locales de gaz d'origine renouvelable issues de la méthanisation. En attestent ses nombreuses actions menées dans la région Grand Est.

"La région fait preuve d'un grand dynamisme en matière de projets d'unités de méthanisation, atteste Thierry Daniel, Délégué territorial Nord Est de GRTgaz. Les projets sont nombreux, et leurs promoteurs font le choix de l'injection de biométhane plutôt que celui des réseaux de chaleur ou de l'électricité pour exploiter encore plus largement les gisements potentiels et les débouchés énergétiques".

De nombreux projets de méthanisation

Sept unités de biométhane produites à partir de la fermentation de déchets agricoles, ménagers, industriels ou encore des boues de stations d'épuration, fonctionnent déjà dans la région pour une capacité installée de 82 millions de kWh. Et quarante-sept projets, qui seront raccordés au réseau de transport ou de distribution, sont à l'étude pour un total de 1.100 millions de kWh, permettant d'alimenter 100.000 logements neufs à l'horizon 2020. Parmi eux, douze unités, représentant 450 millions de kWh seront raccordées au réseau GRTgaz dont trois en 2018.

GRTgaz exploite et développe en France plus de 32.000 km de gazoducs à haute pression, les "autoroutes du gaz", qui permettent d'acheminer le gaz naturel depuis les frontières françaises jusqu'au cœur des territoires pour alimenter 3.400 Distributions Publiques et près de 800 grands industriels français raccordés à son réseau. Il assure des missions de service public pour garantir la continuité d'alimentation des consommateurs et commercialise des services de transport aux 130 clients utilisateurs du réseau.

"Le potentiel de développement du biométhane nécessite d'adapter nos infrastructures, note Thierry Daniel. Nous devons rendre possible la connexion de tous ces projets. Pour y parvenir, il faut développer l'innovation, en d'autres termes développer les "smart grids" gaziers. Nous collaborons dans ce sens avec les distributeurs de gaz pour améliorer la communication entre nos réseaux respectifs". Les sujets d'étude abordés vont du pilotage des données aux progrès techniques en matière d'injection de gaz vert dans les réseaux, etc.



M. Thierry Daniel, Délégué territorial Nord Est de GRTgaz

"La région fait preuve d'un grand dynamisme en matière de projets d'unités de méthanisation."

"GRTgaz travaille également avec le Cluster Biogaz Vallée, dédié à la méthanisation, et le pôle de compétitivité IAR (Industries & Agro-Ressources), qui concentre ses efforts sur la valorisation des agro-ressources, renchérit le



Balise alertant de la présence d'un gazoduc.

délégué territorial Nord-Est de GRTgaz. Ces partenariats permettent de faire le lien entre le monde académique et l'industrie pour faire avancer les filières". GRTgaz étudie également une nouvelle piste de valorisation énergétique : les déchets ligneux (bois sous forme de déchets provenant de la conversion industrielle) via un procédé de pyrogazéification. Cette dernière consiste en un transfert ultra-rapide de la chaleur au cœur de la matière en l'absence d'oxygène permettant de transformer les matières organiques pour en tirer à la fois du gaz, source d'énergie utilisable, et des engrais riches en potasse et en oligo-éléments. Une piste qui pourrait s'avérer prometteuse dans une région à la forte culture du matériau bois. Enfin, l'avancée du prototype de Power-to-gas, qui sera construit à Fos-sur-Mer, est suivie de près par les responsables régionaux de GRTgaz. Le Power-to-gas consiste à transformer le surplus d'électricité d'origine renouvelable en gaz. Or la région Grand Est possède les capacités éoliennes installées les plus importantes de l'Hexagone. Le problème de l'intermittence de ces énergies pourrait être alors résolu.

Le gaz naturel : un enjeu pour la région

GRTgaz dessert sur le territoire Grand Est 132 clients industriels. L'usine sucrière de Tereos à Connantre a ainsi substitué l'an dernier le fioul par le gaz, ce qui a permis de réduire sa consommation d'énergie de 20% et ses émissions de particules et

de CO₂ de manière significative. En 2016, ce sont 1,4 million de tonnes de CO₂ qui ont été évitées sur le plan national grâce aux conversions fioul-gaz engagées sur le réseau GRTgaz depuis 2012, soit une contribution équivalente à celle de 8.000 éoliennes.

Suite à des difficultés du parc nucléaire, les trois centrales à combiné gaz situées sur le territoire ont été fortement sollicitées l'an dernier. Ces installations produisent deux fois moins d'émissions de gaz à effet de serre que les centrales à charbon.

Cette situation illustre la convergence croissante des réseaux gaz et électricité. "Cette complémentarité a été renforcée avec le lancement au printemps d'une plateforme numérique commune open-data entre RTE et GRTgaz", explique M. Daniel.

Autre exemple du rôle du gaz dans la transition énergétique des territoires, la mobilité. "Il existe une dynamique historique dans la région en matière de mobilité gaz, fait remarquer le Délégué Territorial. Les villes de Strasbourg et de Nancy ont converti depuis longtemps leur flotte de bus au GNV". Et d'ajouter : "En tant qu'opérateur de réseaux de gaz, notre mission est de favoriser l'émergence des nouveaux usages du gaz dans les transports".

GRTgaz a également signé des partenariats avec les parcs naturels régionaux (PNR) de Lorraine, des Vosges du Nord, et du Ballon des Vosges. L'objectif : travailler sur la biodiversité. Fait peu connu, mais les zones de servitude se révèlent des endroits propices au développement de la biodiversité. ■

GRTGAZ

EN RÉGION GRAND EST

EN QUELQUES CHIFFRES

5.193 km de réseau
132 clients industriels
375 postes de distributions publiques
1.107 communes desservies
110 millions d'euros d'investissements dans la région.

Focus sur le projet Arc de Dierrey

2 Questions à Thierry Gobe, Directeur de projets

"La construction du gazoduc a reçu un bon accueil de la part des riverains et des élus"

En quoi consiste l'Arc de Dierrey mis en service en 2016 ?

L'Arc de Dierrey est un gazoduc long de 310 kilomètres et de diamètre d'un mètre et 20 centimètres. Il relie les sites gaziers de Cuvilly dans l'Oise, Dierrey Saint-Julien dans l'Aube, et Voisines dans la Haute-Marne. Il a été construit afin de répartir sur l'ensemble du territoire national la quantité de gaz qui arrive au terminal méthanier de Dunkerque, un terminal capable d'importer un tiers de la consommation de gaz naturel en France. Il fallait bâtir un gazoduc pour relier le terminal à l'ensemble du réseau de transport, mais aussi un autre gazoduc pour renforcer le réseau national. L'Arc de Dierrey doit aussi permettre de fluidifier les échanges de gaz entre le Nord du pays et le Sud. Le Nord de la France reçoit le gaz en provenance de la mer du Nord, des Pays-Bas, de Russie, et d'autres pays via les terminaux de Dunkerque et de Montoir-de-Bretagne, alors que dans le Sud, il n'existe qu'un point d'entrée sur le territoire, le terminal de Fos-sur-Mer. Cette situation provoquait une congestion en hiver pour acheminer le gaz vers le Sud. Le nouveau gazoduc va contribuer à une meilleure répartition. Ce gazoduc a été mis en service en deux temps : le premier tronçon jusqu'à Dierrey-Saint-Julien en novembre 2015, et le second jusqu'à Voisines un an plus tard. Le montant de l'investissement s'est élevé à 614 millions d'euros.

Quelles ont été les retombées sur l'économie locale ?

La construction du gazoduc, qui a duré trente-six mois, a été répartie entre trois groupements d'entreprises et divisée en cinq lots. Au plus fort du chantier de pose, il y avait trois lots en simultané en activité, ce qui

représentait environ 1.500 personnes.

Sur le plan local, le chantier a entraîné le recrutement de l'équivalent de 97 personnes en moyenne sur la durée du chantier (310 au plus haut de l'activité). Il a également permis l'embauche définitive d'une petite dizaine de personnes par les sociétés prestataires. Les retombées au travers des commandes pour les besoins du chantier aux entreprises locales se sont élevées à 44 millions d'euros.

Il est à noter également que le montant de l'investissement comprend les indemnités versées aux agriculteurs et aux propriétaires des terrains sur lesquels passe le pipeline, les achats de terrains pour l'installation des robinets, et le coût de la remise en état des bandes utilisées.

La construction du gazoduc a reçu un bon accueil de la part des riverains et des élus, et elle a permis de belles découvertes archéologiques de toute période valorisées par l'INRAP. ■



Travaux de construction du gazoduc Arc de Dierrey.

La capitale de la biodiversité est un village d'Alsace !

Le Grand Est abrite la Capitale de la biodiversité 2017 : le village de Muttersholtz. Et Strasbourg est pour la deuxième fois "meilleure grande ville pour la biodiversité".

Chaque année, villages, villes, grandes villes et intercommunalités de France candidatent pour être distingués dans leur catégorie, sur leur politique en termes de biodiversité. Le jury réuni par Plante & Cité, Natureparif et l'Agence française pour la Biodiversité accorde ensuite à l'un des lauréats le titre envié de "Capitale de la biodiversité". Parmi 88 collectivités candidates, l'édition 2017 a retenu 24 finalistes sur le thème "Aménager, rénover et bâtir en favorisant la biodiversité", dont cinq collectivités du Grand Est : l'Eurométropole de Strasbourg et Grand Nancy Métropole dans la catégorie

"intercommunalités", Strasbourg dans la catégorie "grandes villes" ; Muttersholtz et Pagny-sur-Moselle dans la catégorie "petites villes". Strasbourg et Muttersholtz (Bas-Rhin) ont été gagnantes de leur catégorie respective... Et Muttersholtz, petite commune de 2.040 habitants près de Sélestat, s'est particulièrement distinguée via le titre de *Capitale française de la Biodiversité 2017*. Il faut dire que la politique publique y est écologique depuis 45 ans. Les actions menées par la municipalité, et notamment par le maire **Patrick Barbier** (lire en encadré), avaient déjà valu à la commune le label Territoire »

Muttersholtz est pionnière en matière d'éducation à la nature : les connaissances liées à la biodiversité se transmettent dans la Maison de la Nature depuis 1973 !



La cérémonie de remise des trophées aux lauréats a eu lieu le 17 octobre dans les locaux conjoints des ministères en charge du Logement et de l'Environnement.

Strasbourg : et de deux !

Déjà *Meilleure grande ville pour la biodiversité et Capitale française de la Biodiversité* en 2014, autour du thème "Agriculture urbaine et biodiversité", la ville de Strasbourg est aussi lauréate en 2017. Loin de se reposer sur ses lauriers, la ville continue d'agir et d'amplifier son implication en faveur de la biodiversité dans ses politiques publiques, avec son plan d'action participatif "Strasbourg Grandeur Nature 2016-2020". Et à Strasbourg, la biodiversité prend racine partout : dans les friches industrielles transformées en nouveaux parcs urbains, dans l'espace public végétalisé par les citoyens eux-mêmes (avec l'accord et le soutien de la mairie)... et jusque dans les documents d'urbanisme et planification qui lui font la part belle. //

Lire la suite en page 80.

L'éolien : une énergie tournée vers l'avenir



Propre | Sûr | Inépuisable | Créateur d'emplois



fee.asso.fr

"L'implication des habitants"

Trois questions à Patrick Barbier, maire de Muttersholtz



Patrick Barbier a répondu à Régions Magazine.

Régions Magazine : Comment accueillez-vous le fait que Muttersholtz soit devenue Capitale de la Biodiversité ?
Patrick Barbier : Avec surprise ! On s'attendait à être bien classé dans les villages. La première place nous a fait plaisir. Mais on a eu du mal à croire au titre de Capitale ! D'après les palmarès précédents, on pensait qu'il était réservé aux grandes villes. On est donc aussi très fier de battre - gentiment - la grande sœur Strasbourg à qui ce titre aurait pu revenir, puisqu'elle est classée première sur les grandes villes !

RM : Ce concours est un événement annuel, mais il salue bien sûr un engagement sur la durée...
PB : Plus que la durée, je crois que le jury a été impressionné

par l'implication des habitants, bien au-delà du seul personnel communal. Notre territoire n'est pas l'endroit en France où il y a le plus de biodiversité, mais manifestement l'un de ceux où cette question est au centre de l'attention de beaucoup de villageois. Ça ne date pas d'hier : Muttersholtz a été le lieu de la première Maison de la nature française, en 1973, et beaucoup de projets liés à la préservation du territoire ont été lancés en 45 ans. J'ai repris le flambeau en devenant maire en 2008 et j'ai intensifié la dynamique. Mais elle fonctionne grâce à l'enthousiasme et au travail de nombreux acteurs du village.

RM : Maintenant que votre village est "Capitale", il reste des choses que vous voudriez faire encore

mieux, ou encore plus ?
PB : Nous avons plusieurs nouveaux projets, intégrés à notre nouveau Plan local d'urbanisme (PLU). Nous voulons développer une trame bleue sur nos cours d'eau et nombreuses rivières phréatiques, renforcer notre trame verte sur l'est du village, en incitant par exemple les agriculteurs à exploiter leurs terres en bio, car notre captage d'eau est très superficiel et donc très sensible aux intrants. Mais aussi poursuivre la préservation de notre ceinture de vergers, via la production de jus de pommes au village dans laquelle chacun trouve son intérêt. La biodiversité, ça marche quand chacun y trouve son compte... ce n'est pas la chouette chevêche de retour dans nos pommiers depuis deux ans qui me contredira ! //

Enedis Grand Est, un acteur clé du énergétique

Avec plus de 2,2 millions de clients dans le Grand Est, et plus de 81 000 km de lignes électriques exploitées, Enedis est l'un des principaux acteurs du secteur de l'énergie dans la Région par le volume de son activité et par la valeur du patrimoine géré. L'entreprise, engagée résolument en faveur de la transition énergétique des territoires, met à leur disposition les outils et les données utiles pour optimiser les investissements nécessaires et leur permettre de faire les choix techniques les plus judicieux.



Des outils pour accompagner les collectivités locales.

Pour accompagner la Région Grand Est dans l'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement du Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET), Enedis a développé, sous le vocable de « Scénarios 2035 », des outils d'analyse prospective afin d'évaluer les évolutions de la consommation et de la production électriques dans les prochaines décennies. Quatre scénarios ont été élaborés, qui présentent chacun un avenir possible en fonction du développement des énergies renouvelables, des nouveaux usages que sont les véhicules électriques, les transferts entre énergies, les efforts d'efficacité énergétique, et globalement tout ce qui est susceptible de changer les modes de vie.

Depuis plusieurs années, Enedis utilise l'outil Precariter pour localiser la précarité énergétique jusqu'à la maille IRIS et mettre à la disposition des collectivités locales des informations précises qui leur permettront de cibler leurs actions. Toujours dans le but d'accompagner les collectivités dans leurs planification énergétique, Enedis a créé NERGI qui

facilite les diagnostics énergétiques, apporte une aide à la décision et permet d'assurer le suivi des mesures prises, qu'il s'agisse de l'accueil des énergies renouvelables, des projets d'urbanisme, ou de la rénovation immobilière.

Préparer l'avenir, en liaison avec l'écosystème des startups locales. Le compteur communicant Linky permet en effet au système électrique de mieux intégrer les énergies renouvelables. La collaboration avec « TUBA Alsace* », permet d'accompagner l'innovation, développer de nouveaux services, et valider des business models originaux. Au sein du Grand Est, l'ex Champagne-Ardenne est le territoire français le plus « éolien ». C'est pourquoi Enedis, après avoir testé grâce au consortium « VENTEEA » les conditions d'intégration de l'éolien sur le réseau de distribution, étudie désormais avec d'autres parties prenantes les liens entre l'éolien et la mobilité électrique : c'est le projet SMAC, qui intéresse de nombreux acteurs locaux en proposant d'expérimenter l'écosystème électromobile de demain. //

* laboratoire d'expérimentations urbaines

“Smart Border Initiative”

Pour renforcer la coopération vers un marché européen intégré de l'énergie, la France et l'Allemagne ont lancé “Smart Border Initiative” (SBI), qui offre des champs d'expérimentation pour l'optimisation transfrontalière de distribution d'électricité grâce aux réseaux intelligents “Smart Grids” : solutions de mobilité, efficacité énergétique, sécurité d'approvisionnement, etc.

La zone couverte entre la Lorraine et la Sarre compte 1 million d'habitants et intéresse près de 100 000 travailleurs frontaliers.

territoire engagé dans la transition

“Deux grandes préoccupations : la mobilité électrique et le très haut débit”

Directeur Régional d'Enedis dans le Grand Est, M. Bastien Toulemonde souligne pour Régions Magazine deux des grandes préoccupations du gestionnaire du réseau de distribution d'électricité : le développement de la mobilité électrique et la couverture du territoire en très haut débit.

Interview de **Bastien Toulemonde**, directeur régional.

Régions Magazine : Vous attachez la plus grande importance au développement de la mobilité électrique...

Bastien Toulemonde : C'est en effet l'une de nos grandes préoccupations, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, parce que cette mobilité électrique est devenue pour les collectivités territoriales un véritable projet sociétal. Nous nous attachons donc à être pour elles des “facilitateurs”, dans un domaine que nous maîtrisons. Ensuite parce que les véhicules électriques vont générer des appels de puissance sur le réseau. Il s'agit donc pour nous d'optimiser la qualité des raccordements comme le montant des coûts, dans un contexte de développement des énergies renouvelables qu'il faut intégrer. Enfin, en termes prospectifs, parce que ces véhicules constituent pour nous des champs d'expérimentation.

RM : Des sortes de batteries expérimentales sur roulettes?

BT : C'est exactement ça. Or le Grand Est est relativement peu doté jusqu'à présent en bornes de recharge. Nous partageons avec les responsables locaux à tous les niveaux l'ambition de rattraper ce retard. Dans cette dynamique, Enedis est un acteur important au sein d'AVERE, une structure natio-



Bastien Toulemonde

Nous accompagnons les efforts qu'accomplissent les collectivités pour se doter du très haut débit. Nous avons en charge l'exploitation et la protection du réseau. Là où les opérateurs le souhaitent, nous mettons à leur disposition nos infrastructures, et nous nous coordonnons avec eux pour la réalisation des travaux, par exemple sous terrains. Avec la volonté de limiter les coûts.

Notre objectif final, conforme à la loi, est d'avoir réalisé une couverture totale du territoire en très haut débit d'ici à 2022.

nale qui possède des antennes locales.

RM : Autre grand sujet, le très haut débit.

BT : L'enjeu est en effet capital pour assurer le développement économique harmonieux des territoires.

RM : Un mot personnel du directeur régional ?

BT : Je voudrais dire simplement que, dans le rôle qui est le mien, c'est un vrai plaisir de travailler avec une Région très dynamique, très professionnelle. L'excellence de ce partenariat est gage de qualité et d'efficacité. //

Les chiffres clés

Enedis Grand Est, c'est 2270 salariés, présents sur les 68 sites. Le réseau exploité par Enedis accueille 21 GW de capacité de production électrique, dont 3 GW de capacités éoliennes. C'est encore 192 millions d'euros investis en 2016 sur le réseau électrique.

» à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV) en 2015. Deux ans plus tard, le village est donc également salué pour la volonté et la cohérence des initiatives en faveur de la biodiversité, et la mobilisation des acteurs du territoire et des habitants. Car à Muttersholtz, justement, tout le monde s'y met !

Trame verte et trame bleue

La commune a adopté une politique de maîtrise foncière pour pouvoir restaurer une trame verte et une trame bleue sur son territoire rural, en favorisant par exemple les activités économiques liées à la nature et l'écoconstruction. Autour de Muttersholtz, près de 30 km de cours d'eau retrouvent une seconde jeunesse sous la maîtrise d'ouvrage de la commune, l'Agence de l'eau ayant subventionné 80 % des dépenses. Sur le Langertgraben et le Schiffgraben, des aménagements ont permis de réduire la largeur et ainsi accélérer le courant. Résultat ? Une libellule rare, l'agrion de Mercure, vient d'y faire sa réapparition.

Et les citoyens ne sont pas en reste. Vergers "redynamisés" par la possibilité de presser son jus de pommes au village, formations et ateliers pratiques organisés par les associations à la Maison de la nature, élèves décrochant le label Eco-école pour leur école élémentaire grâce à des actions concrètes pour la biodiversité (fabrications de jardins sur palette, hôtels à insectes, nichoirs et mangeoires) : le village bouillonne d'initiatives. Au point de faire des émules : sous l'impulsion de Muttersholtz, des citoyens de toute l'Alsace centrale créent actuellement une coopérative pour développer différents modes de production d'énergie et permettre à chacun d'investir – même modestement - dans des toits photovoltaïques, des microcentrales hydroélectriques, des éoliennes, et contribuer ainsi à la lutte contre le réchauffement climatique et à une nouvelle économie locale.

Une économie d'ailleurs très vivante sur la commune : plusieurs entreprises de génie écologique s'y sont installées et représentent 150 emplois privés. ▮

Véronique Parasote



La centrale de Fessenheim

Les élus alsaciens réclament un "Pacte Fessenheim"

Les élus alsaciens, emmenés par le président de la région Grand Est **Jean Rottner**, ont été reçus le 29 novembre par le secrétaire d'Etat à la transition énergétique **Sébastien Lecornu**. Ils lui ont rappelé que la décision de fermeture de la centrale de Fessenheim était politique et non technique et qu'elle aura des conséquences importantes sur le territoire. Selon eux, "il n'existe en effet toujours aucun projet concret concernant l'après Fessenheim, ni pour l'avenir de son bassin d'emploi et des retombées économiques de l'activité du site, ni pour la préservation de l'autonomie énergétique du territoire qui doit être garantie en quantité et en qualité, notamment pour répondre aux besoins de nos industries."

Les élus ont tenu également à souligner le caractère particulièrement injuste de cette décision à l'égard des employés de la centrale, des habitants et des élus du territoire, des entreprises irrémédiablement frappées par la fermeture du site de production qui générerait plus de 100 M€ par an de commandes aux sous-traitants régionaux. Pour eux, "sur les seuls critères de sûreté, d'exploitation et de production, rien par ailleurs ne justifie la fermeture de Fessenheim". La rencontre a permis aux élus de faire des propositions très concrètes de revitalisation économique et d'aménagement du territoire, dans une approche

transfrontalière et européenne, mais également pour la sécurisation du réseau électrique, avec notamment le projet d'implantation d'une centrale de production énergétique alternative, de type gaz. Différentes propositions ont été mises en avant. Elles s'inscrivent dans une perspective de transition économique et énergétique par la production d'énergies renouvelables, le stockage des énergies et les économies d'énergie. Les élus et les collectivités attendent de l'Etat qu'il contribue à l'émergence d'un véritable projet de territoire qui permette d'assumer la fermeture du site et ses conséquences. Il faut un véritable "Pacte Fessenheim" engageant l'Etat aux côtés des collectivités.

Les élus ont "apprécié l'écoute et l'esprit d'ouverture de Sébastien Lecornu, que l'expérience d' élu local a rendu attentif aux préoccupations exprimées par les représentants du territoire." Cette première rencontre doit ainsi être l'occasion d'ouvrir un vrai dialogue entre l'ensemble des partenaires afin d'étudier toutes les solutions possibles et d'obtenir de l'Etat des compensations à la hauteur des enjeux. A noter que la réunion du 29 novembre constituait la première rencontre entre l'Etat et les élus alsaciens qui, jusqu'à maintenant, n'avaient jamais été conviés à la table des négociations... ▮



Parc éolien EDF de Portes-de-Champagne, Marne

LE GROUPE EDF EN GRAND EST

1,3 MILLIARD D'EUROS D'ACHATS EN 2016*

SI VOUS ÊTES ICI, NOUS Y SOMMES AUSSI.

* Achats effectués aux entreprises de la région Grand Est en 2016 (hors sociétés gestionnaires indépendantes du réseau de distribution et de transport d'électricité).

La deuxième région productrice d'électricité

Pour EDF, acteur majeur de l'énergie, le Grand Est présente des caractéristiques très marquées qui font du conseil régional un interlocuteur de premier plan. Explications.



Didier Vaucois a répondu aux questions de Régions Magazine. En arrière-plan, la Centrale hydroélectrique de Kembs 1 (Haut-Rhin).

En novembre 2017, l'accord de partenariat pour la période 2017-2021 a été validé entre le géant de l'énergie français EDF et la région Grand Est. Pour Régions Magazine, le délégué régional Grand Est d'EDF, **Didier Vaucois**, revient sur les enjeux de cette convention.

Régions Magazine : Comment EDF s'est-elle réorganisée dans le cadre de la nouvelle région Grand Est ?

Didier Vaucois : Quand la nouvelle Région a été instaurée, nous nous sommes très rapidement réorganisés sur le nouveau périmètre. Et très vite, nous avons commencé à travailler avec l'exécutif régional et les acteurs de la transition énergétique : le vice-président à la transition écologique **Franck Leroy** d'abord, puis **Christèle Willer** aujourd'hui, et les différentes directions concernées. Désormais nous passons à l'étape suivante : engager l'action commune. Trois principes nous guident dans la convention : soutenir le développement économique, l'emploi et l'innovation, puis préserver le mix énergétique bas-carbone de la région, mariant nucléaire et énergies renouvelables, et enfin développer

la transition énergétique auprès des territoires. EDF est le 1er investisseur de la région et achète chaque année pour 1,3 Md€ sur le territoire. EDF est aussi le deuxième employeur de la région, très engagé dans la recherche et le développement (au sein des pôles de compétitivité, avec les universités, dans les actions de formation). Les enjeux de la Région et la forte présence d'EDF font que nous avons tout intérêt à travailler ensemble.

RM : Comment EDF se positionne-t-elle dans la stratégie de transition énergétique de la région Grand Est ?

DV : Deuxième région productrice d'électricité de France, première en production éolienne, troisième en hydraulique : la région Grand Est produit deux fois plus d'énergie qu'elle n'en consomme, et c'est aussi là qu'on trouve la plus grosse consommation d'énergie par habitant. Le Grand Est cumule une somme de caractéristiques importantes en termes de transition énergétique ; comme premier opérateur énergéticien, EDF y est naturellement un acteur leader, en matière de production d'électricité décarbonée, et de développement de l'efficacité énergétique et de solutions énergétiques innovantes.

Un chantier de prospective énergétique

Parallèlement, le Grand Est accueille l'ensemble des activités de la chaîne nucléaire (production, maintenance, déconstruction, projet CIGEO sur le stockage de déchets) et à peu près toutes les formes d'énergies renouvelables possibles (éolien, hydraulique, solaire, géothermie, biomasse...). La qualité du vent et de ses grands espaces ouvrent un champ de potentialités très élevées sur l'éolien. Selon nous, ce mix très bas carbone et le potentiel de développement des énergies renouvelables devraient lui

permettre d'être une des premières régions à atteindre l'objectif des 23 % de renouvelable dans la consommation finale brute d'ici 2020.

RM : Quelles vont être les applications concrètes de ce partenariat ?

DV : Elles vont être multiples. Par exemple, la Région a engagé un chantier de prospective énergétique à horizon 2030, dans le cadre du SRADDET, pour accompagner au mieux les territoires dans ce sens et nous travaillons à ses côtés dans cette réflexion. Par ailleurs, notre région est très industrielle et bénéficie d'une activité économique importante. Nous sommes associés au Plan Régional Usine du futur, comme membre de la Communauté des leaders et offreur de solutions énergétiques aux entreprises.

L'efficacité énergétique doit en effet être améliorée à la fois dans les process industriels comme dans le tertiaire et le résidentiel (rénovation du bâti, isolation). Notre filiale Dalkia développe ainsi des solutions innovantes au service des collectivités, des entreprises, au travers de réseaux de chaleur ou de froid et d'amélioration de la performance énergétique. Autres exemples : nous modernisons notre parc de production nucléaire et travaillons avec la Région et l'Etat à la transformation de la filière nucléaire dans le Grand Est. En parallèle, notre filiale EDF Energies Nouvelles, spécialisée dans le développement de l'éolien et du photovoltaïque, a en projet la construction du plus grand parc éolien terrestre français dans les Ardennes, le Mont des Quatre Faux. La transition énergétique, c'est d'abord la décarbonation de l'énergie pour rejeter moins de gaz à effet de serre. EDF est résolument engagée, avec la Région, dans cette transition. ■

FM Logistic, le succès en famille

La PME lorraine est devenue un géant du transport et de la logistique. Explications.



Les camions et la logistique au dépôt de Brumath (Bas-Rhin). Jean-Claude Machet, président de la société.

Phalsbourg, 1967. C'est dans cette petite ville de 5.000 habitants, située en Moselle à une cinquantaine de kilomètres à peine de Strasbourg que FM Logistic naît cette année-là. Ils étaient alors une poignée, douze exactement, aux côtés d'**Edmond Faure**, **Claude Faure** et de **Jean-Marie Machet**.

Un demi-siècle plus tard, l'entreprise lorraine compte 23.300 salariés, a exporté son savoir-faire en Europe, en Asie, en Amérique du Sud, et accompagne de grands noms de la grande distribution (Auchan, Carrefour, Lidl, Conforama), de l'agro-alimentaire (Nestlé, Mars), des secteurs de la beauté (L'Oréal, l'Occitane), de la santé, de l'industrie. Un large sillon tracé dans un marché pourtant réputé comme étant très concurrentiel. "Nos fondateurs ont su percevoir les activités porteuses de croissance. On commence dans le transport de bois en développant des véhicules spéciaux, qui nous font nous positionner sur le transport pour les centrales nucléaires. On devient alors un expert du transport exceptionnel", relate Jean-Christophe Machet, l'actuel président. Du bois aux matériaux de construction, il n'y a qu'un pas que l'entreprise familiale franchit. "Puis, un jour, on le fait pour l'usine Mars, ce qui nous donne l'idée de nous engager dans

l'agroalimentaire. Nous développons logiquement le transport frigorifique pour lequel nous devenons expert. En 1992, on met à disposition un entrepôt, puis en 1992, on propose du conditionnement à façon...", poursuit le dirigeant lorrain qui loue l'opportunité de ses aînés. Le territoire français devenu trop étroit, FM Logistic repousse les frontières. "En 2013, le Brésil, en 2016, l'Inde où nous avons aujourd'hui 3.000 collaborateurs. Nous sommes aussi implantés au Vietnam où nous avons accompagné le groupe Auchan." Si les camions de FM Logistic parcourent les routes de France et d'Europe depuis cinquante ans, la société qui a fait du développement durable un de ses fanions a actionné un autre levier d'expansion qui répond à la demande croissante de l'e-commerce et la livraison propre en centre-ville. "Nous avons généralisé une idée appliquée à Rome qui consiste à livrer le centre historique avec des véhicules hybrides". Ainsi, FM Logistic est présent dans sept capitales avec une centaine de véhicules propres, fournis par de "petites plateformes situées à une quarantaine de kilomètres de Paris, Milan, Prague, Moscou...".

Comment en partant d'une petite société familiale, FM Logistic s'est-elle imposée comme un géant du

transport et de la logistique ? Grâce à la famille justement. "C'est notre plus grande force, et les clients le perçoivent, assure Jean-Christophe Machet. Notre présence à Phalsbourg caractérise cet ancrage dans nos valeurs." ■

Pierre Roeder

EN CHIFFRES

L'exercice 2016-2017 conforte la bonne santé de l'entreprise basée à Phalsbourg depuis sa création. Avec un chiffre d'affaires qui a dépassé le milliard d'euros, FM Logistic a enregistré une croissance de 4,2 % par rapport à l'exercice précédent et cela dans un "environnement très concurrentiel où les clients exercent une pression permanente sur les prix", souligne Jean-Christophe Machet, le président. Le résultat d'exploitation (33 M€) connaît, lui, une croissance à deux chiffres (29,5 %). 1.500 nouveaux collaborateurs ont intégré l'entreprise et 180.000 m² d'entrepôts 4.0 supplémentaires ont été construits. De nouveaux contrats ont été décrochés, à hauteur de 160 M€. Ces bons résultats sont principalement le fruit des performances commerciales en France (38 % du chiffre d'affaires), dans les pays d'Europe centrale (26 %) et d'Europe de l'Est (21 %).



Les nouvelles rames Coralia vont équiper le TER Grand Est.

200 trains par jour en plus

Importante région de transport ferroviaire, le Grand Est s'attache à améliorer le service et le confort des passagers.

Le point avec David Valence, vice-président aux transports.

Les transports en général, et le ferroviaire en particulier, constituent un enjeu majeur pour la région Grand Est. **David Valence**, maire de Saint-Dié, vice-président en charge des mobilités et infrastructures de transport, dessine pour *Régions Magazine* les contours d'une politique régionale marquée par le retour en grâce des transports ferroviaires du quotidien.

Régions Magazine : Le président de la République a décrété le retour aux transports du quotidien négligés au profit de la grande vitesse, le grand dessein de la SNCF ces dernières décennies. Comment jugez-vous cette nouvelle priorité ?

David Valence : C'est une bonne chose qu'au niveau national on se rende compte que pour quelques milliers de voyageurs qui voyagent dans les TGV chaque jour, on a des centaines de milliers de voyageurs qui circulent dans les TER. Dans le Grand Est, 165.000 personnes prennent quotidiennement le TER. Cela pourrait, cela devrait être plus, mais c'est sans comparaison avec le nombre de voyageurs qui empruntent les TGV. Depuis 30 ans, l'Etat ne donne pas les moyens aux entreprises qui gèrent le réseau ferré. Il accorde deux milliards d'euros pour investir sur les petites lignes alors qu'il en faudrait trois. On a aujourd'hui un réseau capillaire

voyageurs qui est très dégradé. L'âge moyen d'une ligne de chemin de fer en France se situe entre 30 et 40 ans. En Allemagne elle est de 10.

RM : Qu'est-ce qu'implique concrètement cette nouvelle philosophie du transport de proximité ?

DV : Je souhaite en premier lieu que l'on pense la question des mobilités en lien avec celle de l'aménagement des territoires. C'est une préoccupation constante de la région Grand Est. Je pense par exemple à ces lignes dont la fréquentation faiblit en bout de trajet parce que l'on vient d'une métropole vers une ville moyenne. Il faut les développer parce que nos métropoles, même Strasbourg, sont

petites par rapport aux métropoles européennes comme Munich ou Hambourg. Développer ces liaisons entre villes moyennes et métropoles est fondamental pour nos territoires. Je ne sais pas si c'est toujours bien perçu par nos décideurs nationaux.

RM : Le bus géré par la SNCF a-t-il un rôle à jouer dans ce rapport à la proximité ?

DV : On ne souhaite pas que cette priorité soit un alibi pour déshabiller le train au profit du bus. La SNCF gère déjà des lignes de bus. Par exemple la ligne que je connais bien, entre Saint-Dié et Sélestat, est une ligne de bus-TER qui est gérée par la SNCF. On sera vraiment très attentif pour que cette articulation entre le train et le bus soit envisagée comme une complémentarité, pas comme une concurrence. Qu'on ne dise pas globalement : les Franciliens ont droit au train et les provinciaux n'ont droit qu'au bus. Ce serait extrêmement préjudiciable à l'image de l'équité territoriale.

“Le fait d'avoir aujourd'hui une taille conséquente nous permet de négocier dans de bonnes conditions avec la SNCF.”

RM : La fusion des trois anciennes Régions en une seule est-elle un avantage ou un inconvénient pour la gestion des TER ?

DV : Le fait d'avoir aujourd'hui une taille conséquente nous permet de négocier dans de bonnes conditions avec la SNCF. Je rappelle que pour l'année 2017, on consacre le même budget au train que le budget aggloméré des trois anciennes Régions, soit 431,5 M€, soit la même somme qu'en 2015 ; et pourtant on a 200 trains en plus par jour ! On achète davantage et on paie moins cher. Par exemple sur la ligne Metz-Luxembourg, qui a le taux de croissance le plus élevé, on est désormais à un train toutes

les 10 minutes en période de pointe. De plus, pour élever le niveau de sécurité, on passe l'année prochaine au standard européen, ce que la Lorraine avait toujours refusé de faire bien que les Luxembourgeois l'aient demandé. En 2018, nous investirons 28 M€ sur l'ERTMS (système européen de gestion du trafic ferroviaire), qui est exigé aujourd'hui par le Luxembourg pour que nos trains puissent emprunter ses lignes.

RM : Pourquoi le TER ne séduit-il pas davantage de voyageurs ?

DV : Le TER est en concurrence avec la voiture, dont le coût à l'usage a plutôt baissé ces dernières années, contrairement à ce que l'on pense souvent. Le carburant a cessé d'augmenter depuis plusieurs années, le coût d'achat des voitures proportionnellement aux revenus n'a pas augmenté depuis 30 ans : il a même baissé. Personne ne le dit jamais dans le débat sur le développement durable, mais le coût de l'usage individuel d'une voiture a baissé ces dix dernières années. D'un point de vue strictement économique, la voiture est un moyen de déplacement moins coûteux, pour autant que l'on ne circule pas juste à une personne dans une voiture. La part modale de la voiture baisse un peu dans les centres-villes, mais augmente ailleurs. »



David Valence a répondu aux questions de *Régions Magazine*.

A31 bis : pour “une écotaxe à l'échelle régionale”

RM : L'A31 bis entre Nancy et le Luxembourg, qui permettrait de désengorger cette liaison saturée, est-elle encore une priorité de la région Grand Est ?

DV : La Région est prête à honorer ses engagements sur le plan financier. La question qui est posée aujourd'hui, c'est le niveau de détermination de l'Etat. C'est d'ailleurs pour l'A31 bis que nous souhaitons lever une écotaxe à l'échelle régionale. Dans le Grand Est, cette écotaxe permettrait de lever 110 M€ par an ; cela permettrait de financer les investissements structurants et cela leverait les interrogations sur ce que l'Etat peut faire pour l'A31 bis. Depuis le début, notre détermination n'a pas faibli sur ce dossier, nous sommes bien conscients qu'il est essentiel pour des dizaines de milliers de frontaliers. /

» RM : Pour le Grand Est vous dites que l'on peut et doit faire mieux. Pouvez-vous préciser ?

DV : C'est notre objectif mais il ne faut jamais oublier qu'avec 165.000 voyageurs par jour dans le Grand Est, nous enregistrons la deuxième plus forte fréquentation nationale, après l'Ile-de-France. Nous sommes également seconds en nombre de trains. On n'est pas mal placé. On est aussi la région où les trains sont les plus ponctuels : à 92 % en moyenne, et à plus de 95 % en Alsace. Nous n'avons peut-être pas assez bien connecté les bus avec les trains. Je suis maire de Saint-Dié dans les Vosges, qui est une ville de départ et d'arrivée du TGV. Vous avez le matin un TGV pour Paris à 7h15, et puis vous avez un bus qui vient de Gérardmer, une ville où il n'y a pas de gare. Le bus arrive à la gare de Saint-Dié à 7h20. Si ce bus arrive à 7h05, il permettra aux voyageurs de prendre ce TGV. L'intermodalité doit être développée.

"Ce serait un très mauvais signal envoyé aux territoires si on leur supprimait les dessertes TGV de villes moyennes".

RM : Tous les usagers, actuels ou potentiels, soulignent le manque de parkings à proximité des gares. N'est-ce pas un obstacle majeur pour choisir le TER ?

DV : Nous consacrons une somme très importante pour aider les communes, communautés de communes et agglomérations à créer des parkings ou aménager des garages à vélo. Dans certains cas, quand les communes sont trop petites et n'ont pas les moyens, nous prenons en charge nous-mêmes ces aménagements. C'est le cas actuellement en Alsace à Mommenheim et à Obermodern où la Région a été maître d'ouvrage. C'est assez exceptionnel en France. Nous sommes prêts à le faire sur d'autres chantiers,

TER : 250 M€ pour 21 nouvelles rames

La Région a confirmé cette commande qui sera fabriquée dans l'usine Alstom de Reichshoffen.

Le TER Grand Est est un géant. Il occupe la deuxième place sur le podium national de la fréquentation. Avec 165.000 voyageurs par jour, il talonne l'Ile-de-France. La hiérarchie est la même pour le nombre de trains en circulation et le parc de matériel dédié aux transports du quotidien aujourd'hui réhabilités. Ce parc, issu de la fusion des trois réseaux Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne, compte 477 unités en autorails, rames automotrices, locomotives, voitures... L'ambition affichée de développer l'offre et la modernisation du parc impose une politique rigoureuse de renouvellement du matériel.

"Nous avons une stratégie à 20 ans au minimum", souligne David Valence. Certains matériels anciens sont générateurs de retards. Le seul système de freinage peut avoir ce type de conséquence, qui met à mal la confiance de l'utilisateur. Ainsi pour remplacer les rames automotrices datant des années 80, le conseil régional a approuvé l'achat pour 80 M€ de six nouveaux trains régionaux fabriqués dans les ateliers de l'usine Alstom à Reichshoffen.

Le président du conseil régional **Jean Rottner** a visité le site pour formaliser cette commande et marquer son soutien indéfectible à la filière ferroviaire. "Elle représente plus de 3.000 emplois directs dans le Grand Est, nous souhaitons aider cette filière de haute qualité, de précision et de prestige où les travailleurs sont très attachés à leurs métiers", insiste David Valence, qui a pris part

à la visite. Cette commande concerne cinq rames Intercités *Coradia Liner* destinées à renforcer l'exploitation des lignes Paris-Troyes-Belfort, Paris-Bar-le-Duc et Nancy-Strasbourg. S'y ajoute une rame *Coradia Régiolis*, le train régional nouvelle génération, appelée à renforcer les dessertes en Alsace du Nord.

Deuxième vague

La livraison de cette première vague de commandes s'échelonne de fin 2018 à février 2020.

Car il y aura bien une deuxième vague, plus importante encore, qui sera lancée en 2018 et portera sur 170 M€. Jean Rottner a en effet confirmé une deuxième tranche portant sur quinze rames Régiolis en version transfrontalière. La question des mobilités transfrontalières est centrale dans une région, la seule de France, à compter quatre frontières avec la Suisse, la Belgique, l'Allemagne et le Luxembourg.

"Le développement de ces flux est très fort", confirme David Valence, "c'est surtout vrai vers le Grand-Duché depuis Metz où l'on enregistre plus de 9 % d'augmentation du trafic".

Et le phénomène va encore s'accroître. En 2016, le nombre de frontaliers français au Grand-Duché a passé la barre des 90.000 et poursuit inexorablement sa progression. La question de la saturation des axes de transports, qu'ils soient ferrés ou routiers, se pose avec toujours plus d'acuité. //

P. R.

Jean Rottner est venu à Alstom confirmer les commandes de la Région.



Le TER Grand Est occupe la deuxième place de la fréquentation nationale après l'Ile-de-France.

en Lorraine ou en Champagne-Ardenne. On accompagne dans tous les cas jusqu'à 50 % les collectivités qui souhaitent aménager des parkings et créer une offre de stationnement sur leur gare. Concrètement il faut que vous puissiez vous rendre à la gare vous-même et y déposer votre véhicule. Si vous êtes obligé de vous faire déposer, cela devient compliqué, la décision ne dépend plus uniquement de vous, donc vous ne prenez pas le train.

RM : La SNCF envisage de supprimer des arrêts TGV dans quelques villes moyennes de la région. Quelle est votre position sur ce point sensible ?

DV : La Grande Vitesse permet de faire de l'aménagement du territoire parce qu'elle connecte justement des villes moyennes à des grandes villes. On sait bien qu'au départ de ces villes moyennes les usagers ne sont pas forcément nombreux, mais qu'il s'agit de personnes importantes pour le développement économique de ces villes. Charleville-Mézières, Epinal, Remiremont, Saint-Dié, Lunéville, Sarreguemines, Sarrebourg peut-être... sont des villes dont les dessertes sont potentiellement menacées. La

Région sera très attentive à ce que l'argent et l'intérêt des Lorrains, des Alsaciens et des Champardennais soient pris en compte dans les décisions qui seront arrêtées. Les Régions ont beaucoup payé pour bénéficier de ces arrêts dans les villes moyennes, et elles étaient même les premières historiquement à payer

pour le TGV. Ce serait donc un très mauvais signal envoyé aux territoires si on leur supprimait ces dessertes de villes moyennes. C'est un point sur lequel nous sommes très mobilisés. Nous souhaitons leur maintien, sans ambiguïté. //

Propos recueillis par Pierre Roeder

La nouvelle sécurité transfrontalière

Les chemins de fer luxembourgeois ont annoncé qu'ils supprimeraient totalement leur système national de signalisation et de contrôle de vitesse des trains, dénommé MEMOR II+. Au 1er janvier 2020, il sera remplacé par une norme européenne, appelée ERTMS (European Rail Traffic Management System). Ce système apporte notamment une sécurité accrue sur les lignes, permettant l'arrêt ou le freinage d'urgence dans le cas de détection de problèmes ou d'erreurs humaines. Les 25 TER circulant entre la France et le Luxembourg disposent des standards français (KVB) et luxembourgeois (MEMOR II+). Ils doivent être équipés du standard ERTMS pour continuer à circuler sur le réseau ferré luxembourgeois lorsque les CFL désactiveront le MEMOR II+. Ce sera la première mise en œuvre de cette évolution technique en Europe. L'investissement atteint 27 M€ pour équiper les 25 trains, dont 22 millions de la région Grand Est et 5 millions de la Commission Européenne. //

Dans la jungle des tarifs du TER

Chaque ancienne Région avait sa grille tarifaire et ses propres règles pour les tickets de transports du TER. L'harmonisation des tarifs a fait le choix "de la simplification et de la jeunesse". Les Lorrains se sentent lésés et protestent.

L'harmonisation des tarifs TER appliqués différemment dans les trois anciennes Régions est un chantier sensible qui a entraîné une vague de mécontentement, notamment chez les voyageurs lorrains. Ces derniers sont objectivement les perdants de l'opération, avec une augmentation du tarif de base, alors que celui-ci est légèrement à la baisse pour les Alsaciens et les Champardennais. "Nous n'avons probablement pas été assez pédagogiques", reconnaît David Valence, vice-président chargé des transports. L'explication réside dans une particularité Lorraine, seule région de France où "pour accéder aux tarifs préférentiels, on ne demandait l'ac-

quisition d'aucune carte, d'aucun titre de transport. C'était le titre préférentiel universel !" poursuit l' élu. Mais l'accès à ces réductions automatiques ne pouvait s'appliquer lorsque le titre de transport était acheté sur internet, soit 60 % des transactions. Par ailleurs, dans les gares, seules des bornes spécifiques appliquaient les tarifs spéciaux. Bornes qui, selon David Valence, "n'existaient pas dans toutes les gares".

Thionville-Remiremont : jusqu'à 189 % de hausse sur le prix du billet !

Deux logiques ont présidé à l'harmonisation des tarifs : "la simplification et la priorité à la jeunesse".

Il existait dans les trois régions une grille complexe du prix du billet indexés sur la catégorie sociale. On ne payait pas la même chose si on était militaire, chômeur, stagiaire, étudiant... La décision a été prise de supprimer la distinction au statut au profit du seul critère de l'âge. Les voyageurs ont soit moins de 26 ans, soit plus de 26 ans. Les variations de tarifs se font sur cette seule considération. Les élus comptent en partie sur ce choc de la simplification pour fidéliser les voyageurs.

L'ambition est bien de changer les habitudes de l'usager occasionnel, qui représente un tiers des 165.000 voyageurs quotidiens, en l'encourageant à prendre une carte de fidélité rapidement amortie dans l'année. "C'est ce qui se fait partout en France", assure David Valence. Mais les augmentations de tarifs pourraient encourager les usagers à changer leurs habitudes. Entre Nancy et Metz, l'occasionnel paie désormais son ticket 25 % plus cher. La Fédération nationale des usagers des transports a même pointé la hausse de 189 % appliquée entre Thionville et Remiremont. Jean Rottner, président de la région Grand Est s'est dit prêt "à faire un geste sur les tarifs occasionnels en Lorraine, je vais proposer cet effort de justice". Ce sera fait dès le printemps 2018 avec la mise en place de petits prix ponctuels style Prem's

P.R.

La part variable du voyageur

578 M€, c'est le coût du TER en Grand Est pour 2017. La Région en finance 432 M€, soit 15 % d'un budget total de 2,8 milliards. La part des 165.000 voyageurs quotidiens s'élève à 146 M€, soit 2,40 euros en moyenne par trajet. Mais l'effort que consent la Région est plus ou moins important en fonction du taux de remplissage. "Proportionnellement, pour un Lorrain qui emprunte le train, on consacre toujours plus d'argent que pour un Alsacien puisque les trains sont beaucoup plus fréquentés en Alsace", relève David Valence. En Alsace, entre Strasbourg et Mulhouse, l'usager paie 50 % du coût du service ferroviaire. En Lorraine, entre Verdun et Conflans, le voyageur assume 20 % du service. "Les Alsaciens le savent bien, c'est pourquoi aussi ils exigent beaucoup d'investissements sur leur réseau ferroviaire. Mais la Lorraine y a beaucoup gagné", affirme l' élu.

Il s'agit aussi d'améliorer les gares (ici rampes pour personnes à mobilité réduite).



L'effort tarifaire de la Région cible prioritairement les jeunes usagers du TER.



Aéroports qui rient, aéroports qui grimacent

Dans le Grand Est, le paysage des aéroports est très contrasté. En Alsace, leur progression est constante et spectaculaire. En Lorraine et en Champagne-Ardenne, ils sont à la peine, mais se battent.

Une région et quatre aéroports aux fortunes diverses : Bâle-Mulhouse bat des records ; Strasbourg-Entzheim décolle ; Vatryest convalescent ; Metz-Nancy-Lorraine est dans le doute. Ce dernier, le seul géré par une régie régionale, a constitué une difficulté dès les premiers jours du Grand Est. "Nous avions un gros problème de direction et de management avec des orientations peu définies", reconnaît David Valence. La première décision a été de nommer un nouveau directeur, Stéphane Lafay, qui est aussi celui de Vatry. "Ce qui nous permet d'avoir une réflexion globale au niveau régional", poursuit l' élu. Elle s'impose en effet pour cet équipement inauguré en 1991.

Dernière crise en date : la disparition en à peine six mois de quatre lignes régulières vers Nantes, Bordeaux, Perpignan et Nice. Cette dernière fonctionnait depuis les premiers jours de l'aéroport situé en pleine campagne, à mi-distance entre Nancy et Metz. La suspension hivernale de cette liaison historique reste un mauvais signal, même si son rétablissement est programmé pour le retour des beaux jours. Avec 355.000 passagers, 2005 a été une année record. Mais le TGV Est ouvert en 2007 s'est imposé comme un redoutable concurrent. En 2016, 231.220 passagers ont décollé de l'aéroport Lorraine. A 200 kilomètres de là en Champagne-Ardenne, l'espoir renaît à Vatry grâce au fret. Plusieurs opérateurs cargo ont, en effet, choisi cette plateforme proche de Paris. La fréquentation des voyageurs reste modeste. Elle était de 84.000 passagers en 2015, a grimpé à 115.000 passagers en 2016 et devrait retomber en 2017.

Des géants en Alsace

Le paysage des aéroports alsaciens est bien moins morose. En 2017, Strasbourg-Entzheim a ouvert huit lignes pour Athènes, Fès, Londres, Marrakech, Dubrovnik, Palma de



L'Euroairport Bâle-Mulhouse.



L'aéroport de Nancy-Metz.

Majorque, Lanzarote et Rennes. "Depuis quatre ans, nous ouvrons chaque année 4 à 10 lignes", précise Thomas Dubus, directeur d'un équipement qui emploie aujourd'hui 1.200 personnes. La fréquentation annoncée pour 2017 est de 1,2 million de passagers, et la croissance de 12 %. L'arrivée du TGV a été l'occasion de se repositionner sur les loisirs, là où le chiffre d'affaires se faisait traditionnellement à 60 % sur la clientèle d'affaires. Paris, la destination phare a été happée par le train à grande vitesse, ce qui a conduit à fermer les lignes pour Roissy et Orly. L'international, c'est la nouvelle option qui aujourd'hui porte ses fruits. Les compagnies low-cost, absentes il y a cinq ans, représentent 50 % de l'activité en 2017. Strasbourg-

Entzheim ne coûte rien à la collectivité. Bien au contraire, elle lui apporte des dividendes grâce à des bénéfices annuels qui varient entre 500.000 et 1,5 million d'euros.

Tout en haut de la pyramide se trouve l'EuroAirport de Bâle-Mulhouse, qui accueille une grosse vingtaine de compagnies aériennes et dessert plus de 90 destinations dans plus de 30 pays, par des vols directs. Un nouveau record de fréquentation a été battu en 2016 avec 7,3 millions de passagers. Dans le domaine du fret les autres principaux prestataires de fret express sont présents : DHL, FedEx, TNT et Ups. EuroAirport est un géant.

Pierre Roeder

Alstom en Grand Est, ou la volonté d'ancrage territorial de l'entreprise

Le Président d'Alstom France, Jean-Baptiste Eyméoud, dit volontiers que la France est au cœur de la stratégie globale d'Alstom. Et les deux sites implantés dans la Région Grand Est attestent de la volonté d'ancrage territorial de l'entreprise. C'est dans cet esprit que le directeur du site de Reichshoffen, Olivier Carnot, présente à Régions Magazine les réalisations et les projets de ce dernier, ainsi que ceux de la filiale NTL.

"Nous occupons une grande place dans l'économie locale"

Interview d'Olivier Carnot, Directeur du site de Reichshoffen



Olivier Carnot

Régions Magazine :
Quel est le rôle d'Alstom au niveau de la Région Grand Est ?

Olivier Carnot : Le site de Reichshoffen est un acteur historique dans le bassin d'emploi alsacien, puisqu'il fête cette année son 250^{ème} anniversaire. C'est le centre d'excellence d'Alstom pour la conception et la fabrication de trains régionaux et de trains Grandes Lignes. Il est également spécialisé dans la modernisation des matériels ferroviaires. Il conçoit et fabrique notamment le "Coradia Polyvalent", dont les projets impliquent toute la filière française, et qui répond aux besoins du transport régional et Grande Ligne en France et à l'étranger.

Le second site est celui de la société NTL, créée en 2012, qui est détenue à 51% par Alstom, et à 49% par BpiFrance (Etat). Dirigé par David Journet, le site conçoit et propose des solutions innovantes pour le transport public, avec notamment APTIS, nouvelle expérience de mobilité urbaine 100% électrique et Translohr, gamme de tramways sur pneus. Il emploie 200 personnes.

Régions Magazine : Alstom occupe une grande place dans l'économie

locale...

Olivier Carnot : 820 salariés Alstom travaillent sur le site de Reichshoffen, répartis en trois tiers, ouvriers, techniciens et agents de maîtrise, ingénieurs et cadres. Avec les intérimaires et les sous-traitants, on arrive à un chiffre supérieur à 1000. Nous travaillons avec 236 fournisseurs de la Région Grand Est.

RM : Vous vous impliquez aussi dans la vie sociale... ?

OC : Alstom, sur le site de Reichshoffen, s'investit fortement dans la formation des jeunes, comme dans l'amélioration des conditions de travail. Pour les jeunes, nous accueillons chaque année une vingtaine de

classes de collèves, lycées et enseignement supérieur pour leur faire découvrir nos activités. Nous intégrons une quarantaine d'apprentis (contrats en alternance) par an, dans tous les métiers de l'entreprise, et le même nombre de stagiaires. Nous avons noué des partenariats avec l'INSA Strasbourg et l'UIMM. Je dirais volontiers qu'aider les jeunes est dans notre ADN...

RM : Mais je crois que vous portez une attention particulière aux personnes en situation de handicap...

OC : En 2016, le site comptait près de 9% de travailleurs en situation de handicap parmi l'ensemble de son



personnel, taux supérieur au seuil imposé par la réglementation - 6%. Depuis 2012, nous avons développé un partenariat avec le Sonnenhof au travers de la création d'un atelier adapté. Placé au milieu de l'usine, cet atelier est un exemple d'intégration de salariés en situation de handicap. De plus, le site a développé un partenariat avec l'Association des Paralysés de France, entreprise basée à Illkirch, sur la production de faisceaux de câblage...



RM : Quelle est la place de l'innovation chez Alstom ?

OC : Elle est essentielle. Notre solution Aptis par exemple présente les avantages d'un tramway dans un bus. Plancher bas intégral, encombrement minimum en ville, larges ouvertures, surface vitrée importante, espace salon à l'arrière, quatre roues directrices, recharge rapide la nuit au dépôt, et le jour au terminus. Deux prototypes ont circulé notamment à Paris et à Strasbourg fin novembre. Mais je veux aussi citer la plateforme modulaire, Coradia Polyvalent, née sur le site de Reichshoffen, qui permet de répondre aux besoins spécifiques de chaque client dans la fabrication de trains régionaux et grandes lignes. A ce jour, 285 trains Coradia Polyvalent nous ont été commandés dans le cadre du contrat confié par la SNCF à Alstom, dont 17 en version transfrontalière France-Suisse pour la ligne Léman express. Et je rappelle pour mémoire les tramways Citadis qui circulent à Mulhouse, Reims ou



Strasbourg. Je mentionnerai enfin que l'Algérie a commandé 17 trains Coradia, et le Sénégal 15.

RM : Un mot de conclusion...

OC : Simplement pour souligner que profondément ancrés dans la région Grand Est, nos sites contribuent aussi au rayonnement du groupe Alstom à l'international. //

"Les projets français sont des vitrines pour l'international"

Le mot de Jean-Baptiste Eyméoud, Président d'Alstom France



J.B. Eyméoud

Régions Magazine :
Vous dites volontiers que la France est au cœur de la stratégie d'Alstom...

Jean-Baptiste Eyméoud : La France a toujours occupé une place centrale chez Alstom. Elle y compte 8500 employés - sur 32800 dans le monde - répartis sur 12 sites, en un maillage intéressant toutes les régions. Son activité génère 27000 emplois auprès de 4500 fournisseurs français.

RM : Vous couvrez l'ensemble des

produits du transport par rail ?

J-B E : Oui, matériels roulants, urbains et grandes lignes, fret, signalisation, sécurité, infrastructures, services... Au-delà du ferroviaire, nous avons développé avec notre filiale NTL, Aptis, une solution de mobilité 100% électrique qui a été testée fin novembre à Strasbourg. En outre, 80% de la R&D d'Alstom sont réalisés en France par 4000 ingénieurs, à la base de nombreuses innovations.

RM : Quel est le rôle d'Alstom France dans le développement international du marché ferroviaire ?

J-B E : Un système de transport réussi en France par Alstom devient

une vitrine pour le monde entier. Plus de 40% des ventes françaises, d'un total de 2,3 milliards d'euros, sont réalisées pour des projets internationaux. Je citerais Amtrak aux USA, les métros de Dubaï et d'Hanoï, les trains régionaux en Algérie et au Sénégal...

RM : Une conclusion.

J-B E : Je suis fier et heureux d'être à la tête d'Alstom France qui est à la pointe de l'innovation, dont les hommes et les femmes sont riches de compétences et de savoir-faire, ce qui permet à Alstom de contribuer à la mobilité durable et au dynamisme économique dans les territoires. //

Lohr du Rhin

En complément de son activité routière et de ferroutage, le groupe alsacien Lohr développe des solutions 100 % électriques pour le transport de personnes.

Installé à Hangenbieten, près de Strasbourg, depuis sa création en 1963 et avec son site industriel de Duppigheim, le groupe Lohr est un spécialiste mondial des systèmes de transport de biens et de personnes, qui compte 1.200 employés. En Alsace, un pôle de R&D de plus de 120 ingénieurs et techniciens et une unité de production conçoivent puis fabriquent les différentes technologies Lohr, en complément d'usines locales en Turquie, en Chine, aux États-Unis, et au Mexique. Historiquement, le groupe Lohr s'est fait une renommée dans le marché porte-véhicules (voitures, camions, caravanes...) via sa filiale *Lohr Automotive*, puis dans le ferroutage pour le transport de semi-remorques routières grâce à son système *Lohr Railway System*, une technologie déjà utilisée entre plusieurs terminaux en Europe (Chambéry et Turin depuis 2003, Luxembourg et Perpignan depuis 2007, Port de Calais pour des semi-remorques non-accompagnés en correspondance avec les *Ferries* depuis octobre 2015 et une nouvelle liaison vers le sud de la France). Mais Lohr voit aussi son avenir dans les mobilités de demain, avec le véhicule *Cristal* et l'essieu de bus *Boréal*, tous



Le véhicule Cristal est 100 % électrique et se conduit en libre-service avec un permis B. Mais il a aussi l'avantage d'être modulable : en y accrochant jusqu'à trois véhicules supplémentaires, le voici transformé en transport en commun pour plus de 70 personnes, avec chauffeur ! Pour les vacances d'été, Cristal a pris le ferry pour se rendre en Corse et rouler aux couleurs de la Communauté d'agglomération Pays Ajaccien.

deux basés sur des technologies 100 % électriques pour les transports urbains. De la taille d'une voiture citadine haute de 2,50 mètres, Cristal est utilisable seul, en mode libre-service, pour transporter jusqu'à cinq personnes, ou en mode navette, par "trains" de deux à quatre véhicules pour transporter jusqu'à 82 personnes. Cette flexibilité dans le temps et dans l'espace permet d'adapter à la demande, en temps réel, les moyens de déplacement mis à disposition des usagers. Doté d'une autonomie de 120 kilomètres, le véhicule a séduit les différentes villes et régies de transport qui l'ont testé en

2017. Strasbourg, Aix-en-Provence et la ville suisse de Rolle envisagent désormais de l'intégrer dans leur schéma global de transport d'ici fin 2018. Et l'essieu électrique Boréal pourrait bien aussi sillonner les rues de Strasbourg et des environs ! Testé pendant 9 mois sur un bus de ligne, ce moteur électrique de 200 kW l'a transformé – avec succès – en bus hybride. "L'essieu actif est venu remplacer l'essieu central d'un bus articulé fonctionnant au gaz", explique **Jean-François Argence**, directeur des nouvelles mobilités de Lohr. "Au démarrage, pour mettre le bus en mouvement, ses deux moteurs électriques puisent dans des super-condensateurs... qui se rechargent dès que le bus freine." Dans ce cas, le moteur thermique prenant le relais dès la vitesse de croisière atteinte, l'essieu a permis de réduire la consommation de carburant de 20 %. Mais le même essieu permet aussi de transformer un bus en véhicule 100 % électrique. Voilà qui peut donc donner une deuxième jeunesse, plus propre, à d'anciens bus diesel ou gaz, ou être intégré à du matériel neuf, comme le montre l'intérêt de plusieurs équipementiers européens. En tout cas, l'usine alsacienne de Lohr est prête pour les premières commandes de véhicules Cristal et d'essieux Boréal, attendues dans les mois qui viennent !

Véronique Parasote

L'essieu Boréal a fait ses preuves sur un bus de la CTS (compagnie des transports strasbourgeois) : ses deux moteurs-roues électriques actifs au démarrage permettent d'économiser 20 % de carburant.



BULLETIN D'ABONNEMENT À RÉGIONS MAGAZINE



NOUVELLE FORMULE D'ABONNEMENT : 40 euros T.T.C. POUR DEUX ANS

Chèque et bulletin à adresser à : JPW MEDIAS
2 rue Guynemer - 75006 Paris
Contact : emansart@regionsmagazine.com
Tél. 06 81 70 80 77 - Elisabeth Mansart

RÉGIONS 140 NUMÉRO
magazine RÉGIONS ALSACE LORRAINE GRAND EST

Nom : Prénom :

Société ou collectivité :

Adresse :

Code postal : Ville :

Tél. : Email :

FORMULE D'ABONNEMENT : x 40 euros : euros

Bulletin à renvoyer ou à recopier sur papier libre accompagné de votre règlement.

La société JPW Médias, en la personne de M. Pierre WEILL, son gérant vous informe que les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'envoi du magazine. Les destinataires des données sont nos services administratifs. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant à Mme Elisabeth MANSART (emansart@regionsmagazine.com). Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

Les cultures se rapprochent

A l'issue d'un recrutement original, trois nouvelles directrices ont été nommées dans les trois FRAC du Grand Est. Les structures restent indépendantes, mais vont harmoniser leur action.

C'est un processus de recrutement inédit qui a associé les équipes des trois Fonds régionaux d'art contemporain du Grand Est. A l'issue de celui-ci, trois directrices, **Felizitas Diering, Fanny Gonella** et **Marie Griffay** ont été nommées respectivement à la direction des FRAC implantés sur les territoires d'Alsace (Sélestat), de Lorraine (Metz) et de Champagne-Ardenne (Reims). Dans un premier temps, les candidats ont été sélectionnés individuellement sur la base d'un projet pour un des trois FRAC. A la suite de cette pré-sélection, les candidats ont été invités à former librement des "trinômes" porteurs d'un projet commun pour les FRAC du Grand Est. Chaque membre du trinôme était en outre invité à se positionner plus particulièrement sur un axe fédérateur : la médiation, l'action territoriale, le rayonnement international et transfrontalier en particulier. Le jury, composé des gouvernances des FRAC et des partenaires fonda-



Les trois nouvelles directrices des FRAC Grand Est. De gauche à droite : Fanny Gonella était auparavant directrice artistique de la Künstlerhaus de Brême (Allemagne) ; Marie Griffay a travaillé au Musée d'art moderne et contemporain de Saint-Etienne Métropole et au nouveau campus de Centrale Supélec ; Felizitas Diering était auparavant directrice de la "Regionale", plateforme d'art contemporain de la Région Rhin Supérieur (Allemagne-France-Suisse).

La politique culturelle de la région Grand Est

Depuis 2016, la nouvelle politique culturelle régionale est définie en concertation étroite avec les acteurs culturels au sein d'une instance de dialogue dédiée, le **Conseil consultatif de la culture du Grand Est**. La Région a décidé de soutenir les artistes en les accompagnant à chaque étape déterminante de leur parcours. Les projets qu'ils soumettent à la Région font l'objet d'une sélection au sein de comités constitués de professionnels de la culture. La Région a développé **trois grands axes de soutien à la filière arts visuels** : l'aide à la création, à la diffusion et aux structures, manifestations et projets culturels. Le soutien à la création se concrétise par des aides directes attribuées aux artistes professionnels implantés en région, pour leur permettre de développer une recherche et une production artistiques. La Région accompagne également les artistes émergents dans leur démarche de professionnalisation. La Région soutient la **diffusion des œuvres et la mobilité des artistes à l'échelle régionale**, nationale et internatio-

nale aux moments clés de leur parcours professionnel. Elle leur donne les moyens de promouvoir leur production artistique en finançant pour partie des catalogues et des captations audiovisuelles. La Région contribue également au rayonnement et au développement économique des **galeries d'art** en leur permettant de participer à des foires d'art contemporain de renommée nationale et internationale. Enfin, la Région **soutient les institutions labellisées** (Centre Pompidou Metz, Le Signe Centre national du graphisme, FRAC et Centres d'art), les associations, les collectivités territoriales et les réseaux d'art contemporain. Au dernier trimestre 2017, la Région a engagé avec le Conseil consultatif de la culture du Grand Est **cinq chantiers de réflexion transversaux** liant la culture aux diverses compétences régionales : financements européens, coopération transfrontalière, attractivité du territoire, développement culturel des territoires ruraux, emploi et formation dans le secteur culturel. //

Les trois FRAC

Sélestat. Depuis 1982, le FRAC Alsace acquiert des œuvres d'art auprès d'artistes vivants. Il constitue ainsi une collection publique, riche de 1.083 œuvres acquises auprès de 575 artistes, datées de 1954 à nos jours, reflétant la diversité des pratiques artistiques actuelles. La collection du FRAC Alsace s'enrichit régulièrement par l'acquisition d'œuvres d'artistes dont les noms comptent dans le paysage de l'art contemporain français et international (**Raphaël Zarka, Didier Marcel, Gianni Motti, Mathieu Mercier, David Claerbout, LaToya Ruby Frazier**). Le FRAC Alsace propose également des formations de niveau professionnel destinées à approfondir la compréhension des métiers de l'art et de la culture. En 2016, 166 actions de médiation ont ainsi été menées au FRAC Alsace et 31 hors les murs, au profit de 3.820 personnes dont 1.838 scolaires.

Reims. Créé en 1984, le **FRAC Champagne-Ardenne** est installé dans l'aile droite de l'Ancien Collège des Jésuites. Trois fois par an, il présente des expositions personnelles d'artistes contemporains venus travailler spécialement dans ce lieu ainsi que des expositions collectives vues par environ 7.000 visiteurs. Depuis sa création, le FRAC se caractérise par la dimension expérimentale de sa programmation et par les liens très étroits qu'il a su créer et développer avec des artistes de renommée internationale invités à séjourner et à créer en région. Sept résidences d'artistes ont ainsi eu lieu en 2016.

Metz. Structure publique hybride, le **49 Nord 6 Est** s'auto-définit comme une plate-forme de réflexion, un lieu d'échange accessible à tous. Installé au cœur du centre-ville de Metz dans l'Hôtel St-Livier, l'un des plus anciens édifices de la ville il organise régulièrement des temps de résidences et de workshops avec des critiques et historiens de l'art, philosophes, écrivains, chorégraphes, metteurs en scène, et des chercheurs de tout horizon... En 2016, environ 15.000 visiteurs ont découvert les 3 expositions du 49 Nord 6 Est et 1.550 personnes ont participé à sa programmation culturelle. //



Le FRAC Alsace.



Le FRAC Champagne-Ardenne.



Le FRAC Lorraine.

teurs (l'État et la Région) a examiné les candidatures ainsi formées en prenant en compte la qualité des projets artistiques, mais aussi la coopération entre les trois FRAC. L'harmonisation de l'action des trois structures associatives, qui restent cependant toutes trois indépendantes, a également été prise en compte. Ce rapprochement s'appuiera sur un modèle collaboratif, fondé sur de nouveaux modes de travail au quotidien. Un comité de suivi composé des partenaires fondateurs et des direc-

trices accompagnera cette concertation permanente entre les trois Frac. "Le nouvel espace de la région Grand Est offre un vaste territoire qui, par l'action conjuguée des FRAC Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine, ouvre des perspectives pour étendre l'engagement de ces structures dans le domaine de la création artistique mais aussi dans la société. L'objectif de cette recomposition est d'irriguer la région en proposant aux publics un accès à la recherche artistique et à la création, en écho aux transformations

sociétales", expliquent les représentants des partenaires fondateurs, dont le président de la commission Culture au conseil régional **Pascal Mangin**. Les FRAC Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine souhaitent ainsi établir ensemble un lien collaboratif avec le tissu local, un lien de proximité "permettant la synergie entre territoire et création, au bénéfice des individus et des idées." //

Ph. M.

La fusion en marchant

Si les trois structures régionales du tourisme n'ont pas encore fusionné, elles travaillent déjà ensemble, pour le plus grand bonheur de la fréquentation du Grand Est.

Les jeux de lumière sur les routes du vin alsaciennes figurent parmi les plus beaux paysages du Grand Est, comme ici à Katzenthal dans le Haut-Rhin.

Ce n'est déjà pas facile de fusionner deux comités régionaux du tourisme, qui travaillent sur des territoires dissemblables, dotés d'atouts différents, de stratégies parfois opposées. C'est encore plus difficile quand il y en a trois, et encore plus délicat quand un de ces trois CRT... n'en est pas un ! Car depuis 2014, l'Alsace s'est dotée d'une Agence d'Attractivité (AAA) dont le rôle va bien plus loin, puisqu'elle chapeaute aussi bien la prospection d'investisseurs économiques étrangers, l'aide au développement des entreprises alsaciennes à l'international, que le tourisme.

Rien d'étonnant donc à ce que ces trois structures n'aient pas encore fusionné, alors que la loi les y incite, et que personne ne semble vraiment pressé pour l'instant de ne faire qu'une seule de ces trois entités. "Il n'y a pas d'urgence particulière, admet le nouveau président du conseil régional **Jean Rottner** à ce sujet. *Nous avons défini une stratégie de marques, avec cinq destinations majeures, l'Ardenne, l'Alsace, la Lorraine, le Massif des Vosges et la Champagne, et nous pouvons travailler sur cette base en toute cohérence, en suscitant des rapprochements. Les Vosges sont à cheval sur deux anciennes régions, la Lorraine et l'Alsace, l'oénotourisme en concerne trois, le tourisme de mémoire également. Dans certains secteurs il nous fallait aller vite, ici il nous paraît plus sage de prendre son temps.*

D'autant que, et c'est le directeur général de l'AAA **Philippe Choukroun** qui l'affirme, "aller en vacances dans le Grand Est, ça n'existe pas ! Le touriste féru de montagne va se rendre dans les Vosges, celui qui aime la nature ira dans les Ardennes..." Qu'il se rassure, ce phénomène n'est pas propre au Grand Est, personne ne va en vacances en PACA, mais cela n'a jamais nui au succès de la Provence, de la Côte d'Azur ou des Alpes. Et d'ailleurs cette Région n'a-t-elle pas pour l'instant conservé ses deux CRT ?

Donc la fusion ne se fera pas au pas de course, mais plutôt en marchant. "Cela fait très longtemps que nous travaillons avec nos voisins, désormais collègues, lorrains et alsaciens, affirme **Laurence Prévot**, directrice du CRT Champagne-Ardenne. C'est le cas par exemple dans le cadre du Contrat

de Destination Grande Guerre. Avec la Lorraine et l'Alsace, nous travaillons ensemble sur certains marchés européens. Nous avons déjà tenu des conférences de presse en commun avec nos agences de presse, organisé ensemble des missions commerciales, édité des outils communs : nous avons l'habitude de chasser en meute !" A commencer par la remarquable plaquette Les chiffres-clés du tourisme dans le Grand Est, dont on trouvera quelques éléments marquants dans ces pages.

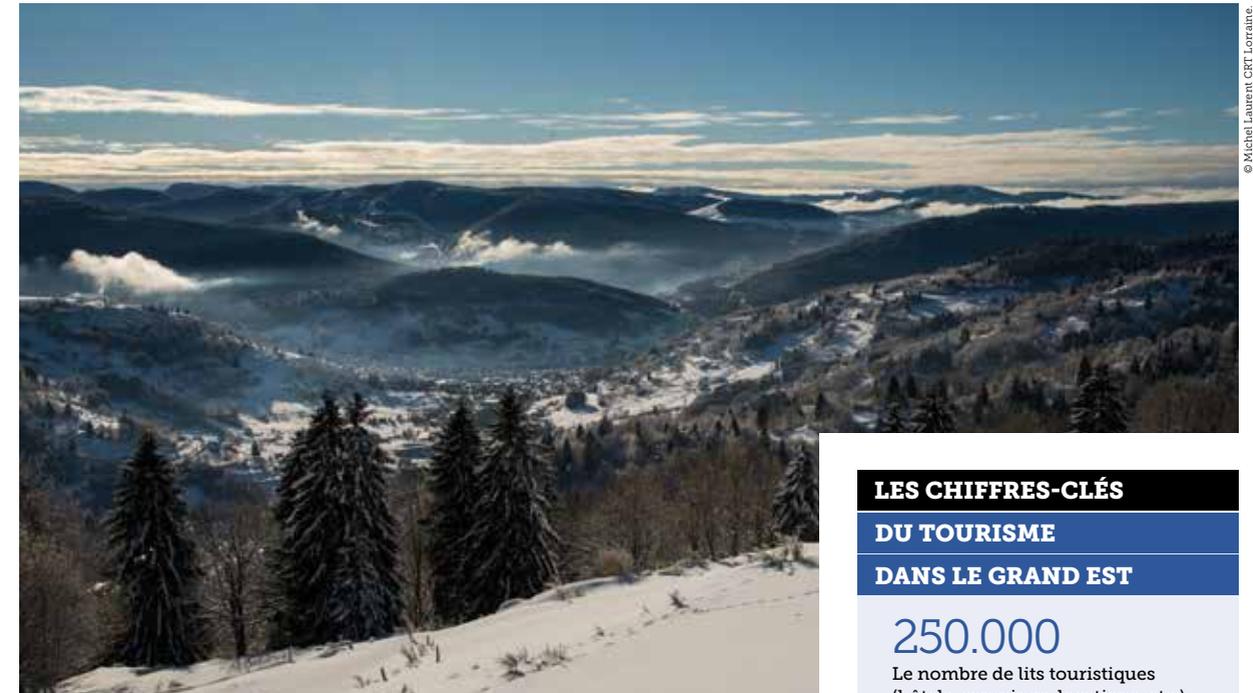
On voit de plus en plus arriver en Champagne des touristes venus du Brésil, de Russie, d'Inde, de Chine, d'Australie ou des Etats-Unis.

"C'est à nous de nous intégrer dans la nouvelle stratégie touristique à l'échelle de la Région et de ses cinq marques, complète **Philippe Lecomte**, directeur du CRT de Lorraine, tout en conservant nos spécificités et en s'appuyant sur nos complémentarités". A dire vrai, cela ne semble pas vraiment poser de problèmes. Démonstration.

"En ce qui nous concerne, nous avons la chance de bénéficier avec la Champagne – et comme l'Alsace – d'une des seize marques mondiales de la France, celles que le gouvernement a choisies pour atteindre l'objectif de cent millions de tourisme en 2020, rappelle Laurence Prévot. "L'Alsace, la Bourgogne et la Champagne (A, B, C) dans le cadre de l'association des CRT du Grand Est mènent depuis longtemps des opérations communes sur des marchés à fort potentiel (USA, Australie...) autour de l'oénotourisme et de la gastronomie. Un vrai succès avec une croissance significative depuis 2011. Aujourd'hui, ces clientèles lointaines et émergentes pèsent de plus en plus dans notre chiffre d'affaires !"

Si la prospection des territoires proches (France, Belgique, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Allemagne) se fait en articulation étroite avec les ADT/CDT et les Offices de Tourisme pour la Champagne et pour l'Ardenne, le CRT travaille les marchés émergents et lointains principalement avec les Offices de Tourisme et les acteurs privés avec succès sur la destination la Champagne.

L'inscription du vignoble de Champagne sur la Liste du patrimoine mondial crée "une effervescence de projets" : nouvelles prestations touristiques originales, nouveaux hébergements (Châlons-en-Champagne, Reims, Epernay, Troyes). Un projet au Lac du Der, de récents et nouveaux événements (la Marche des Réconciliations, la Champagne en Fête



Le Grand Est, c'est aussi une région montagneuse, grâce au Massif des Vosges et à ses merveilleux points de vue, comme ici à Cornimont.

autour d'Epernay, Metamorpheuses à Châlons-en-Champagne) témoignent d'un énergie positive.

Au niveau de l'Ardenne, "nous avons choisi la carte transfrontalière, en travaillant autour du Massif de l'Ardenne (France, Belgique, Luxembourg) dans une logique clients, avec un positionnement fort autour de l'écotourisme". Autre bel exemple de travail en commun : La Meuse à Vélo, itinéraire de plus de 1.000 km sur trois pays (France, Belgique et Pays-Bas) qui a vocation à devenir une Eurovélo, passe notamment par la Lorraine et par la Champagne-Ardenne. "Cet itinéraire nous amène à travailler de concert depuis là aussi des années et à jouer la complémentarité", conclut Laurence Prévot.

Côté lorrain, on a choisi de jouer la carte de la complémentarité entre les différentes marques, afin d'augmenter la fréquentation et le nombre de nuitées. "Nous bénéficions d'une bonne mobilisation des acteurs lorrains autour de thèmes comme le terroir, la gastronomie, le savoir-faire, précise Philippe Lecomte. Rien que dans ce dernier domaine, nous proposons une gamme étendue qui va des métiers d'art aux arts de la table, en passant par les cristalleries, les verre-

ries, les émaux, les faïences... C'est aussi un type d'activités qui contribue à donner de la fierté, celle du savoir-faire d'un territoire".

Il s'agit donc de valoriser la Lorraine en proposant une gamme de loisirs élargie, en s'appuyant sur le succès du "Pass Lorraine" qui s'appuie sur 180 offres et a conquis plus de 150.000 adhérents. "Nous jouons la carte de la révélation, la bonne surprise que représente la Lorraine, qui fonctionne très bien avec nos pays frontaliers, et a suscité une augmentation des nuitées de 2,1 % par an chaque année depuis 2011". Avec des sites célèbres comme le lac de Madine pour les amoureux de la nature, Douaumont pour le tourisme mémoriel ou le Centre Pompidou Metz pour la culture. Mais pas seulement.

"Des équipements comme le Centre des Congrès de Nancy il y a trois ans ou celui de Metz qui sera prêt en 2018 favorisent le tourisme de congrès. Mais il y a de grands projets partout : le développement spectaculaire d'Amnéville-les-Thermes, celui du Center Parc ou du Parc animalier de Sainte-Croix en pays de Sarrebourg, les efforts faits sur Verdun à l'occasion du centième anniversaire de la Grande Guerre, la relance du thermalisme à Nancy". Et là encore, une »

LES CHIFFRES-CLÉS

DU TOURISME

DANS LE GRAND EST

250.000

Le nombre de lits touristiques (hôtels, campings, locations, etc.).

19,7

En millions, le nombre de nuitées en 2016 (dont 68 % dans l'hôtellerie).

50 %

Le poids de la fréquentation de l'hôtellerie alsacienne (28 % en Lorraine, 22 % en Champagne-Ardenne).

+2%

La hausse de l'hôtellerie de tourisme en 2016 dans le Grand Est (+3 % en Lorraine, +1,6 % en Alsace, +1,3 % en Champagne-Ardenne).

79.700

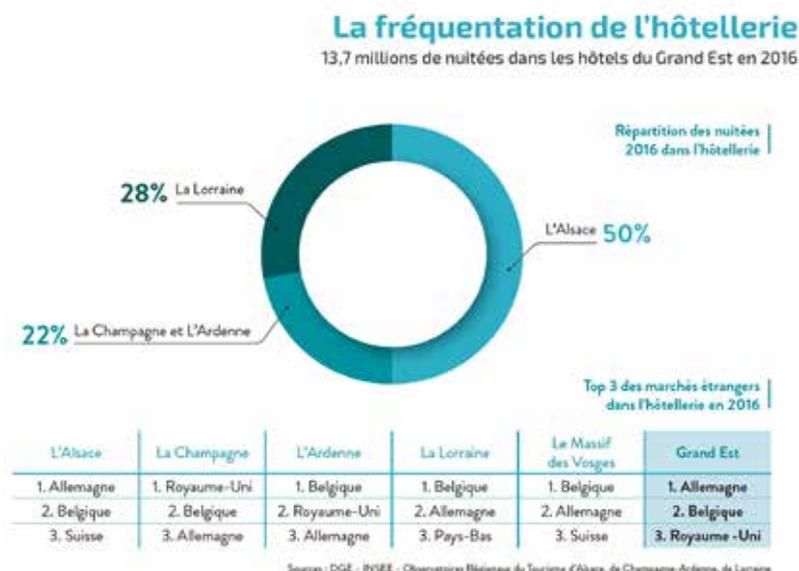
Le nombre d'emplois touristiques dans le Grand Est.

6,1

En milliards d'euros, la consommation touristique dans le Grand Est en 2016 (dont 2,5 en Alsace, 2,1 en Lorraine, 1,5 en Champagne-Ardenne).

378

En millions d'euros, les investissements touristiques dans le Grand Est en 2016.



» vraie complémentarité avec les voisins et désormais collègues du Grand Est, symbolisée par le Massif des Vosges : "sept départements, six CDT, deux CRT, vingt stations : nous avons déjà l'habitude de travailler en groupe !" Sans parler de la "Meuse à vélo" qui englobe la Lorraine, la Champagne-Ardenne, mais aussi la Belgique et le Luxembourg depuis des années...

"Des années ? Mais dans les années 80 nous avons déjà créé l'association de comités de tourisme du Grand Est, qui englobait d'ailleurs la Bourgogne et la Franche-Comté", s'amuse Philippe Choukroun. Qui complète : "comme la Champagne, nous travaillons depuis quelques années un tourisme plus lointain, en prospectant à la fois l'Asie et l'Amérique, avec un succès qui a fait grimper notre chiffre d'affaires à grande vitesse. Si nous avons toujours environ 65 % de clientèle française, nous conservons une vraie fidélité des touristes allemands, pour qui Strasbourg et Colmar représentent des villes historiques comme il n'en existe pratiquement plus en Allemagne. L'arrivée de nouvelles clientèles étrangères nous permet d'amortir les modulations du marché liées par exemple aux attentats."

L'incroyable succès des marchés de Noël de Strasbourg et de Colmar.

Deux des événements les plus courus en Grand Est : le Festival de marionnettes de Charleville-Mézières (Champagne-Ardenne) et le Mondial Air Ballon de Chambley (Lorraine).



© Bruno Coutheau et P. Boëtz



Le Schéma se met en place

Le Schéma Régional de Développement Touristique (SRDT) sera voté en mars 2018 par le conseil régional. Ce schéma vise à "atteindre un niveau d'excellence sur l'ensemble de la région et renforcer ainsi l'attractivité des territoires, veiller à l'équilibre territorial, développer des pôles touristiques, en travaillant en particulier les axes de déplacements et l'offre d'hébergement."

La Région a mis en place, depuis avril dernier, différentes concertations qui ont permis de débattre des besoins, attentes et propositions pour ce schéma régional innovant. 18 ateliers appelés "fabriques" ont rassemblé plus de 1.500 acteurs du secteur touristique. Ces fabriques ont été complétées par des réunions collectives, des entretiens directs, des enquêtes, des questionnaires en ligne et des contributions écrites. //

Un marketing intensif (participation à des workshops, travail auprès des professionnels, des prescripteurs, des médias, en ciblant le B to B) qui donne des résultats jusqu'en Australie "que nous démarchons en compagnie de la Champagne... et de la Bourgogne, même si elle ne fait pas partie de Grand Est !"

L'Agence d'Attractivité cible également le tourisme d'affaires, qui ne représente pour l'instant qu'une petite part des 2,3 Md€ de chiffre d'affaires du tourisme alsacien. "Mais Strasbourg a refait son palais des Congrès et va refaire la partie Expo, Colmar a refait son Parc des Expositions, Mulhouse prépare un nouvel auditorium, plusieurs hôtels haut-de-gamme ont ouvert ou sont en projet (dont deux 4 étoiles au centre de Mulhouse, par exemple) : nous avons donc de bonnes raisons d'espérer une embellie de ce côté".

Philippe Martin

Et on ne pourra éviter de parler, d'autant que c'est la saison, de l'incroyable succès des marchés de Noël à commencer bien sûr par ceux de Strasbourg, Colmar et Mulhouse. Au total, la centaine de marchés organisés sur toute l'Alsace attire 2,5 millions de visiteurs et assure aux hôtels un taux de remplissage proche des 100 % pendant les week-ends ! "Et ça continue d'augmenter, chaque année on dit qu'on bat le record de l'année précédente ! Même s'il faut nous montrer très attentifs à ne pas décevoir l'"espérance client" : notre challenge, c'est que nous ne sommes pas la Costa Brava, nous ne sommes pas équipés pour le tourisme de masse".

N'empêche : avec tous ces atouts, même si le "tourisme Grand Est" n'a pas encore de nom, il a assurément de beaux jours devant lui. //

La Fondation du patrimoine : Sauvegarder l'héritage pour assurer le lien entre générations

La Fondation du patrimoine, que les lecteurs de Région Magazine ont déjà eu l'occasion de découvrir, est le premier organisme national privé indépendant qui vise à promouvoir la connaissance, la conservation et la mise en valeur du patrimoine non protégé par l'Etat. Elle est représentée en Alsace par une délégation dynamique, dont les interventions concernent aussi bien le patrimoine bâti, non bâti, naturel, que l'aide aux associations d'insertion. Animée par Pierre Goetz, elle accomplit une œuvre considérable pour sauvegarder le patrimoine régional.



Pierre Goetz

"Etre aux côtés des porteurs de projets"

Autour du délégué régional, travaille une équipe composée de 13 délégués bénévoles, et de deux chargés de mission. Elle s'appuie sur deux clubs d'entreprises mécènes, et sur différents acteurs publics ou privés.



"Nous voulons, dit M. Goetz avec une détermination bien alsacienne, être aux côtés des porteurs de projets, qui, sans la Fondation, hésiteraient à s'engager dans une restauration, et mettre à leur service les moyens techniques ou financiers dont nous disposons. C'est toute une action en réseau qui se développe avec nos partenaires".

Organisme reconnu d'utilité publique, la Fondation peut en effet proposer aux mécènes ou aux donateurs des avantages fiscaux aussi bien pour des particuliers que des chefs d'entreprises.

"Par notre intermédiaire, poursuit M. Goetz, tous peuvent "fléchir", dans la limite autorisée, une partie de leurs impôts vers une utilisation locale, générant ainsi de l'activité économique avec des prolongements vers le tourisme".

Les réussites de la délégation alsacienne sont multiples. Elles concernent naturellement les édifices religieux, particulièrement nombreux en Alsace, mais pas seulement. On peut citer dans ce domaine le déplacement du séchoir à tabac de Lipsheim (Bas Rhin) qui menaçait de s'effondrer, et qui sera démonté puis reconstruit à l'Ecomusée d'Alsace grâce à une association d'insertion. Ou la restauration de voitures anciennes au Musée de l'Automobile de Mulhouse, financée par Motul, partenaire national de la Fondation.



C'est peut-être la restauration de l'église Sainte -Jeanne- d'Arc de Mulhouse qui illustre le mieux l'utilité de la Fondation comme son fonctionnement. Construite entre 1933 et 1935, ce très bel édifice de béton armé et de briques, inspiré des réalisations d'Auguste Perret, est la plus grande église construite en Alsace au cours du XX^e siècle. Son architecture mêle un style néo-byzantin avec des influences Art Déco. Malheureusement, la couverture est fragilisée, et à chaque pluie, les eaux ruissellent dans l'église, détériorant les décors et altérant la structure. L'ensemble des travaux urgents représente un coût de près de 300 000 euros... Inutile de dire que la paroisse n'en a pas les moyens. Elle a donc fait appel à la Fondation pour mobiliser le mécénat populaire.

"Le patrimoine est un héritage. Le sauvegarder, c'est assurer le lien entre les générations" conclut Pierre Goetz. //

Les sites payants les plus fréquentés

EN ALSACE

- Batorama, bateau-promenade de Strasbourg : 722.000 visiteurs.
- Le château du Haut-Koenigsbourg : 522.000
- Le parc zoologique de Mulhouse : 357.000
- Le musée Unterlinden de Colmar : 294.000

EN CHAMPAGNE-ARDENNE

- La cathédrale de Reims (écocompteur) : 1.153.000.
- Le parc d'attraction Nigloland : 600.000
- Les champagnes Mercier à Epernay : 100.000
- Le mémorial Charles-de-Gaulle et La Boissierie à Colombey-les-Deux-Eglises : 110.000 à eux deux.

EN LORRAINE

- Le zoo d'Amnéville : 520.000
- L'ossuaire de Douaumont : 500.000
- Le centre de thalasso Thermapolis à Amnéville-les-Bains : 400.000
- Le Parc animalier de Sainte-Croix à Rhodes : 325.000
- Le Centre Pompidou-Metz : 300.000. //



L'ossuaire de Douaumont.



Les Thermes d'Amnéville.



Le Batorama de Strasbourg.



Le marché de Noël de Strasbourg.

Un paradis au cœur du village

L'hôtel 5 Terres, à Barr, n'est pas seulement un magnifique établissement. C'est d'abord la preuve que le tourisme peut redonner vie à un territoire.



L'entrée de l'hôtel, le spa, le bar à vins, les chambres.

C'est un pari un peu fou. Celui d'un jeune couple qui a osé s'attacher à un triple défi. Rénover un bâtiment historique. Le transformer en hôtellerie de luxe. Et faire venir dans un village certes charmant, mais un peu méconnu, une clientèle attirée par le charme des lieux.

Nous sommes à Barr, au cœur de l'Alsace, à mi-chemin entre Strasbourg et Colmar. La Route du Vin s'allonge paresseusement à travers les vignes jusqu'aux contreforts des Vosges, à deux pas de villages dont les noms chantent le Gewurztraminer ou le Pinot noir, à quelques encablures du Mont Saint-Odile, à moins de trente kilomètres du majestueux château du Haut-Koenigsbourg. Rues pavées, maisons à colombages, cours à galerie de bois, l'endroit respire l'authenticité. Encore faut-il y attirer les visiteurs. Pour ce faire, **Jean-Daniel Seltz**, jeune patron d'une belle entreprise locale de BTP qui porte son nom, et sa compagne **Virginie Marco**, ont décidé de se lancer dans une aventure un peu folle : racheter un bâtiment historique du XVI^{ème} siècle, le *Bürgerstube*, posé sur un coin de la place de l'Hôtel de ville, et devenu au XIX^{ème} siècle une brasserie artisanale sous la marque **Schutzenberger**. Autant dire que transformer la bâtisse, abandonnée depuis des lustres, en hôtel quatre étoiles relevait de la gageure insensée. Et pourtant réussie.

Car depuis novembre dernier, l'établissement trône fièrement face à la mairie, placé sous l'enseigne prestigieuse *MGallery by Sofitel*. Près de quatre années de travaux pour métamorphoser une presque ruine en un cocon douillet à la rénovation inspirée. Poutres de sapin, colonnes en grès des Vosges, colombages intérieurs ont été sauvés, enrichis d'une décoration plus contemporaine, où les luminaires

dorés, les cuirs de la Tannerie Haas et les marbres de Calacata se marient harmonieusement avec les vestiges du passé.

Spa et bar à vins

Vingt-six chambres lumineuses, mais aussi un spa creusé dans la cave, avec piscine à jets, hammam, sauna et centre de soins, et encore une salle parfaitement équipée pour les séminaires. Comme ce n'était pas assez, Jean-Daniel Seltz a imaginé un bar à vins où les meilleurs crus d'Alsace se dégustent dans une atmosphère feutrée. Et aussi, depuis trois mois, un restaurant à la carte originale et signée par deux jeunes chefs qui ont appris leur métier dans des tables étoilées, avant de revenir l'exercer avec brio en Alsace.

Pour atteindre leur objectif, Virginie et Jean-Daniel ont investi beaucoup de leur argent, énormément de leur temps et de leur énergie. Ils ont bénéficié, au moment où les banques se faisaient tirer l'oreille, d'une aide salutaire du conseil régional du Grand Est, via l'Agence d'Attractivité de l'Alsace. Car leur projet va bien au-delà de la simple ouverture d'un hôtel : il repose sur un fort potentiel de développement économique, avec déjà au passage la création d'une trentaine d'emplois non

délocalisables. C'est aussi la preuve qu'un concept touristique bien mené peut aider à la revitalisation d'un territoire. *"Nous aimons cet endroit dont nous sommes originaires, explique Virginie Marco qui est en charge de la communication de l'établissement. Barr a longtemps été la ville-phare du secteur, puis Obernai a pris le pas. Mais nous avons ici tous les atouts pour attirer les visiteurs. Pour nous, Barr est la véritable capitale viticole du Bas-Rhin. Le village a gardé son aspect authentique, il permet aussi de rayonner : on est très vite à Strasbourg et à Colmar, mais aussi à deux pas des caves à vin réputées de Barr, de Mittelberghem, un des plus beaux villages de France, ou d'Andlau."*

Reste à se faire connaître. Si l'on en juge par la présence de nombreux touristes français et étrangers (l'Allemagne est à deux pas), les perspectives s'annoncent prometteuses. D'autant que notre insatiable jeune couple ne manque pas de projets : agrandir l'hôtel, créer une boutique de vente de produits du terroir, voire un centre d'interprétation des métiers du vin. Leur hôtel a beau être un petit paradis, ils n'ont pas choisi de s'y reposer ! //

Philippe Martin

5terres-hotel.fr



A la Table du 5 officient les jeunes chefs Axelle Gillig et Mathias Stelter.

Une gare à Barr

Si Barr est une étape du sentier de grande randonnée GR5 et du Véloroute du vignoble d'Alsace, la commune est également desservie par une gare TER, à huit minutes à pied du centre-ville. //

